

**Le général Franco
reprend ses fonctions
à la tête
de l'État espagnol**

LIBR PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 17 DA; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 m.;
 Afrique, 1 Dir; Autriche, 7 sch.; Belgique,
 5 fr.; Brésil, 1000 cruzeiros; Espagne, 250 ar.;
 Espagne, 18 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce,
 10 fr. Iran, 45 ris; Italie, 250 L. à Liège, 125 p.;
 Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 350 kr.; Pays-Bas,
 0,95 fl.; Portugal, 1 esc.; Roule, 1,75 Ar.; Suisse,
 0,95 fr.; Turquie, 100 pi.; Venezuela, 20 c. du.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
 5321 PARIS - GEORX 03
 C.C.P. 4297-23 Paris
 TELEX Paris no 63574
 T.E.L. - 770.91.29

UN ENJEU POLITIQUE : LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

• M. Fourcade veut vaincre le scepticisme des Français

**à se rendre en Algérie
depuis l'indépendance**

Le général de Gaulle souhaitait pouvoir se rendre un jour en Algérie afin de tourner définitivement la page. En entreprenant ce voyage, M. Giscard d'Estaing assumera une part de l'« héritage ».

contact avec les dirigeants algériens et préparer la visite de M. Giscard d'Estaing. M.M. Segard et Layachi Yader, ministre algérien du commerce, ont décidé de se concerter périodiquement — en 1981 tous les trimestres — en compagnie de leurs collaborateurs, algériens et français, à Paris et à Alger ; leur prochaine rencontre sera lieu au début de l'année 1978.

LE DERNIER ST. DUPONT

S.T.D.
ORFÈVRE

PAUL BALTA

(Lire la suite page 3.)

Faut-il remplacer le DEUG par la licence ?

s'en plaindre: il se proposait d'ouvrir un débat aussi large que possible sur la rénovation des études supérieures. Les premiers éléments de ce débat porteraient d'une part, sur le diplôme d'études universitaires générales (DEUG), qui prendrait le nom de « licence », et, d'autre part, sur la finitude du second cycle. Maurice Duverger commente ci-dessous les projets de M. Soisson. Page 8, on pourra lire d'autres réactions et suggestions.

Par MAURICE DUVERGER

modernes s'élançant dans une même direction. Puis toutes s'arrêtent, ensuite en pleine nature, et il faut alors rejoindre l'ancien chemin, vétuste et délabré. Chaque nouveau gouverneur se croirait désormais s'il achevait l'œuvre de son prédécesseur. Il préfère ouvrir, à son tour, un embryon de route grandiose que les électeurs ne lui permettent pas de terminer. Le jeune et dynamique secrétaire d'Etat aux universités françaises est-il en train de succomber à ce mal sud-américain, comme l'on fait, avant lui, tant de ministres de l'éducation nationale ?

Pourquoi piétiner ?

Ses propos demeurent ambigus. On peut se demander s'il ne s'agit pas d'une pratique nationale plutôt que de celle d'Amérique latine qu'on vient de rappeler. Remplacer, en 1946, le mot « Sénat » par « Conseil de la République » au fronton du palais du Luxembourg, puis revenir, en 1958, au terme initial sans aucune grand-chose ? L'histoire de la République est-elle un collage de bonnes réformes, comme tous les régimes almost à en faire. S'il s'agit seulement d'appeler « licence » ce que les textes de 1973 appellent « diplôme d'études universitaires générales » (DEUG), pourquoi pas ? La dénomination

(Lire la suite page 8.)

Affiches polonaises

Les affiches polonaises que nous montrons au Musée municipal d'art moderne ne sont pas faites pour vanter la solidarité d'un collant, le fumet d'une marque de thé ou pour prédire la fin du cache-pied grâce à la chaussette X. Elles ne sont pas là pour faire vendre et acheter des objets, des bijoux, des vêtements, outre, culturelle. Elles annoncent un film, un concert, une pièce de théâtre, un festival, une exposition. Elles peuvent être à la rigueur touristicques, jamais elles ne seront publicitaires au sens où on l'entend généralement. L'absence de contraintes mercantiles d'une part, un certain contenu à évoquer de l'autre, ont permis à ces affiches d'avoir un terrain de recherche pour les artistes, un moyen d'expression en direct sur la rue. Et si, elles y remplissent leur fonction d'images capables d'être saisies au premier coup d'œil, le plus souvent elles demandent une lecture... au musée par exemple. La Pologne possède son musée de l'affiche, le seul au monde du genre.

La production d'affiches, en Pologne, est très ancienne. Avant la guerre déjà elle s'imposait par sa qualité sur le plan international, notamment à l'exposition de 1937, à Paris, grâce à quelques artistes dont Tadeusz Trepkowski, aujourd'hui considéré comme l'un des pères de l'école polonaise. En fait d'école, il n'y eut plus que la réalisation de ce qui est diffusion identiques que d'une unité de style.

GENEVIÈVE BREERETTE.
(Tire la suite en page 19.)

JOSEE DOYERE

(Lire la suite page 30.)

*Lire page 6 l'article de Thierry Pfister
et page 32 le point de vue de Jacques Attali.*

L'AUTODESTRUCTION SOCIAL

AU JOUR LE JOUR

PRUDENCE

L'automne est précoce cette année. On comprend que, par ce temps de pluie, le gouvernement ait le souci d'éviter les dérapages et que le coup de frein que M. Fourcade donne sur les prix n'ait rien à voir en brutalité avec les coups de botte que M. Pomutowski donne sur l'immoralité.

En fait, ce coup de frein est si doux et si prudent que si les Français ont, cet automne, à boucler leur ceinture, ce ne sera pas par peur de passer à travers le pare-brise, mais par nécessité de l'adapter à leur pouvoir d'achat

ROBERT ESCARPIT.

(Lire la suite page 8.)



LE DERNIER SI DUPONT N'EST PAS UN BRIQUET

S.T. Dupont
ORFÈVRES À PARIS

GENEVÈVE BREERETTE.
(Lire la suite page 19.)

EUROPE

Chypre

APRÈS LA DÉCOUVERTE DU CHARNIER DE MURATAGA

La première des rencontres régulières prévues entre MM. Denktash et Cléridès est ajournée

Nicosie. — « Nous n'avons plus rien à dire aux Grecs. Alors, pourquoi se rencontrer ? Parler des problèmes humanitaires de « leurs » réfugiés ? Après ce qu'ils ont fait à Murataga, c'est impossible. » En circulant dès le matin du lundi 2 septembre dans les rues du secteur turc de Nicosie, l'on sentait bien que la rencontre prévue le soir même entre MM. Raif Denktash et Glafkos Cléridès — les leaders des deux communautés chypriotes — était menacée.

Sur le parvis de la grande mosquée Sélimiye, dans les ruelles qui longent la ligne verte bordée de ruines calcinées et de murs ébranlés, la tension est palpable. A la « une » de tous les journaux turcs : Murataga : photos et descriptions du charnier, découvert la veille dans un petit village à une vingtaine de kilomètres de Famagouste, couvrent des pages entières. Les commentaires sont lapidaires. Ici, nul n'en doute : « Si les victimes sont turques, les bourreaux sont grecs. »

L'émotion ressentie ne pouvait se dissiper en moins d'une journée. Et en fin d'après-midi, on apprend sans grande surprise que M. Denktash avait demandé le report de la réunion qui devait se dérouler à 18 heures au Ledra Palace, situé dans la zone « tampon » de Nicosie, occupée depuis la guerre par les forces des Nations unies. Le chef de l'administration autonome chypriote turque a déclaré qu'il ne se sentait « ni moralement ni physiquement » capable de discuter avec M. Cléridès. Il avait d'abord décidé d'annuler purement et simplement la rencontre, mais il a finalement accepté qu'elle ne soit que reportée au vendredi 6 septembre, après une intervention de M. Weckmann-Munoz, représentant à Chypre du secrétaire général des Nations unies. M. Denktash a souligné l'importance que le gouvernement turc accordait à l'affaire de Murataga : « Ankara m'a demandé un rapport complet, et veut être tenu au courant de tout fait notoire. » a-t-il précisé à ceux qui l'interrogeaient sur les raisons de sa décision.

La découverte du charnier — d'un « dégelé » meurtre — n'est pas le seul fait qui ait provoqué une telle émotion. En l'absence d'informations précises, l'entourage du président de la République a d'abord exprimé les sentiments d'horreur que lui inspirait un tel massacre. Peu après, le porte-parole du gouvernement devait déclarer que « des centaines de Grecs ont été tués, disparus, en particulier dans la région de Murataga (nom grec de Murataga), et un objet trouvé sur le corps d'une femme dans le charnier permettait d'indiquer qu'il s'agissait d'une femme grecque ».

Nicosie demande une « enquête indépendante »

En effet, lors d'une visite sur les lieux, un journaliste américain d'origine chypriote grecque avait montré à ses confrères un médaillon grec et assuré qu'il l'avait trouvé sur un corps du charnier. Au cours d'une conférence de presse quotidienne le porte-parole des Nations unies, M. Rudi Stauduhar a fait état de la découverte des corps et a seulement rappelé, comme il avait déjà annoncé, que « de nombreux Chypriotes turcs du village de Murataga et de la région avoisinante avaient disparu ».

Le gouvernement de M. Cléridès a finalement proposé qu'une « enquête indépendante » soit me-

De notre envoyé spécial

née par les Nations unies et la Croix-Rouge internationale, en présence d'observateurs des deux communautés chypriotes. Une telle formule pourrait d'ailleurs, selon le gouvernement chypriote grec, être adoptée pour empêcher sur tous les « crimes ou actes de violence, atrocités, viols et pillages » dont les deux parties s'accusent mutuellement.

Il est peu probable qu'une telle proposition aboutisse rapidement. Les Turcs ont déjà manifesté à plusieurs reprises de sérieuses réticences à l'intervention des forces de l'ONU dans la zone qu'ils contrôlent. Ils avaient, en particulier, refusé que ces forces continuent à exécuter une autre chapelle, découverte il y a une dizaine de jours, à l'ouest (non loin de Murataga), où les journalistes avaient déniché cinq corps avant que le déblaiement ne soit achevé.

Dans l'immédiat, la découverte du charnier de Murataga aura donc eu pour conséquence de retarder la première des rencontres régulières prévues entre MM. Denktash et Cléridès. Ces « réunions du lundi » consistaient à se réunir autour de la récente visite à Chypre de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et ne devaient aborder que des sujets touchant au règlement des problèmes humanitaires des réfugiés. « Si l'on ne peut même pas discuter de cela, l'entente sur le lundi à Nicosie, côté grec, le fossé entre les deux communautés sera de plus en plus profond », a-t-il été dit.

Irlande du Nord

M. REES VEUT TRANSFÉRER A LA POLICE CERTAINES TÂCHES DE MAINTIEN DE L'ORDRE

Belfast (A.F.P., Reuters). — M. Merlyn Rees, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, a annoncé, le lundi 2 septembre, au cours d'une conférence de presse à Belfast, son plan de « renforcer l'efficacité de la police dans la province et à soulager ainsi les soldats britanniques de diverses tâches de maintien de l'ordre ». Les effectifs de police et à mi-temps de la police irlandaise passeront progressivement de deux mille six cents à plus de six mille cinq cents hommes, et des « centres locaux de police » seront implantés dans les « quartiers des villes ou les régions rurales mal quadrillées jusqu'à présent ».

Ce programme, notent les observateurs, correspond à une tentative de revenir aux mesures de police en vigueur en Irlande du Nord avant 1969, année au cours de laquelle la police britannique a été déarmée et l'armée britannique déployée pour contrôler les affrontements entre communautés.

M. Rees a précisé que ces mesures d'annexion par un appel prochain d'une partie de l'armée britannique, comme l'attribuait le « Times » du même jour, il a cependant confirmé qu'il existait un projet visant à réduire de mille hommes les forces militaires, au nombre de quinze mille hommes actuellement.

Le plan de M. Rees a été immédiatement critiqué par les protestants loyalistes, qui réclament la formation d'une garde nationale, troisième force entre la police et l'armée, qui pourrait être formée sur le modèle de la garde royale d'Irlande. Les catholiques, pour leur part, se sont toujours opposés à la renouveau d'une telle force, dans la mesure où son recrutement est essentiellement protestant.

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) a repris ses travaux au niveau technique le lundi 2 septembre à Genève, après une pause de six semaines. Les discussions politiques ne reprendront que le 9 septembre. (A.F.P.)

De notre correspondant

Les relations C.E.E.-Grèce, la Commission propose à son tour un certain nombre de mesures concrètes qui, indique-t-elle, auraient un impact direct sur ces relations. Outre la convocation du conseil d'association pour le mois d'octobre, elle envisage :

— L'attribution à la Grèce du quart du premier protocole financier annexé à l'accord d'association, soit 56 millions de dollars. Les services juridiques ne se sont pas encore prononcés sur la possibilité d'affecter ainsi des crédits liés à un protocole venu à expiration en 1967. Cependant, la Commission exprime d'ores et déjà un préjugé favorable à cette opération qui permettrait au nouveau gouvernement hellène de disposer immédiatement d'argent frais pour financer des projets d'investissement.

— La négociation d'un nouveau protocole financier prévoyant l'octroi d'une aide communautaire au développement de l'économie grecque.

U.R.S.S.

A Moscou

UN MONUMENT A LA MÉMOIRE DE KHROUTCHCHEV

Quelques jours avant le trentième anniversaire de la mort de Nikita Khrouchtchev (31 septembre), un buste de l'ancien chef du gouvernement soviétique inauguré en 1964 a été mis en place au cimetière Novodevitchi de Moscou. Le monument porte cette inscription : « Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev, 1894-1971 ». Il a été réalisé à la demande de la famille par le sculpteur Neïstavtchik. Il est fait de marbre blanc et de granit noir. Ces couleurs, indique l'artiste, symbolisent « la jeunesse et la maturité ». « Vous le voyez », dit-il, « dialectique de Khrouchtchev, un homme entre le bien et le mal ».

En 1962, lors d'une exposition, Nikita Khrouchtchev avait vivement attaqué Neïstavtchik, d'une façon générale, les tenants de l'art abstrait : « Avec sa queue — abstrait — un chien ferait aussi bien. » Cependant, a dit M. Sergueï Khrouchtchev, le fils de l'homme d'Etat disparu, « nous l'avons choisi parce que mon père avait pour lui le plus grand respect ».

Allemagne fédérale

Plusieurs scandales mettant en cause des sociaux-démocrates empoisonnent le climat de la rentrée politique

Bonn. — La République fédérale n'est certes pas menacée par une sorte de Watergate, mais quelques scandales, petits et moyens, ont la social-démocratie n'apparaît pas sous un jour des plus favorables, empoisonnant le climat de la rentrée

politique. Le chancelier Helmut Schmidt se serait volontiers passé de cet héritage encombrant à quelques semaines de deux importantes élections régionales qui constitueront les premières véritables épreuves de son gouvernement.

De notre correspondant

« Espionnage » des services de protection de la Constitution a été interrogé, mais pas le député social-démocrate, qui aurait été en mesure de fournir des renseignements.

« Les révélations sur les pratiques des services de sécurité effectués avant l'engagement de Guillaume, sont telles, écrit le Süddeutsche Zeitung, qu'on ne doit pas s'étonner que l'espion ait pu entrer à la chancellerie, mais qu'il ait été découvert ».

M. Wehner mis en cause

Dans « affaires Guillaume », comme dans l'affaire Wiemann (le Monde daté 1-2 septembre), le député social-démocrate, président du groupe parlementaire social-démocrate, fait l'objet de nombreuses spéculations. M. Nollau a déclaré devant la commission d'enquête parlementaire qu'il avait eu quatre conversations avec M. Wehner entre le moment où Guillaume a été découvert et celui où il a été arrêté. Il n'en a pas fait plus un magazine de droite Quick pour affirmer que le dirigeant social-démocrate avait averti M. Hoenes, chef du SPD (parti communiste est-allemand), de la découverte de l'espion, lorsqu'il l'avait rencontré à Berlin-Est au mois de mai 1973. Il semble, en fait, que la conversation entre M. Nollau et Wehner n'ait eu lieu que quatre jours après le voyage de celui-ci en R.D.A.

Mais Quick écrit, d'autre part,

La Commission de Bruxelles propose de réactiver l'association entre la Grèce et la Communauté européenne

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne vient de proposer aux neuf de réactiver l'accord d'association entre la C.E.E. et la Grèce. Elle recommande la mise en œuvre d'une série de mesures concrètes, parmi lesquelles le rétablissement de l'aide financière de la Communauté à la Grèce. Ce faisant, la Commission va à la rencontre des demandes exprimées par le nouveau gouvernement d'Athènes d'un aide-

De notre correspondant

ment toutes les conditions nécessaires pour le rétablissement de l'association entre la Grèce et la Communauté européenne. Le gouvernement grec demande donc un « dégel immédiat » de l'association, lequel serait marqué par l'application d'une série de mesures concrètes d'ordre institutionnel, financier ou commercial. Pour déclencher cette copieuse association, qui ne s'est plus réuni au niveau ministériel depuis 1967, soit convoqué dans les meilleurs délais. Toujours selon la Grèce, il serait « hautement souhaitable de mentionner explicitement et clairement dans le contexte de cette réactivation d'association la volonté de la Grèce à l'adhésion ».

Pour assurer la normalisation

LES RELATIONS PARIS-ANKARA

M. Inan, sénateur turc, s'est inquiété auprès du gouvernement français des fournitures d'armes à la Grèce

M. Karim Inan, sénateur turc, membre du Parti de la justice (dans l'opposition), qui effectuait une tournée en Europe pour le compte de son gouvernement, a tenu, lundi 2 septembre, une conférence de presse à l'ambassade de Turquie à Paris. Il a notamment exprimé sa « surprise » devant l'attitude française dans l'affaire de Chypre. « En livrant des armes à la Grèce, la France menace indirectement la Turquie d'être contrainte au développement d'une course aux armements entre les deux pays », a-t-il déclaré.

Cette position nous étonne d'autant plus, a poursuivi le sénateur, que notre ami M. le président de la République est un mondialiste et qu'il a toujours été moins grande différence entre Ankara et Paris qu'entre Athènes et Paris. Certes, il est de notre intérêt que la démocratie soit viable en Grèce, mais ce n'est pas encore chose faite ».

M. Inan a précisé que le gouvernement français a donné son accord à la nomination d'un nouvel ambassadeur à Paris, mais qu'en raison des circonstances, le décret de nomination n'était pas encore signé.

M. Inan a rencontré au cours de son séjour à Paris, qui s'achève

ce mardi, M. Jean Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères. M. François Poux, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay et M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

Il semble que ses entretiens avec les dirigeants français aient donné lieu à des promesses assez précises que M. Inan a tenues lors de sa conférence de presse. Du côté français, on a assuré l'ambassadeur d'Ankara sur la permanence de l'amitié franco-turque, lui faisant savoir que l'attitude adoptée par la France dans la récente crise n'impliquait aucune hostilité à la Turquie, mais était surtout à l'égard de l'ennemi commun, le communisme. A propos des ventes d'armes à la Grèce, M. Inan a réitéré l'assurance que la France ne livrait aucunement d'un contrat conclu bien avant le début de la crise et qu'il n'avait fait l'objet d'aucune « accélération ». M. Inan a toutefois insisté sur l'argument selon lequel la France ne pouvait pas livrer à un pays allié ne pouvant en aucun cas être considérée comme un ennemi. Compte tenu de la crise actuelle, a-t-il dit, ces livraisons doivent être considérées comme un effort d'armement.

Quant au retard apporté à l'envoi d'un nouvel ambassadeur de Turquie à Paris, il provient manifestement des réserves d'Ankara, qui voudrait s'assurer que son représentant trouvera à Paris « une bonne atmosphère ».

des relations C.E.E.-Grèce, la Commission propose à son tour un certain nombre de mesures concrètes qui, indique-t-elle, auraient un impact direct sur ces relations. Outre la convocation du conseil d'association pour le mois d'octobre, elle envisage :

— L'attribution à la Grèce du quart du premier protocole financier annexé à l'accord d'association, soit 56 millions de dollars. Les services juridiques ne se sont pas encore prononcés sur la possibilité d'affecter ainsi des crédits liés à un protocole venu à expiration en 1967. Cependant, la Commission exprime d'ores et déjà un préjugé favorable à cette opération qui permettrait au nouveau gouvernement hellène de disposer immédiatement d'argent frais pour financer des projets d'investissement.

— La négociation d'un nouveau protocole financier prévoyant l'octroi d'une aide communautaire au développement de l'économie grecque.

L'activation des procédures permettant l'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord, qui décrit les conditions dans lesquelles celui-ci doit s'appliquer aux trois nouveaux Etats membres de la Communauté. Ce protocole définit également le régime d'importation des vins grecs dans la Communauté.

— L'ajournement au-delà du 1^{er} novembre 1974 de la démobilitation tarifaire que devraient normalement appliquer les Grecs aux termes de l'accord d'association.

La Commission estime cependant prématuré de relancer, sans préparation préalable, l'effort d'harmonisation des politiques agricoles. Cette harmonisation se trouve inscrite dans l'accord d'association comme une des conditions indispensables à remplir avant que puisse être envisagée l'adhésion de la Grèce au Marché commun. Les tentatives entreprises dans ce sens avant 1967 n'avaient pas été couronnées de succès. Notons que de 1963 à 1972 les échanges entre la C.E.E. et la Grèce ont quintuplé, passant de 400 millions à 2 000 millions de dollars. De 1967 à 1973, ces échanges ont triplé.

Le soutien du Portugal

A l'occasion des délibérations de la Commission sur ce dossier grec, Sir Christopher Soames, vice-président du collège européen, responsable des relations extérieures, a évoqué le cas du Portugal. La Communauté, a-t-il expliqué, soutient d'encourager le renforcement des régimes démocratiques chez ses voisins. Elle ne devrait pas envisager d'accorder un soutien financier au Portugal, comme elle se propose de le faire au profit de la Grèce, puisque la situation économique et géographique de ces deux pays est très largement comparable. Le Portugal est ainsi placé de façon informelle au cas de l'association, conçu comme une étape précédant l'adhésion, et comportant de ce fait des engagements politiques complexes et multiples. Le Portugal n'a signé avec la C.E.E. qu'un simple accord commercial d'une portée beaucoup plus restreinte.

Ph. L.

Pour « Newsweek »

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE M. GISCARD D'ESTAING DIFFÈRE PEU DU GAULLISME

Sous le titre « Le gaullisme est toujours vivant », l'hebdomadaire américain Newsweek écrit dans son numéro daté du 3 septembre : « Giscard pratique à peine quelques choses d'autre qu'une forme moderne du gaullisme (...). Il est évident que Giscard voit les intérêts économiques et géopolitiques de la France, pour l'essentiel, sous le même éclairage que ses prédécesseurs, et il n'a pas l'intention d'apporter des changements majeurs à la politique étrangère de l'indépendance de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou. » Après avoir évoqué le maintien de la force nucléaire française, la levée de l'embargo sur les armes au Proche-Orient (qui « favorisera les Arabes »), l'appui donné à la Grèce au moment où elle recrée ses forces de l'OTAN, les frictions avec les Etats-Unis pour les ventes d'avions à la Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark et à la Norvège, Newsweek conclut : « une nouvelle » France de Giscard se réveille peu différente de l'ancienne. »

DANIEL VERNET.

VOUS AIMEZ LES RELATIONS HUMAINES ? DEVENEZ HOTESSE

Commerce - Industrie
Administration
Tourisme - Congrès
Gîtes aériennes - Navigation
Foires - Salons - Expositions

Cours d'un an (commencés le 1-10), Cours accélérés de 3 mois : 15-9
Cours de 2 ans (niveau B.E.P.C.)

● DACTYLO AUDIO-VISUELLE ● LABORATOIRE DE LANGUES

ÉCOLE PARISIENNE des HOTESSES

(enseignement privé)

41, boulevard des Capucines (Opéra). — PARIS

Tél. : 073-92-51 et 92-52

Autres écoles : Angers, Bordeaux, Casablanca, Grenoble, Lausanne, Marseille, Nice.

السلامة والجمال

سكنا في الامم

EUROPE

Espagne

Le général Franco assume de nouvelles fonctions de chef de l'Etat

Un communiqué officiel a annoncé, lundi 2 septembre, que le général Franco, « citationnellement rétabli », a repris ses fonctions de chef de l'Etat. M. Carlos Arias Navarro, chef du gouvernement, a adressé une communication écrite à M. Alejandro Rodríguez de Valcárcel, président du Comité, et au prince Juan Carlos les informant qu'il était mis fin aux fonctions institutionnelles du prince d'Espagne.

Le général Franco, qui est âgé de quatre-vingt-deux ans, avait été rétabli le 9 juillet dernier, d'une phlébite fémorale à la jambe droite. A la suite de l'admission d'un état d'urgence, une grave hémorragie gastrique s'était déclarée, le 19 juillet, et le général avait été convoqué le prince Juan Carlos pour lui annoncer oralement la décision de le rétablir provisoirement ses pouvoirs, en vertu de l'article 11 de la loi organique (Constitution).

Le général se rétablit cependant très vite puisque le 30 juillet il pouvait quitter l'hôpital. Le 18 août, il partit comme chaque année passer ses vacances à La Corogne, en Galice. Ce rétablissement spectaculaire chez un homme qui est, de surcroît, atteint de la maladie de Parkinson a déjoué les pronostics des médecins et des hommes politiques. Les spéculations sur l'après-Franco allaient bon train, on supputait déjà « les chances et les périls de l'entreprise de Juan Carlos », on évoquait la possibilité d'une « ouve-

Italie

Les communistes relancent leur campagne pour participer au gouvernement

De notre correspondant

Rome. — M. Mariano Rumor, président du conseil, rentre à Rome jeudi 5 septembre, après avoir pris quelques jours de vacances. Mais on ne peut dire pour autant que le débat politique italien reprendra à ce moment. Il n'a, en effet, jamais cessé autour du thème du rapprochement des communistes avec la majorité gouvernementale. M. Carlo Galluzzi, membre de la direction du parti communiste, est revenu à la charge dans un récent éditorial de l'Unità.

« La question communiste », écrit-il, « se pose en termes nouveaux compte tenu de deux facteurs : l'évolution de la situation internationale en raison du progrès du processus de détente et du dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, d'une part, et de l'absence de risque de récession de l'Italie », d'autre part. « Quelles sont les bases concrètes et quels sont les programmes ? »

Mais M. Fanfani, secrétaire général de la démocratie chrétienne, dans un éditorial du Popolo, demande surtout que le gouvernement sache dire « non » et prenne « l'engagement de ne pas encourager des investissements, des productions ou des dépenses de services qui engendrent une quantité de richesses inférieure à la quantité de celles qui sont consommées pour la produire ». M. Fanfani demande que « les parasites » soient délogés, qu'on ne craigne pas l'impopularité et qu'on pense à l'intérêt général plutôt qu'à l'intérêt particulier.

Le secrétaire général de la démocratie chrétienne insiste également pour que « tous apportent leur concours à l'effort global sur la base d'un accord préalable ». L'Italie de la crise qui se développe, faut-il ainsi très clairement allusion aux partis d'opposition et aux forces sociales, syndicales et patronales.

UN CASSE-TETE POUR LE GOUVERNEMENT : LA HAUSSE DU PRIX DES PATES

(De notre correspondant.)

Rome. — Le problème de l'augmentation du prix des pâtes en Italie tient du roman policier : depuis plus d'un mois, en effet, sur tous les marchés cet aliment de base a subi des augmentations successives. Le prix du kilo jusqu'à 500 litres et parfois bien au-delà. De surcroît, très souvent, le produit avait disparu des différents magasins de détail et des super-marchés. L'intervention de M. de Mita, ministre de l'Industrie, qui cherche à concilier les revendications des producteurs et celles des consommateurs, n'a pas résolu le problème épineux des prix, qui en Italie varient d'une province à l'autre. Certes, le Comité pour la planification des prix a vite enjoint aux comités provinciaux de fixer la valeur du kilo de pâtes à 400 litres, mais dans certaines provinces seulement, par exemple celle de Rome, est le plus grand centre de consommation de pâtes alimentaires de toute l'Italie. Or, la décision est difficilement applicable parce que les usines de pâtes ne sont pas toutes dans la province de Rome et que les producteurs se refusent à livrer la marchandise, craignant d'avoir à la vendre à un prix notablement inférieur à celui qu'ils réclament.

Avant de prendre une décision définitive, le ministère de l'Industrie est en train d'établir le coût de différents éléments qui entrent dans la composition de ce prix.

D'autres produits alimentaires ont également subi au mois d'août des augmentations appréciables d'environ 12 à 15 %, en particulier les huiles, l'eau minérale, la bière, les produits surgelés, les fruits au sirop, le vin, les saucisses et les détergents. Les services de douane effectuent actuellement des enquêtes chez les grossistes pour recenser les stocks disponibles de pâtes et tenter de les faire acheter chez les commerçants. — J. N.

éditions sociales

GEORGES MARCHAIS

la politique du Parti Communiste Français

Un volume, 96 pages, 7 francs

Après l'élection présidentielle, des idées et des propositions pour un changement politique réel. Elles concernent l'avenir démocratique de la France. Elles vous concernent.

L'auteur dédicacera pour la première fois cet ouvrage, à la fête de l'Humanité, les 7 et 8 Septembre à La Courneuve.

es EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

Conséquence de la décolonisation des territoires d'outre-mer

Le Sénégal et le Portugal renouent leurs relations diplomatiques

Le Sénégal et le Portugal ont annoncé simultanément le lundi 2 septembre qu'ils avaient décidé de rétablir immédiatement leurs relations diplomatiques. Le communiqué, diffusé à Dakar, explique que le gouvernement sénégalais a pris cette décision parce que le Portugal a modifié sa Constitution pour proclamer le droit à l'autodétermination de ses territoires d'outre-mer. Le Sénégal avait rompu ses relations avec Lisbonne le 7 juillet 1961 pour protester contre « la politique colonialiste » du précédent régime.

Depuis le début des guerres coloniales, le Portugal était, officiellement, au ban des nations d'Afrique noire et n'entretenait que des relations diplomatiques avec le Malawi. Le président Senghor est le premier chef d'Etat d'Afrique noire à prendre l'initiative de renouer officiellement avec Lisbonne. Pour leur part, les pays qui ont participé à la neuvième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique orientale et centrale de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) du 3 septembre ont décidé, lundi, de ne pas renouer les relations diplomatiques avec le Portugal avant que celui-ci ait « mené à son terme le processus de décolonisation ». Le communiqué publié à l'issue de cette conférence.

Le problème le plus grave dans l'immédiat, celui du Sahara espagnol, est resté le domaine réservé du Caudillo, qui, de son lit d'hôpital, veille au déroulement de l'affaire. C'est lui qui décide qu'un référendum y serait organisé en 1975.

« Franco est mort, vive Franco ! » Est-ce ainsi que réagiront les Espagnols, pour qui s'ouvre la perspective de subir plusieurs années encore une dictature sans partage ? Il est permis d'en douter.

La position chinoise

Tandis que les gouvernements africains semblent se préparer à renouer avec Lisbonne des que les négociations avec les nationalistes de l'Angola et du Mozambique auront abouti, la Chine sort de sa réserve à l'égard du nouveau régime portugais. Nous indiquons le point de vue du peuple du Portugal qui, de l'avant dans sa lutte contre l'ancien régime fasciste. Le forum est ambigu, puisqu'il laisse entendre que l'ancien régime n'a pas

complètement disparu, mais elle tranche sur le ton avec lequel les dirigeants chinois condamnaient encore récemment le « colonialisme portugais ».

Pour leur part, le président du FRELIMO (Front de libération du Mozambique), M. Samora Machel, a annoncé lundi à Dar-es-Salaam que les « conversations » entre son gouvernement et le gouvernement portugais au sujet de l'indépendance du Mozambique reprendront le 5 septembre à Lusaka, en Zambie.

M. Machel a indiqué que le premier objectif de ces conversations sera de parvenir à « l'établissement rapide d'un mécanisme de transfert du pouvoir au FRELIMO, conformément aux vœux des peuples mozambicain et portugais ».

Interrogé sur la possibilité d'un gouvernement de transition qui inclurait des représentants du FRELIMO et du Portugal, M. Machel a affirmé : « Nous n'accepterons jamais de participer à une structure coloniale. Notre objectif est clair : nous voulons un gouvernement national ».

M. Mario Soares a confirmé que les négociations allaient reprendre sous sa direction à la date indiquée, mais il a refusé de commenter l'information selon laquelle il ne restait plus qu'à négocier les modalités de transfert du pouvoir.

Peu avant l'annonce de la reprise des entretiens avec les nationalistes, le gouvernement portugais avait fait libérer les vingt et un derniers prisonniers politiques détenus en raison de leur sympathie pour le FRELIMO au Mozambique.

On pense que parmi les sujets qui sont abordés figurent le Cambodge. Le sénateur Fulbright, en juillet dernier, avait invité le prince Norodom Sihanouk à venir exposer devant la commission des affaires étrangères du Sénat son point de vue sur la situation cambodgienne. Le prince Sihanouk avait décliné cette invitation, mais remercié M. Fulbright pour ses « nobles et nombreuses activités » en faveur d'un désengagement américain au Cambodge.

Interrogé tout récemment sur le point de savoir s'il recevrait à Pékin le sénateur Fulbright au cas où ce dernier le souhaiterait, le prince Sihanouk a fait savoir qu'il réserver sa réponse.

L'AIDE DE LA FRANCE AU BANGLADESH

M. Souvagarnas a commencé, le mardi 3 septembre, ses entretiens avec M. Kamal Hossain, ministre des affaires étrangères du Bangladesh, qui, au cours de sa visite de trois jours en France, doit aussi rencontrer M.M. Chirac, Fournier, Malraux et des représentants du C.N.F.P. Le Bangladesh connaît une situation difficile. La France a passé avec ce pays deux protocoles d'aide, en mars et juin 1974. Le premier consiste en un don de 25 millions de francs, le second protocole, sous forme de prêt à la fois public et privé de 50 millions de francs, est destiné à l'achat d'équipements et contribue à l'équilibre de la balance des paiements. La France accorde une contribution au titre de l'aide alimentaire, pour la campagne 1973-1974, consistant en un don de 30 000 tonnes de blé. Pour secourir les victimes des inondations, 5 000 tonnes supplémentaires ont été envoyées.

AFRIQUE

Algérie

La visite de M. Giscard d'Estaing

(Suite de la première page.)

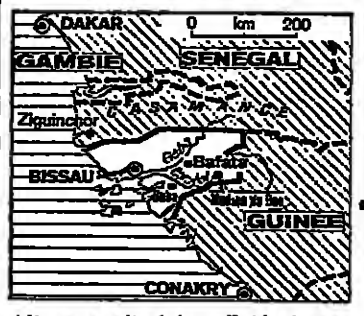
Ainsi, pour la première fois, malgré la renommée spectaculaire des exportations françaises, la balance commerciale, qui était jusqu'en 1973 largement favorable à la France, est devenue en faveur de l'Algérie. « Cela nous impose donc d'exporter encore plus que par le passé. C'est une nécessité absolue vitale », nous a dit M. Segard, qui a ajouté : « Je suis venu ici explorer les possibilités ». Parmi ces possibilités, il cite, entre autres, l'usine de voitures d'Oran (cent mille véhicules par an), qui suppose un investissement de 1 200 millions de francs et près de 4 milliards de francs avec les effets induits (Péage, Renault et d'autres firmes étrangères sont sur les rangs), des cimenteries, des usines d'armement, la fourniture de deux ou trois méthaniers en plus des cinq que la France a fournis ou doit fournir, etc., etc.

Enfin, M. Segard a abordé avec ses interlocuteurs le problème du

Guinée-Bissau

LA CAPITALE DU NOUVEL ETAT SERAIT LE VILLAGE DE MADINA-DO-BOE

Lisbonne (Reuter). — Selon le quotidien *Diário de Notícias*, généralement bien informé, la capitale du nouvel Etat de Guinée-Bissau ne sera pas Bissau, la ville principale, mais le petit village de Madina-do-Bôe, dans le sud-est du pays. C'est à Madina-do-Bôe, en zone libérée, que la République



blaque avait été unilatéralement proclamée, le 24 septembre 1973. Les cérémonies de l'indépendance auront lieu le 10 septembre dans ce village.

Les dirigeants du PAIGC ont souvent insisté sur le fait qu'ils choisissent Bissau pour capitale. Ils déclarent préférer que celle-ci soit « purement administrative » et en même temps proche des paysans qui constituent à leurs yeux la base de la révolution.

Ils doivent sans doute également tenir compte que le PAIGC n'a jamais été solidement implanté à Bissau même et que le contrôle de la ville, après le départ de l'armée portugaise et la démolition des résidences qui en faisaient partie, se révélera probablement difficile.

Ethiopie

DES ETUDIANTS ONT MANIFESTE CONTRE L'EMPEREUR

Addis-Abeba (A.F.P. Reuter). — Plusieurs dizaines de jeunes gens, en majorité des étudiants, ont manifesté le lundi 2 septembre devant le Parlement éthiopien pour demander la destitution de l'empereur Haile Sélassié. Certains exigeaient que le souverain soit « pendu » parce qu'il avait « couru se réfugier à Londres » pendant l'occupation italienne.

La police et l'armée ont insisté faire les manifestants pendant trois heures avant de disperser le cortège, au fin d'après-midi. Dans la soirée, la radio a diffusé un communiqué du comité militaire de coordination annonçant que désormais toute manifestation était interdite sans l'autorisation de l'armée.

ASIE

Inde

Le projet d'intégration du Sikkim est « un acte flagrant d'expansion colonialiste » écrit à Pékin « le Quotidien du peuple »

Le souverain du Sikkim, le chogyal, protestait de se rendre le mercredi 4 septembre à New-Delhi pour tenter une ultime démarche personnelle afin de retarder le vote par le Parlement indien d'un amendement constitutionnel signifiant pratiquement l'intégration de son royaume à l'Inde. Ses chances de succès paraissent extrêmement minces, le projet d'amendement présenté par le gouvernement de Mme Gandhi étant assuré d'une large majorité.

Plusieurs représentants de l'opposition indienne ont cependant manifesté leur hostilité au projet. Si la direction du P.C. indien pro-soviétique est apparemment restée silencieuse, les leaders des deux autres formations communistes indiennes — l'une pro-chinoise, l'autre indépendante — ont chacun attiré l'attention sur les réactions que l'absorption du Sikkim par l'Inde risquerait de provoquer à l'étranger et surtout en Chine. De fait, comme le rapporte notre correspondant à Pékin, le Quotidien du peuple vient de qualifier le projet indien d'« acte flagrant d'expansion colonialiste ». L'Inde et l'U.R.S.S., poursuit le journal, « collaborent mutuellement pour annexer les faibles et les petits ».

De notre correspondant

Pékin. — La presse chinoise vient de prendre violemment l'Inde à partie pour avoir transformé en « colonie » le royaume himalayen du Sikkim. Son imposition au mois de juin, l'entrée du Sikkim dans les institutions indiennes, New-Delhi poursuit, affirme, ce mardi 3 septembre, le Quotidien du peuple, un processus d'annexion dans le sous-continent. L'affaire du Sikkim est venue rappeler à la Chine les ambitions nourries par l'Inde dans l'Asie du Sud et qu'elle avait déjà contrées lors de la constitution du Bangladesh. Pékin, cette fois, n'estime plus devoir modérer ses propos : par-delà le Sikkim, c'est le sort de tous les Etats limitrophes qui est en jeu avec la menace d'une intégration progressive dans l'Union indienne ; par-delà le sous-continent, c'est du sort de l'Asie du Sud tout entière qu'il s'agit.

La diplomatie chinoise a désigné quatre ennemis traditionnels : « Le social-impérialisme soviétique, l'impérialisme américain, le militarisme japonais et les réactionnaires indiens ». A la vérité, ces derniers ne sont dangereux que soutenus par l'U.R.S.S., et c'est pourquoi Pékin préfère poléniquer avec Moscou plutôt qu'avec New-Delhi. On ne saurait oublier pourtant l'épave dossier du contentieux entre les deux pays : aide aux rebelles tibétains et surtout litige territorial jamais réglé pour savoir si la ligne frontière repoussée unilatéralement vers le nord par les britanniques il y a un demi-siècle dans leur lutte d'influence contre les tsars justifie la possession par l'Inde aujourd'hui d'une fraction des hautes vallées tibétaines placées autrefois sous suzeraineté chinoise.

ALAIN BOUC.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

DE L'INFLATION A L'AMNISTIE

Le président Ford rencontre ses premiers obstacles

Selon un sondage conduit par l'Institut Gallup entre les 18 et 19 août, seulement 3 % des Américains désapprouvaient à cette date la manière dont M. Ford assumait ses nouvelles fonctions. 71 % le trouvaient satisfaisant, tandis que 26 % ne se prononçaient pas à ce sujet. Simultanément, l'Institut Gallup a interrogé, selon ses méthodes, 1 500 adultes pour connaître leur sentiment sur d'éventuelles poursuites contre M. Nixon. Une majorité massive de 86 % (atteignant 88 % parmi la classe d'âge des moins de trente ans) s'est dérangée contre une mesure de clémence exceptionnelle en sa faveur.

Il semble cependant que plusieurs semaines doivent s'écouler avant que M. Nixon ne soit fixé sur son sort. Il est, en effet, cité à comparaître au procès intenté à ceux de ses plus proches collaborateurs qui furent mêlés au scandale du

Watergate, et qui s'ouvrira le 30 septembre à Washington. M. Nixon ne saurait disposer librement que s'il n'est pas encore sous le coup d'une inculpation, laquelle, en revanche, peut être rendue inévitable par le déroulement du procès. Il est également possible qu'il rencontre au président M. John Dean, son ancien assistant de la Maison Blanche, dont les révélations accablantes (quelques années auparavant) devant la commission sénatoriale d'enquête marquèrent le début des tribulations de M. Nixon. Condamné le 2 août dernier à une peine « flexible » de prison — de un à quatre ans — pour sa participation dans l'affaire du Watergate, M. Dean s'est présenté le 3 septembre au pénitencier fédéral de Fort-Holbrook, dans le Maryland, d'où le ministère public espère à son témoignage durant les audiences de septembre.

De notre correspondant

« faire aux idées », à laquelle doivent participer économistes, banquiers, industriels, syndicalistes, resta limités puisque le président, dans ses récentes déclarations, en a restreint la portée par des prises de position très nettes : le budget sera réduit et il n'est pas question de rétablir un contrôle des prix et des salaires.

Ainsi, jusqu'à nouvel ordre, la politique économique du nouveau gouvernement ressemble étrangement à celle de son prédécesseur. Et déjà un certain nombre de démocrates dénoncent cet attachement à l'orthodoxie économique illustré par le fait qu'aucun changement n'a été apporté à l'équipe économique du président, composée des mêmes hommes que sous M. Nixon, excepté M. Greenspan, président du Conseil économique, d'une orthodoxie encore plus solide que celle de M. Stein, son prédécesseur. Il faut donc prévoir qu'à quelques semaines des élections au Congrès, des démocrates, sans refuser leur concours de principe au président dans la lutte contre l'inflation, contesteront la répartition des sacrifices imposée par le programme déflationniste envisagé.

Avec les syndicats, d'abord favorablement disposés, les relations risquent de se tendre. La décision prise samedi 31 août de retarder de trois mois l'augmentation de 5,5 % prévue pour quelques mois encore et demi de fonctionnaires fédéraux a été évidemment mal accueillie, de même que l'intention du président de supprimer quarante mille emplois de l'administration fédérale.

Un point de vue identique a été exprimé par M. Meany, l'octogénaire leader de la confédération internationale A.F.L.-C.I.O. Ses déclarations aux journalistes révélèrent un certain désenchantement à l'égard du président Ford et une franche opposition à ses conseillers. Il a même réclamé le renvoi de M. Burns, président du Système fédéral de réserve, qui préconise une sévère restriction du crédit. Bien qu'il se déclare opposé, comme le président Ford, au contrôle des salaires et des prix, M. Meany, pour prévenir une grande dépression, « plaie que celle des années 30 », recommande des mesures à l'encontre de la philosophie économique du gouvernement.

Surtout, il a laissé prévoir une action militante de la part des syndicats, dont le philosophe essentiel de la philosophie d'annuité est que les détracteurs et insoumis devront « payer » leur réintégration par un service de travail civil de douze à dix-huit mois. Certains conseillers présidentiels insistent pour ajouter à cette exploitation un acte de contrition : soumettre la portée d'une réintégration d'allégeance à un serment sur « États-Unis ». D'autres pensent que la formule est inutile parce qu'elle braque définitivement tous ceux qui se sentent avoir été des convictions religieuses et politiques supérieures en refusant de porter les armes. Bref, donner une seconde chance à ces jeunes sans expérience, ceux qui ont servi et la grande majorité des familles éprouvées directement ou indirectement par la guerre du Vietnam est une tâche ingrate, noble, mais politiquement peu « rentable ».

HENRI LERRE

Brésil

Les limites de la détente entre l'Eglise et l'Etat

Les dirigeants des deux partis politiques brésiliens, le Mouvement démocratique (opposition) et l'Alliance de rénovation nationale (formation gouvernementale), ainsi que la Conférence des évêques, ont tenu ces dernières semaines pour demander qu'il soit mis fin à l'état d'exception. Dans la dernière de ces interventions, M. Marcos Freire, député du Mouvement démocratique et candidat à un siège de sénateur aux élections législatives de novembre prochain, a précisé le 29 août que son parti déciderait de se dissoudre si l'état d'exception devait se prolonger indéfiniment.

Le même jour, le général Ernesto Geisel, chef de l'Etat, leur a adressé une réponse collective : « Le gouvernement ne pourra jamais admettre les pressions ou les campagnes revendicatives menées par des individus ou des groupes qui prétendent imposer des changements et des révisions désavantageuses, prématurées ou imprudentes du cadre politique national. »

De notre correspondant

Or une telle participation, un tel consensus de base sont impossibles, au Brésil, si l'Eglise se trouve dans le camp opposé à l'Etat. L'Eglise est en effet la seule institution possédant une « ouverture » nationale, la seule qui ait des moyens de communication et de mobilisation à l'échelle du pays. Même censurée, même entravée dans son action, elle peut donc être ce qu'aucun parti ou syndicat n'a jamais été : une force de contestation organisée.

On comprend, dans ces conditions, que le général Geisel ait multiplié les tentatives de dialogue avec les principaux dirigeants de la hiérarchie, afin de réduire les « zones de friction » entre les deux parties. Pour y parvenir, il a dû prendre de sérieux engagements sur au moins deux des points constamment soulevés par ses interlocuteurs : l'amélioration du sort des plus défavorisés, notamment des petits paysans (notamment du Nordeste) du pays, spoliés par les grandes compagnies d'exploitation et d'élevage, et la fin des tortures et de l'arbitraire policier.

Au sujet de la répression, le général Geisel a émis une nouvelle fois sa position en ces termes : la « sécurité » constitue toujours un impératif du régime, mais il n'entend pas l'assurer par des méthodes « condamnables ». La fin de la torture et de l'arbitraire sera obtenue progressivement, au fur et à mesure que le gouvernement affermera son pouvoir.

Quant au sort des prisonniers, il concerne le régime de la République, et non le régime militaire. Dans plusieurs zones de conflit, comme Sao-Paulo-de-Araguaia, l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) a entamé une longue procédure de consultation et de répartition, au cours de laquelle les paysans sont amenés à défendre leurs droits. En outre, le gouvernement a décidé d'augmenter considérablement la consommation par une politique salariale plus équilibrée et des mesures sociales plus nombreuses. Du moins le futur gouverneur de Sao-Paulo, M. Paulo Egídio Martins, a-t-il fait des déclarations dans ce sens.

La presse a annoncé que le prochain plan national de développement (1975-1977) réviserait cette préoccupation, qui n'est, à vrai dire, pas neuve, du moins dans ses principes.

D'autres indices ont contribué à créer un climat de détente avec l'Eglise. Le gouvernement n'a manifesté aucune hostilité au choix de Dom Helder Camara pour participer au synode. Le président de la Fondation nationale

de l'Indien s'est déclaré récemment prêt à faire annuler le veto que le général Médici avait opposé à la participation des missions religieuses au travail d'assistance aux indigènes. Le journal de l'archidiocèse de Sao-Paulo, s'il est toujours soumis à la censure, n'a pas subi une coupe depuis plusieurs mois.

Morts sous la torture

En contrepartie, l'épiscopat, dans un texte approuvé le 29 juillet, et portant sur le dialogue et la politique, s'est montré d'une modération notable en se contentant de revendiquer l'exercice du « droit de critique face aux injustices d'ordre socio-économique et aux péchés des responsables ». Il se garde, malgré tout, d'un optimisme « prématuré ». Le seul interlocuteur public du général Geisel, jusqu'à présent, a été le cardinal Eugenio Sales, qui s'est toujours efforcé d'entretenir de bons rapports avec le régime et les militaires. Convenu du rôle social de l'Eglise, mais pensant l'exercer avec plus d'efficacité par une collaboration avec les autorités, l'archevêque de Rio est un interlocuteur idéal pour l'équipe au pouvoir.

Il semble que le général Goulbery, chef de la maison civile, et principal initiateur du dialogue avec l'Eglise, ait été plus net dans ses promesses : c'est pourquoi Dom Paulo Evaristo Arns, qui l'avait vu il y a cinq mois, a demandé un nouvel entretien avec lui au début d'août pour lui montrer les « méthodes condamnables » continuant d'être pratiquées. Cette fois, il était accompagné d'avocats de la commission Justice et Paix et des parents de quelques-uns des neuf prisonniers « disparus » récemment, c'est-à-dire morts sous la torture.

Certes, le rythme de la répression a diminué ces derniers mois. Aucun prétexte ou religieux n'est en action, et les militants catholiques sont plus nombreux. M. Waldemar Rossi, membre de la commission Justice et Paix de Sao-Paulo, ont été relâchés. Mais le système de répression reste intact, et fait figure aux yeux mêmes du gouvernement, particulièrement à Sao-Paulo, de pouvoir « parallèle », difficile à maîtriser. Dans certains secteurs de la ville, le sort des prisonniers politiques a empiré. Tirés de la prison Tiradentes où ils étaient soumis au régime « politique », ils ont été dispersés et mélangés avec des « droits communs ». Quarante deux d'entre eux, dans un document transmis le 30 juillet à l'extérieur, affirment que plusieurs prisonniers ont « disparu » pendant le transfert, même vivants, dans des conditions lamentables.

Le danger

de la « coalition de l'argent »

Le général Geisel, assurent ceux qui l'ont approché, reconnaît à l'Eglise un droit de critique, mais « pas à l'importation et à l'exportation de l'argent ». Il est probable que les évêques les plus hardis résisteront pour l'instant à la tentation de soutenir que le régime n'aura pas acquis la « plénitude démocratique » promise.

Jusqu'à quel point, pourtant, le gouvernement peut-il réduire les « zones de friction » avec l'Eglise et obtenir sa collaboration ? La réponse tient d'abord à la façon dont il réussira à faire respecter les « droits de l'homme au Brésil ». Mais elle tient tout autant dans l'évolution considérable de l'épiscopat, qui ne date pas d'hier, mais de plus de vingt ans, depuis la fondation de la C.N.E.B., en 1952, par Helder Camara. Cette évolution, interrompue seulement par le coup de force des militaires, « remerciés » alors par le régime militaire, a été évidemment favorisée par les différentes conciles. Elle semble irréversible maintenant : ce n'est pas la nature du gouvernement mais celle de la société qu'une fraction grandissante de prêtres et d'évêques brésiliens se dispose à contester.

Que la société reste injuste, et les conflits seront inévitables. Pourtant, ce n'est pas la lenteur adoptée par le gouvernement dans sa stratégie de « décompression » qui inquiète le plus les prêtres que nous avons interrogés, mais une menace plus précise. Pour enrayer l'inflation et la dénaturation croissante de l'industrie, le général Geisel s'est attaqué à des intérêts, brésiliens et étrangers, qui risquent, aux yeux de certains évêques, de former une « coalition de l'argent » avec les secteurs militaires les plus réactionnaires.

CHARLES VANHECKE

Chili

Selon des documents de la cour d'appel de Santiago

DEUX MILITANTS DE GAUCHE ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS

Le correspondant du Washington Post est parvenu à obtenir des documents de la cour d'appel de Santiago attestant que le docteur Hector García, âgé de cinquante ans, membre du parti communiste, et M. Ruben Lami, membre du parti socialiste, entre autres, ont été exécutés le 13 août. Les deux hommes ont été tués de plusieurs balles dans la tête. Le correspondant du Washington Post, qui avait été placé en résidence surveillée le 30 août, a pu néanmoins faire parvenir ses lettres à Washington, et la mesure qui le frappait a été levée (le Monde du 3 septembre).

On apprendrait qu'un ouvrier de trente-deux ans a été assassiné dimanche matin à Santiago.

On relève enfin une intervention du ministre du travail, le général Díaz, qui a assuré le 2 septembre que la liberté syndicale serait restaurée en 1976.

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. se déclare prête à engager des consultations avec les États-Unis

L'O.L.P. est prête à engager des consultations à un niveau élevé avec les dirigeants américains au sujet du problème palestinien, a déclaré, lundi 2 septembre, le porte-parole de l'Organisation de libération palestinienne au Caire. A Beyrouth, cependant, l'agence palestinienne d'information Nafa a catégoriquement démenti cette information, rappelant que « toutes les déclarations des porte-parole officiels palestiniens devaient être prises en considération ».

Selon l'agence U.P.I., les dirigeants palestiniens poseraient comme seule condition à une éventuelle rencontre avec des responsables américains que les contacts aient lieu publiquement et non en secret.

U.P.I. affirme que Washington n'a pas encore fait connaître sa réponse à cette proposition, mais croit savoir que les Américains sont désireux « a priori » de maintenir secrets d'éventuels contacts, par crainte de possibles réactions israéliennes. Les Palestiniens, pour leur part, souhaiteraient une rencontre entre M. Arafat et M. Kissinger lorsque ce dernier se rendra au Proche-Orient. Ils voudraient faire admettre aux Américains que le problème palestinien doit être considéré comme une « cause nationale » et non comme un « problème de réfugiés ». Si ce dernier point était admis, l'O.L.P. pourrait alors peut-être participer en tant qu'entité indépendante à la conférence israélo-arabe de Genève.

Lundi, le conseil de la Ligue arabe avait approuvé à l'unanimité une proposition de l'O.L.P. de soumettre à la prochaine session générale des Nations unies le problème palestinien en tant que question séparée du conflit du Proche-Orient.

Pour sa part, le général Gamal Abdel Nasser, chef de l'armée égyptienne, a déclaré, dans une interview publiée dimanche par l'hebdomadaire libanais Qasbi, qu'il était prêt à faire la guerre et que la force d'urgence des Nations unies au Sinaï se retirerait si la guerre éclatait. Il a ajouté :

« Nos forces se trouvent actuellement dans une situation meilleure qu'avant la guerre d'octobre 1973. Nous avons élaboré nos plans militaires selon les méthodes les plus modernes et en prévision de toute éventualité ».

A Jérusalem, quelques jours avant son départ pour Washington, le premier ministre, M. Itzhak Rabin, vient de réaffirmer qu'il n'y aurait pas de retrait israélien sans des progrès significatifs dans la voie de la paix. Parlant de nouveaux immigrants originaires de Liban, il a déclaré que le gouvernement israélien serait possible d'arriver, avec les États arabes, à un accord qui ressemblerait plus ou moins à la paix si Israël évacuait tous les territoires occupés en 1967 et acceptait la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

A travers le monde

Corée du Sud

- LA CORÉE DU SUD a demandé, le lundi 3 septembre, aux autorités japonaises de lui faire savoir si le Japon est disposé à agir contre les groupes « hostiles » installés sur son territoire. Une requête dans ce sens avait été faite vendredi par le président Park. La note remise lundi annonce, selon le ministre sud-coréen des affaires étrangères, des mesures « ad hoc » contre le Japon et une réponse satisfaisante n'est pas donnée à la requête du président Park. On apprend, lundi de source gouvernementale à Tokyo, que le Japon ne coopérerait pas « en dehors des limites de ses lois internes » avec la Corée du Sud dans l'enquête sur la tentative d'assassinat du président, le 15 août.

États-Unis

- UNE DÉLEGATION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE est arrivée lundi 2 septembre à Washington pour consulter avec le gouvernement américain les négociations concernant l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. La signature de l'accord aura lieu mercredi 4 septembre au département d'État. — (A.F.P.)

Canada

PLUSIEURS ANNÉES AVANT DE GAULLE Juan Peron était partisan du « Québec libre »

Montréal. — Juan Peron, correspondant d'après 1955 avec un professeur de psychologie de l'université de Montréal, M. Santiago J. Lucques, partisan de l'indépendance du Québec. Le chef des « descamisados » terminait volontiers ses lettres par « Vive la République du Québec » et « Vive la République du Québec indépendante le jour dans son édition du 31 août ».

Mme Isabel Peron, présidente de la République Argentine, avait autorisé récemment le professeur Lucques à rendre publiques les lettres de son défunt mari ; elle lui avait même déclaré : « Que les indépendantistes québécois se manifestent, et nous ne leur marchanderons pas notre appui ».

Juan Peron, selon le jour, voyait dans une République « latine » du Québec un allié naturel « du pays latino-américain » contre la domination des États-Unis. L'idée d'une alliance entre les pays d'Amérique latine et les colonies portugaises des États-Unis contre l'hégémonie de Washington refait péri-

diquement surface. Lors de la visite à Ottawa du président du Québec, au mois de mai 1973, M. Louis Robitaille avait fait allusion à un rapprochement de ce genre entre le Québec et le Canada, qui, avait-il affirmé, « partageait le destin commun d'être les deux seuls pays du monde de posséder des frontières terrestres avec la plus grande puissance occidentale ».

Le gouverneur général du Canada d'alors, M. Roland Michener, avait poliment répondu à M. Robitaille aux réelles de la « nécessaire interdépendance ». Le président mexicain avait poursuivi son voyage, que le même Robitaille avait pris le train pour se rendre à la capitale. De toute évidence, le Canada ne tient pas à prendre part dans la querelle de famille latine. Il a constamment refusé d'entrer dans l'Organisation des États américains, alors que le terme « États » avait été choisi tout exprès pour lui permettre d'y siéger en dépit du fait qu'il n'est pas constitutionnellement une république.

الاسلام

Espoir

Chez Peugeot les modèles sont arrivés!

سكيتا في الرحال

AMÉRIQUES

« FRÈRES DES HOMMES » AU RAS DU SOL

Espoir dans le tiers-monde ?

III. — Chez les « campesinos » des Andes

Par JEAN DUCHÉ

Après avoir suivi les réalisations des animateurs de Frères des hommes auprès des paysans indiens du Bihar et des Africains de Haute-Volta (lire « Le Monde » des 1^{er} et 2^{es} septembre), Jean Duché termine son périple de trois mois en compagnie des « campesinos » du Pérou et de l'Équateur.

Au milieu de ce lac proche du ciel (altitude 3 854 mètres) et où se reflète la cordillère Real, dans l'île de Titicaca, à laquelle il doit son nom, le soleil avait donné au couple divin, fondateur des Incas, un bâton d'or et leur avait dit : « Allez et frappez la terre avec ce bâton, elle se couvrira d'un manteau d'or. » Et la terre se couvrit de champs de maïs, leurs sujets éblouis les ayant en grand nombre imités. Ils continuèrent : leur outil de labour, la charrue, n'est jamais qu'un bâton prolongé d'une lance. Mais le manteau d'or ?

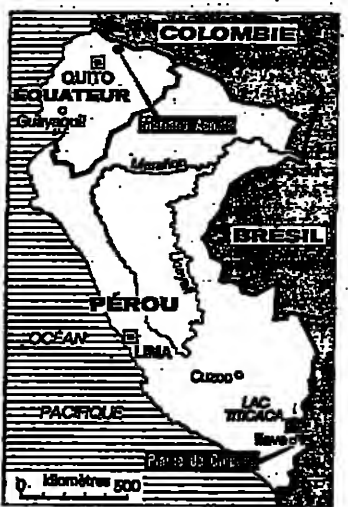
La domination de l'Inca, au cours du sixième siècle, n'avait pas détruit la cellule de base des tribus andines, la communauté rurale, l'*ayllu* ; bien au contraire, elle en avait fait le fournisseur

responsable des corvées et des tributs en nature. La couronne et l'Église espagnoles s'étaient efforcées de la protéger contre les empiétements des *encomenderos*. Les principes de la Déclaration des droits de l'homme, appliqués par Bolívar dans son « décret libéral », accordèrent à tout Indien la capacité d'acheter et de vendre. Il n'eut que celle de vendre, et les meilleures terres des communautés passèrent entre les mains des plus riches notables.

Au Pérou, la Constitution républicaine de 1919 prétendit en vain enrayer le mouvement d'annexion du lac, comme ailleurs dans les Andes, le paysan ne possède plus que quelques centaines de mètres carrés. Le manteau d'or a singulièrement rétréci. Du moins, telle était la situation lorsque, en 1969, le gouvernement du Pérou, constitué des militaires révolutionnaires, décida d'une réforme agraire radicale : expropriation des *hacendados*, la terre à ceux qui la cultivent (1).

Et pourquoi ne cultiveraient-ils pas aussi des légumes ? J'ai vu une merveille de potager sous abris en plastique. Que les campesinos réussissent à produire des légumes hors saison, qu'ils apportent par exemple, de la salade sur les marchés en mois de juillet, ils auront un revenu assuré. Car les marchés, dans cette région où la densité humaine est de deux cent vingt au kilomètre carré presque autant qu'en Allemagne fédérale, c'est quelque chose : il y a deux mille habi-

tant groupés dans une coopérative pour se défendre contre les intermédiaires qui les exploitent. Le jour du marché, j'ai vu les bus arriver de tous les horizons de la plaine. Ils étaient venus 15 000 soles la paire, pour être revendus 22 000 soles sur la côte où vivent les Blancs et les Métis. Comme le transport par camion de quinze bovins coûte 3 000 soles, le voyage rapporte 50 000 soles à l'intermédiaire. « Pas de question », dit Jean-François, si faut que la coopérative achète ses canards et fasse elle-même le bénéfice.



Elle peut en faire d'autres. Des ateliers de menuiserie et de mécanique ont été créés, où des artisans sont formés. Ils fabriquent des charrues, et aussi des tables, des chaises, des lits, des fenêtres : on ne trouve rien de tout cela dans leurs misérables cahiers couverts de roseaux. L'artisanat traditionnel produit encore, dans cette région les plus beaux tissus du Pérou. Pourquoi la coopérative n'achèterait-elle pas de la laine ? Les femmes la fileraient en gar-

dant les troupeaux, les métiers à tisser archaïques seraient améliorés, et la vente serait facile à Lima, aux touristes de Cuzco, et, pourquoi pas, à l'exportation ?

Cette action « tous azimuts », a déjà donné en peu de temps des résultats spectaculaires. Mais rien ne sera résolu tant que l'accroissement démographique n'aura pas été jugulé. Les femmes accablées par les maternités en série demandent comment faire pour les contrôler. Il est urgent de leur en donner les moyens. En attendant, il y aura toujours des hommes en surnombre pour aller grossir les barriadas de Lima qui gonflent à vue d'œil, comme tous les bidonvilles du tiers-monde (3).

Il y a une deuxième solution, proprement andine : mettre en valeur la selva qui, par-delà la cordillère orientale, descend vers l'Amazonie. La moitié des terres péruviennes sont là-bas inexploitées faute de moyens de communication, et c'est un prodigieux réservoir de richesses naturelles. La selva, c'est le Pérou, de demain. Frères des hommes en est convaincu et va lancer deux programmes sur l'Amazonie, l'un au Pérou, l'autre en Équateur.

En Équateur, dans le village de Mariano Acosta

On accède à Mariano Acosta par un chemin sinueux, glorieux et tellement malaisé que, lorsqu'il pleut, on y est prisonnier. Les montagnes vous encerment. C'est d'une beauté grandiose et accablante. Il pleut. L'eau dévale de toutes les pentes sur la place du village. Des geyseres jaillissent au loin. Les geyseres, à proximité de la mer qui est à 2 000 m, aux animateurs, « ou dix personnes, plus des cochons d'Inde, vivent dans l'unique pièce des huttes et n'ont à manger que des pommes de terre, du maïs, des fèves ou de la bouillie d'avoine, jamais d'œufs, et de la viande, n'en parlons pas. On trompe l'aim en machant de la coca, la peine en buvant de la chicha qui est un breuvage à base de maïs et de sucre, et on procède une dizaine d'enfants. Mais la mortalité infantile est un régulateur d'une efficacité parfois terrifiante. Pour les adultes, c'est un peu mieux, mais je n'en ai pas vu beaucoup qui aient franchi la cinquantaine.

Les paysans cultivent de minuscules lopins individuels sur les

pentons abruptes. Les problèmes de l'agriculture, ici, ne sont pas identiques à ceux de Chipana, mais ils relèvent du même style d'action. Pour ne pas me répéter, je mettrai l'accent sur un mal qui est ici particulièrement aigu : l'usure.

Les usuriers se sont appropriés les terres avec une technique impavide. Un garçon d'une vingtaine d'années, qui a l'air dégoûté, Feliciano Gomez, m'explique le mécanisme. Un paysan a une terre qui rapporte 8 000 sucres (4). Un propriétaire ou un « intermédiaire » lui en prête 2 000 (pas plus, on va comprendre pourquoi). Le paysan donne sa terre en gage, mais il continue de la cultiver, et créancier et débiteur partageront le fruit de la récolte : ce sont les intérêts. Mais les bêtes sont mises en juillet, et avant il y a le mois de juin, c'est-à-dire la bout de la soudure, plus rien à manger, et les fêtes de la Saint-Jean, fêtes de l'abondance. La loi est vieille comme le monde agricole : plus l'homme se sent vulnérable, plus il sacrifie aux magnificences obligées des fêtes traditionnelles, peut-être en un défi désespéré. Et le paysan vend la récolte à son créancier pour 4 000 sucres, la moitié de ce qu'elle vaudra dans un mois. Si celui-ci est un « intermédiaire », c'est lui qui la pèsera — avec des poids truqués — chez lui, un sac de 100 livres doit en peser 115. Total : 4 000 sucres chaque année sont pris au paysan pour un emprunt de 2 000 « Quand je suis né, dit Feliciano, mon père a emprunté cette somme à Amable Siuente. Il n'a jamais pu la lui rembourser, mais, en vingt ans, Amable lui a pris 100 000 sucres. » J'ai voulu voir cet Amable.

C'est un homme très doux, qui m'a sorti des mensonges énormes avec un sourire candide. Et qui a conclu : « Ce qui ne va pas chez les campesinos, c'est qu'ils font tout le temps des fêtes. Il faudrait leur interdire ça. Ils ont bien assez à manger, mais ils vendent tout ce qu'ils peuvent pour acheter de la chicha. » « Et vous, ajoutez-il en se tournant vers Michel Peyrat, le spécialiste en coopération, vous leur prêtez de l'argent sans savoir à qui et pourquoi, et quand ils vous disent que c'est pour se dégager d'un emprunt, eh bien, moi, je vous dis que c'est pour aller voter ! »

Non. C'est pour sortir de ses griffes, les diables et celles de ses parents. Une caisse agraire financée par la Coopération suisse et par l'Association rachète les dettes des campesinos à la cadence de 1 million de sucres par an, qu'ils rembourseront en trois ans. Cette caisse leur consent aussi des prêts pour les achats de matériel, d'engrais, de semences. Une coopérative créée avec l'appui de la FELOPAM (Fédération nationale des coopératives) achète les grains à des prix honnêtes, sur des balances justes.

« Il faut, dit Michel, que les vingt villages du secteur aient rapidement leur coopérative. » Fils de paysans de la Corribe, il a appris dans son enfance que c'est que la condition d'un cultivateur sur une terre plus belle que généreuse. Il n'y a pas si longtemps, il aurait marché dans les chemins creux avec des sabots de bois pointus, le blouson bleu et le feutre noir à fond plat. Aujourd'hui, il bat la campagne andine avec des campesinos évolués, pour convaincre des hommes accablés par la toute-puissance de l'argent qu'ils ont enfin les moyens de s'en sortir.

Le gouvernement équatorien considère le programme de Frères des hommes, lancé avec son appui à Mariano Acosta, comme un modèle. Il vient d'en approuver un autre, qui, avec le soutien de la coopération suisse, va aider un premier groupe de paysans sans terre à mettre en valeur un lot de terres vierges dans l'Oriente, dans cette zone amazonienne où doit être construit l'avenir de la paysannerie andine. Cette opération pourrait être pilote et en inspirer d'autres.

On sait que M. Boerma, directeur général de la F.A.O., a donné en exemple ces « choses très simples, très concrètes, que nous essaierons à notre tour d'appliquer ». Si la graine semée dans les villages de l'Inde, de la Haute-Volta, des Andes pousse dans les bureaux des Nations unies, quelque espoir est-il permis ?

FIN

* Pour s'informer ou aider Frères des hommes :

FRÈRES DES HOMMES
9, rue de Savoie
75008-Paris
Téléphone : 03-05-71
C.O.F. Paris 625

Au Pérou, dans la communauté de Chipana

Dans la plaine de Chipana, qui s'étend sur 10 000 hectares entre le lac Titicaca et le río Ilave, le régime défunt avait entrepris de reconstruire les *ayllus* et d'instaurer une agriculture moderne. Le tout par voie d'autorité bureaucratique. Ce fut un échec complet. Il n'en est resté que de beaux bâtiments et une grande méfiance chez les campesinos.

Puis, en 1969, la junte prit le pouvoir. Elle fit la réforme agraire. Elle révolutionna l'éducation (qui, là comme ailleurs dans le tiers-monde, ne fabriquait que des exploités ou des chômeurs) en inspirant, semble-t-il, d'Ivan Illich et de Mao (2). Elle créa le Sistema de Apoyo a la Movilización Social (SINAMOS), qui veut être « le véhicule par lequel le pouvoir sera transféré aux organisations populaires de base ». A Chipana, cinq cents paysans demandèrent la réouverture du centre. En 1972, Frères des hommes passa un accord avec SINAMOS, et deux animateurs se mirent au travail : Jean-François Antonietti et Rodolfo Camandani. C'est Jean-François qui a été mon guide. Né en Bourgogne

d'immigrants italiens, il était, à vingt-quatre ans, conducteur de travaux dans le bâtiment et désigné syndical lorsque... En bien, il regret l'illumination, comme les autres. Envoyé en Inde, il a puisamment aidé les Intouchables de Calcutta, à croire qu'il n'était pas des perles irremédiables. Au terme de son engagement de deux ans, il a rempli, et il l'a vu avec les campesinos de Chipana.

Celui-ci avaient demandé la réouverture du centre, oui, mais il fallait gagner leur confiance — la leur et celle de vingt communautés satellites du centre. Elle ne se gagne que par une action de tous les jours, au ras de leurs problèmes. Quels sont ces problèmes ?

Nous sommes à près de 4 000 mètres d'altitude. Les conditions climatiques sont à l'opposé de celles de la Haute-Volta, mais elles ne sont pas moins difficiles. L'eau se trouve en abondance dans le sous-sol, le soleil n'est pas à redouter, mais le vent et les gelées. Pas un arbre à l'horizon : tout a été déboisé. Et la nuit, de février à septembre, le thermomètre peut descendre à 15 degrés au-dessous de zéro.

Les animateurs de Frères des hommes ont persuadé les paysans de planter des milliers d'arbres, qui modifieront le climat, apporteront de l'engrais organique, fourniront du bois de travail et de chauffage (ils n'utilisent que du kérosène, dont les prix viennent de monter en flèche). Les plants d'eucalyptus constituent un revenu pour les campesinos qui créent des pépinières. Il faut adopter des cultures à cycle court, résistant au froid : il y a autour du centre des cultures-pilotes présentant aux campesinos de nouvelles variétés d'orge, d'avoine, de pommes de terre, de quinoa (petit mil).

tant ; chaque dimanche, son marché rassemble vingt mille personnes.

Naturellement, il y a toute une détermination à faire. Elle se fait dans la pratique. Roger Crispin, agriculteur de la Sarthe, a rallié les Andes après deux années de brousse en Haute-Volta. Il examine avec chaque campesino son problème, et l'action suit aussitôt. Vous voulez de l'engrais ? Voyons celui qui conviendra.

Combien ? Quand ? Quelle durée de crédit ? Voilà. Savez-vous ce que c'est qu'une barne à soc de fer ? Dans ce pays d'élevage, la traction bovine ne pose d'autre problème que la manière de s'en servir. On a filmé ceux qui avaient appris. Toutes les communautés ont demandé à voir le film. Un soir, il faisait nuit et un froid glacial, dans une cour de ferme de Cachipocara, tout le village était assis par terre, hommes, femmes et enfants, pleins nos comme d'habitude, et après la projection il y a eu une discussion très animée. Les commandes de charrues ont afflué.

L'élevage, ici, pourrait être une richesse. Les roseaux du lac, la totora, fournissent un abondant complément en fourrage. Mais les bêtes sont de mauvaise qualité. Les animateurs de Frères des hommes ont entrepris d'améliorer la race, de sélectionner les bêtes. Encore faut-il que les campesinos

À face à une sélection sévère, assurez vos chances au concours

PCEM

Recrutement méth. polyval. chimie des bacheliers A et B. Mise en compétition des C et D et redoublants — 9 septembre — 4 octobre

Engagement annuel payable à la Fac. — groupe de 15 — par CHU

Groupement libre de professeurs

CEPES

27, rue CHATELAIN
92-MEUDRY
722-44-44

EN PLEINE NATURE
REUSSIR VOS ETUDES

À 1 500 mètres dans la station d'altitude Sten (Valais - Suisse). Année scolaire du 1^{er} septembre à juin.

En internat mixte limité à 20 élèves.

De la 6^{ème} aux baccalauréats.

Classe jusqu'à 5 élèves

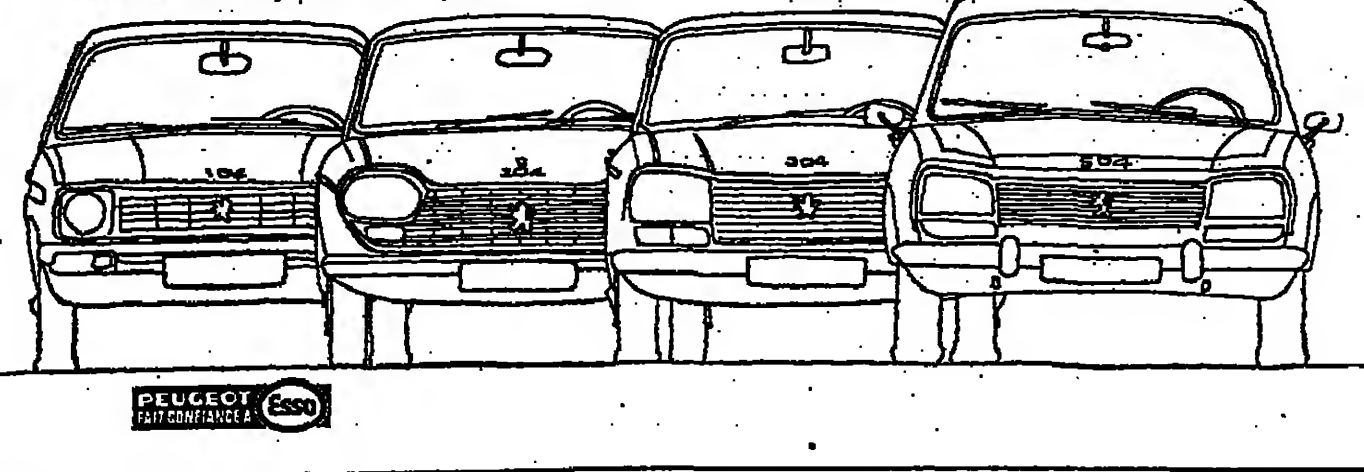
COLLEGE INTERNATIONAL WILDHORN

Directeurs :
M. et Mme B. Fumero
Tél. 021/9 28 83

A Paris du 1^{er} au 7 septembre
Tél. 876-27-27

Chez Peugeot, les modèles 1975 sont arrivés!

Votre concessionnaire Peugeot dispose dès à présent de tous les modèles 1975 : venez les essayer, sans engagement de votre part.



- (1) 0,2 % des propriétaires détenteurs de 80 % des terres cultivables. 80 % des propriétaires s'en partagent 3,2 %. Le revenu moyen annuel d'un campesino était de 5 000 soles, alors que le minimum vital pour une famille type de six personnes est de 35 000 soles. Il faut environ 8 soles pour faire 1 %.
- (2) Voir l'article de Charles Vanhecke.
- (3) D'autres écoles pour la terre-monde, dans le monde du 31 juillet 1972.
- (4) Sur 13,5 millions de Péruviens, 3,5 millions vivent à Lima, dont 2 millions dans les barriadas.
- (5) 1 F = 5 sucres.
- UN BUDGET RECORD POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT a été proposé, le lundi 2 septembre, par l'Organisation suédoise pour le développement international (SIDA). De 3 milliards de couronnes (3,3 milliards de francs), il dépasse, pour la première fois, le 1 % du P.N.B. suédois, objectif que le gouvernement n'avait pu atteindre en 1974. Il représente un doublement par rapport au budget de 1972. — (Reuters.)

CET APPAREIL ANTI-MOUSTIQUES

"MOSQUITO SKEETER-SKAT"

C'est son nom, est le résultat de recherches effectuées sur l'influence des ondes sonores sur les insectes.

Cet appareil électronique, miniaturisé, à usage individuel, fonctionne sur pile. C'est le premier des appareils répulsifs à moustiques de ce type, mis à votre service. Son efficacité a été reconnue par des techniciens dont les avis font autorité. D'un fonctionnement très facile, il se met en marche et s'arrête à volonté en poussant un seul bouton. Il est aussi simple que pratique. On peut le porter à la ceinture le poser près de soi sur une table ou par terre. Il peut être utilisé à l'intérieur comme à l'extérieur : camping, plein air, pêche, chasse.

Plus petit qu'un paquet de cigarettes "MOSQUITO SKEETER-SKAT" apporte à tous un plus grand confort sans odeur toxique ou désagréable.

MÉFIEZ-VOUS DES CONTRETIPIQUES, ne pouvant faire état des mêmes références.

EXIGEZ LE VÉRITABLE "SKEETER-SKAT"

En France vente en pharmacie, Garden-Center, Ets THIEBAUT, 30, place de la Madeleine, Paris 8^e - Tél. : 073-29-03 et dans toutes les bonnes maisons 140 F TTC.

Allemagne : Wehrh. H. Meier 6 Köln 50 Postfach 350232 (RFA).

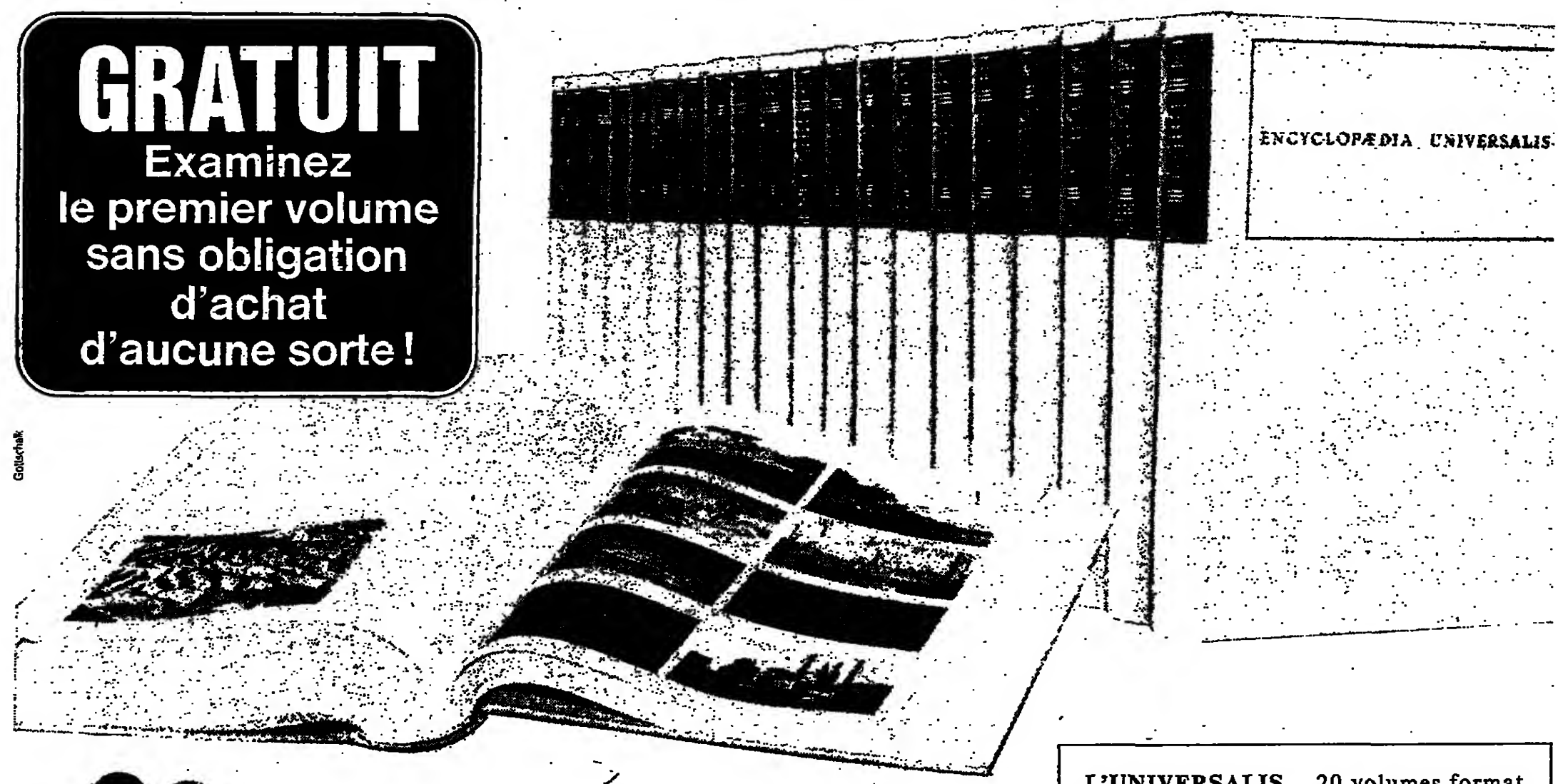
Recherches distributeurs autres pays

صلى الله عليه وسلم

3000 des plus éminents spécialistes du monde ont consacré 7 années de travail à l'élaboration de L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

GRATUIT

Examinez
le premier volume
sans obligation
d'achat
d'aucune sorte !



Faites connaissance
avec l'Encyclopaedia Universalis,
le plus grand événement de
l'édition française depuis 200 ans,
en compulsant le tome I, chez vous,
sans aucun engagement.

L'UNIVERSALIS... 20 volumes format 21 x 30 cm, 25 000 pages, 60 kg, 8 000 articles principaux et 30 000 articles de complément rédigés par 3 000 des plus grands spécialistes de France et du monde entier, 15 000 dessins, cartes, tableaux, schémas et photographies en noir et en couleurs. 30 000 000 de mots.

L'UNIVERSALIS... Une élégante et très solide reliure ivoire gravée à l'or. Une mise en page heureuse et d'une extrême clarté. Des textes limpides et précis. Une orientation de pensée ultra-moderne.

L'Encyclopaedia Universalis est la nouvelle grande encyclopédie française. Celle que l'on attendait depuis 200 ans, depuis l'œuvre de Diderot. Celle dont vous ne pouvez en aucun cas vous passer pour comprendre votre époque. Plus de 3 000 spécialistes ont fait de leurs passions 8 000 articles-dossiers ; l'Encyclopaedia Universalis contient, en 20 volumes, la connaissance totale jointe à l'intelligence pure.

Que vous soyez lycéen ou étudiant, professeur, cadre ou technicien, vous trouverez en l'Encyclopaedia Universalis une aide inestimable, mieux, une arme qui vous permettra d'affronter avec confiance et lucidité tous les problèmes de la vie, de faire face et de vaincre.

Exhaustive et claire, vivante et largement illustrée (photos, tableaux, graphiques, éclatés, cartes...), l'Universalis ne se contente pas de définir, elle explique et commente. Instrument de formation autant que d'information, l'Encyclopaedia Universalis apprend à raisonner : ce sera pour toute la famille un profit immédiat et durable !

Toute la presse française est enthousiasmée ! Jugez-en...

"Un puits de science pour combler nos gouffres d'ignorance."
J. Brice **LE FIGARO**

"Une cathédrale... une invitation au voyage."
J. Buéges **MATCH**

"Incontestablement, l'Universalis est une des plus belles, une des plus nobles réalisations de l'édition française."
P. Kiria **COMBAT**

Consultez chez vous gratuitement le tome I de cette grande œuvre française !

Les 17 premiers volumes déjà parus ont suscité un enthousiasme unanime ! Déjà des milliers de lecteurs enthousiastes ! Bientôt vous : l'Encyclopaedia Universalis vous offre la chance exceptionnelle de pouvoir juger personnellement de sa valeur : remplissez le bon ci-contre, renvoyez-le nous, et vous pourrez consulter gratuitement le tome I de l'Encyclopaedia Universalis chez vous, en famille, pendant 10 jours, sans aucun engagement de votre part. Vous pourrez ensuite nous le renvoyer sans explications. Mais, si vous êtes conquis et si vous décidez de souscrire à la totalité des 20 volumes, vous pouvez encore bénéficier des conditions de souscription exceptionnelles réservées aux amis du Club Français du Livre. Vraiment, l'Encyclopaedia Universalis mérite la première place dans votre bibliothèque : elle sera le capital-culture inépuisable de toute votre famille.

**BON D'EXAMEN DU TOME I
de l'Encyclopaedia Universalis**

à retourner au Club Français du Livre
21, rue de l'Aqueduc, 75010 Paris

Veuillez m'envoyer, pour un examen de 10 jours, gratuitement et sans engagement de ma part, le tome I de l'Encyclopaedia Universalis. Si je n'en suis pas satisfait, je vous le retourne avant 10 jours dans son emballage d'origine et je ne vous devrai alors absolument rien. Si je désire le conserver, je bénéficierai des conditions de souscription exceptionnelles pour la totalité des 20 volumes de l'Encyclopaedia Universalis. Ces conditions me seront indiquées dans le bulletin accompagnant le tome I.

Nom

Prénom

Adresse avec code postal

.....

Date

Signature

5396

ÉDUCATION

CORRESPONDANCES

La rénovation de l'enseignement supérieur

Les réactions enregistrées après les déclarations de M. Solson sont le plus souvent critiques à l'égard des projets annoncés par le secrétaire d'État aux universités. La plupart de nos correspondants ont, en particulier, été sensibles aux conséquences qu'entraînerait, d'une part, la suppression de la licence trois ou quatre années après le baccalauréat, d'autre part, le rattachement du diplôme de premier cycle (DEUG), tout nouvellement créé. Nous publions ci-dessous les prises de position du parti socialiste et de M. Claude Champaud, premier vice-président de la conférence des présidents d'université, ainsi que les réflexions de professeurs d'enseignement supérieur.

Le parti socialiste: le but réel est de diminuer le nombre des étudiants

Le parti socialiste estime que certaines déclarations gouvernementales peuvent apparaître comme une manifestation d'incompétence. M. Dominique Tadié, ancien président de l'Université d'Amiens et secrétaire national du P.S., et M. Michel Desné, président de l'université de Reims et membre de ce parti, nous ont adressé un texte où ils écrivirent notamment :

Les premières prises de position de M. Solson sont inquiétantes pour l'avenir des universités : 1) parce que le budget 1975 est le plus cruel que les universités aient eu à subir (réduction d'un tiers en valeur absolue des crédits d'équipement, diminution sensible en pourcentage des crédits de fonctionnement et de recherche) ; 2) parce que M. Solson a prévu, dans une déclaration surprenante en pleine vacance, une réduction d'une année de la licence (qui passera de trois à deux ans, et même de quatre à deux pour les études juridiques et économiques) ; et qu'il a cru bon de postuler : « Le DEUG, cela ne vaut rien... »

Si l'on veut bien réfléchir aux raisons non affichées qui ont amené cette position du ministre, il est raisonnable d'admettre : 1) qu'il a subi des injonctions du ministre des finances ; 2) que les républicains indépendants ont depuis toujours le désir d'abolir les universités pour les remplacer par des écoles supérieures ; 3) qu'il souhaite donner au secteur privé une part grandissante de l'enseignement supérieur.

En effet, il s'agit de diminuer la formation initiale donnée dans l'enseignement public au profit de la formation dite « continue » ou des adultes, qui relève pour une large part du secteur privé. Sous le couvert d'une réforme de la culture générale et de la culture technique (d'ailleurs incomplète, car le projet ne prévoit pas de créer des seconds cycles techniques), il s'agit de professionnaliser l'enseignement supérieur au profit du patronat. M. Solson est, d'autre part, en contradiction formelle avec les principes énoncés par M. Baymin, ministre de l'éducation, en juin dernier à Bruxelles, où il s'agissait d'améliorer le système d'équivalences et de périodes d'équivalence avec les pays du Marché commun, la licence se fait en trois, sinon en quatre ans.

Le but réel est donc de diminuer le nombre des étudiants, rejetant ainsi deux impératifs que les socialistes placent en tête de leurs préoccupations éducatives : faciliter la démocratisation, en répondant à la demande sociale qui pousse à l'éducation supérieure ; contribuer par là même au développement économique du pays. Car, si M. Solson était bien informé, il aurait appris que l'enseignement supérieur et la recherche ont été, dans les années soixante, le meilleur investissement national. On rappellera, à cet égard, que la France est la dernière des grandes nations industrielles pour la part réservée à l'enseignement supérieur dans le produit national (1).

En bref, le projet Solson, s'il réussissait, aboutirait à une dévaluation de l'enseignement universitaire : cet ancien élève de l'ENA réserverait plus que jamais aux grandes écoles la formation des cadres dirigeants, mais transformerait les universités en écoles moyennes, destinées à la « masse », dont on ferait des cadres subalternes. Bien sûr, cette masse serait elle-même diminuée. Alors qu'il y a 43 % de la jeunesse, entre dix-neuf et vingt-cinq ans, dans les universités aujourd'hui, 35 % en Union soviétique, M. Solson ramènerait le taux français, actuellement de 20 %, à 13 %. Renoncant à toute réforme d'enseignement supérieur (car la licence en deux ans ne le permettrait pas), il renverrait sans diplôme valable deux cent cinquante mille jeunes de plus sur le marché du travail. Après, bien le moment ?

Si la réforme du DEUG a du mal à réussir, c'est essentiellement faute de moyens financiers, car cette pénurie enlève aux universités la possibilité de modifier une instabilité chronique, tant que des réformes sérieuses n'auront pas été menées à bien dans les premiers ordres d'enseignement.

(1) 0,6 % du produit national brut en France, 1,2 % en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, 1,3 % au Japon, 1,5 % au Canada, 2,3 % aux États-Unis, d'après l'ouvrage de Mme Zurek, *Éducation in nine countries*, New-York, 1970.

Le DEUG : «une dure mais implacable nécessité»

M. Claude Champaud, président de l'université de Rennes (Bretagne-1) et premier vice-président de la Conférence des présidents d'université, prend la défense du DEUG.

« En premier lieu, nous écrit M. Champaud, s'il n'est pas exact que le DEUG ne vaille rien, il est vrai que la valeur de son appellation est discutable, que celle-ci est discutable et insignifiante. Je ne connais guère de personnes prêtes à se battre pour elle, et de ce point de vue, dans l'intérêt même de la formation qu'elle recouvre, il importe de lui donner un nom plus euphonique, plus simple et plus évocateur. L'inconvénient est que les termes traditionnels de licence et de maîtrise évoquent des réalités différentes, gâchées par la tradition et l'acceptation commune, qui doivent inciter à la prudence dans leur transposition. »

« En second lieu, il n'a jamais été prétendu par personne que l'insubordination du DEUG était un remède miracle aux défauts complexes de notre enseignement supérieur actuel. Le DEUG n'est jamais apparu comme une fin mais comme un moyen, non pas parfait mais praticable, pour atténuer les maux de l'adaptation des bacs et remédier à l'insuffisance des motivations et de l'orientation des seconds cycles de l'enseignement secondaire, qui entrent en faculté comme autruche les vierges sans espoir entrant en religion. Aussi longtemps qu'une réforme efficace du second degré n'aura pas porté ses fruits à cet égard, le DEUG, ou une formation de même nature, sera une dure mais implacable nécessité. »

« En troisième lieu, j'ai toujours entendu les adversaires comme les partisans du DEUG affirmer, à juste titre, que cette formation n'est ni un remède miracle, ni une fin. Pour les étudiants diplômés, elle doit déboucher sur des formations ultérieures et diverses pour les carrières multiples et diverses qu'ils seront appelés à remplir. »

« C'est dans l'aptitude de notre système éducatif à résoudre ce problème de l'enseignement supérieur que réside la difficulté, mais qui n'est pas insurmontable. »

M. Norbert Grélot, enseignant au laboratoire de biochimie microbienne d'Orléans, juge « aberrantes » les déclarations du secrétaire d'État car, nous écrit-il, « ce dont elles parlent n'a rien de commun avec ce que vit le professeur de l'enseignement supérieur, en sciences en tout cas. »

« S'agissant de tout bout de champ à l'organisation des études supérieures, c'est-à-dire au « contenu », c'est rendre pratiquement impossible l'effort patient, difficile, de modification du « contenu » : programmes et

pourrait dire en ce moment que le DEUG a échoué de ce point de vue ? Enfin aussi important me paraît être le sort des étudiants qui n'auront pas eu le DEUG. Pour eux aussi, les universités, en collaboration avec les organismes professionnels, des organismes spécialisés tels que l'Association pour la formation professionnelle des adultes ou l'Agence pour le développement de l'éducation permanente, doivent susciter la mise en place de préparations à la vie active afin qu'ils n'y arrivent pas avec le handicap que donne le sentiment d'un échec et la rancœur que procure la nostalgie du paradis perdu. Sur ce point, M. Jean-Pierre Solson, conseiller académique, doit travailler à l'amélioration des contenus des différentes filières débouchant à Bac + 2.

« En quatrième lieu, il est vrai que la réforme du premier cycle a été appliquée effectivement dans des esprits très différents selon les universités et les disciplines. La faute en est partagée et je ne veux faire ici le procès de personne : précipitation, consultations, consultations, consultations, manque d'imagination, insuffisance de moyens, etc. se sont comme toujours donnés la main. Néanmoins, il serait injuste de ne pas constater que, malgré tout, dans les mauvais cas, un changement s'est quand même produit et que, s'ils ne sont pas décisifs, des progrès ont été réalisés au regard des maux auxquels le DEUG s'est attaqué. Ce serait bien mal nous connaître, bien mal connaître les Français, les professeurs, les étudiants, que de penser qu'il suffirait d'un texte pour changer les mentalités qui sont à l'origine des problèmes posés par le premier cycle des études supérieures. »

« Il faut en effet, et le plus vite possible, compléter cette réforme par une réorganisation de l'ensemble des études supérieures des sciences, du second cycle sans omettre d'y insérer les formations dispensées par les I.U.T. À défaut, le DEUG ne valait rien, strictement rien. Il vaut mieux en prendre conscience plus tôt que trop tard. »

Le contenu et non le contenant

M. Solson est bien innocent de s'attacher les universités n'ayant pas joué le jeu de la réforme du DEUG. Il faut des années, des essais pédagogiques. Un projet de modification des structures formelles est certes un excellent « abécédaire » : conseils, commissions, groupes d'études, assemblées générales, motions, manifestations... Au bout du compte, en admettant qu'il en sorte quelque chose, il faudra bien couler dans ce moule le matériel dont on dispose.

M. Solson est bien innocent de s'attacher les universités n'ayant pas joué le jeu de la réforme du DEUG. Il faut des années, des essais

et des erreurs, une nouvelle distribution des enseignants, et souvent des « moyens » pour arriver à une nouvelle organisation des enseignements, à un nouvel équilibre des disciplines, à une nouvelle formation susceptible de déboucher sur une activité professionnelle.

Devant un bouleversement purement formel, il est normal que chaque enseignant se demande s'il aura à quel niveau et devant quel auditoire il donnera ce cours. Il fera faire ces travaux pratiques qu'il demandait parfois des années de mise au point, et qui s'appuient souvent sur un matériel polycopié, d'une part, sur les appareils des laboratoires de T.P., d'autre part. Le fascisme du nom du diplôme était en déclin : on commençait à parler de façon opérationnelle : « Bac + 2, etc. Et voilà que l'on revient au culte de la licence ! La médecine a popularisé les sigles P.C.E.M., D.C.E.M. (premier cycle et deuxième cycle d'études médicales) qui ne demandent qu'à être généralisés P.C.E.S., sciences, P.C.E.L., lettres, P.C.E.D., droit, si l'on veut. Tout le monde paraît consentir à un premier cycle en deux ans, tel que l'a introduit la réforme Fouchet en 1966-1967 et en 1967-1968. Il semblerait donc que l'on pourrait tabler sur une structure stable pendant les deux ans qui viennent, et pour le diplôme sanctionnant les deux premières années d'études supérieures, souhaitant des passerelles entre grandes écoles et universités, instituts universitaires de technologie et unités d'enseignement et de recherche.

Au-delà du premier cycle, il est de plus en plus illusoire d'écrocher à ce schéma stéréotypé des

cycles de deux ans. L'étudiant, l'étudiante (vingt ans et plus) va aussi loin que le permettent ses aptitudes, mais aussi ses finances, et les aides de sa vie personnelle (mariage, enfants). Il n'est donc pas absurde qu'un « titre » sanctionne cette première année du second cycle. C'est actuellement la licence qui se situe donc à Bac + 3.

Elle l'on suivait M. Solson, donnerait-on rétroactivement la licence à tous les étudiants qui depuis 1968 — et même avant — ont satisfait seulement aux exigences de deux années d'enseignement supérieur ?

Le CLERU : oui à la licence à bac + 2

M. Nancy, président du Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (CLERU), réformiste, exprime l'espoir que d'une manière ou d'une autre, les étudiants puissent se présenter sur le marché du travail après deux années d'études universitaires sans être, comme par le passé, assimilés à des bacheliers améliorés. « Selon lui, le DEUG ne représente pas par son titre la valeur de son contenu ». Aussi le CLERU se déclare-t-il favorable à l'appellation « licence » pour le diplôme sanctionnant les deux premières années d'études supérieures, souhaitant des passerelles entre grandes écoles et universités, instituts universitaires de technologie et unités d'enseignement et de recherche.

Trois conditions

M. Marc Won, professeur d'anglais à l'Institut universitaire de technologie d'Angers, estime que « tout projet serait difficilement viable qui ne s'accompagnerait pas, à plus ou moins brève échéance, des trois mesures suivantes » :

« L'allongement de l'année universitaire et une meilleure répartition de ses activités. — L'année universitaire est actuellement de vingt-cinq semaines effectives, c'est-à-dire moins de six mois. Sur l'espace de complétude, objective enseignants - État - étudiants, tant, à ce stade de la réforme, à tous les régimes, il y aurait beaucoup à dire, mais là n'est pas notre propos. Pour qu'un projet de licence en deux ans ait quelque crédibilité, en tout cas, il faut naturellement faire passer l'année à trente, voire trente-deux semaines (comme dans les I.U.T.), assorties éventuellement de quelques semaines de stage. Cela permettrait d'une part, d'utiliser plus abondamment les locaux et le matériel, mais aussi, peut-être, de les utiliser à meilleur ascient.

« L'octroi d'un préstage aux étudiants. — Cette condition est intimement liée à la précédente. Un étudiant qui veut suivre avec profit un cycle de deux ans doit pouvoir assister à tous les cours et pour ce faire, ne peut se permettre de se disperser dans des besoins alimentaires. Le système d'attribution des bourses, en dépit des bonnes intentions de ses auteurs, est totalement injuste. Si les jeunes gens issus des catégories sociales défavorisées dissimulent leurs revenus, les autres, les enfants de parents à moyens salaires, sont très mal traités. Le système d'attribution uniforme, accordée à tout le monde pour deux ans et supprimée en cas d'échec en fin de première année, est le seul vraiment équitable.

« La création d'un corps d'enseignants du supérieur non soumis à l'ancienneté. — Cette condition est intimement liée à la précédente. Un enseignant qui veut suivre avec profit un cycle de deux ans doit pouvoir assister à tous les cours et pour ce faire, ne peut se permettre de se disperser dans des besoins alimentaires. Le système d'attribution des bourses, en dépit des bonnes intentions de ses auteurs, est totalement injuste. Si les jeunes gens issus des catégories sociales défavorisées dissimulent leurs revenus, les autres, les enfants de parents à moyens salaires, sont très mal traités. Le système d'attribution uniforme, accordée à tout le monde pour deux ans et supprimée en cas d'échec en fin de première année, est le seul vraiment équitable.

la recherche, du moins au sens traditionnel du terme. — Que ces enseignants appellent assistants, maîtres-assistants ou simplement professeurs, n'a aucune importance. Ce qui est essentiel, c'est que les étudiants de ce pays obtiennent ce à quoi ils ont droit, à savoir des enseignants à plein temps, à leur disposition la majeure partie de la semaine. À l'époque actuelle, où les jeunes sont avides de dialogue, le seul enseignement valable est l'enseignement par petits groupes, qui suppose une grosse présence du professeur. L'expérience des I.U.T. le prouve. Il y a, parmi les jeunes enseignants de ce pays, une majorité de gauche, du centre et de droite) qui préférerait passer avec les étudiants le temps perdu à préparer une hypothétique thèse dont, neuf fois sur dix, la soutenance n'apporterait rien à la science, mais dont l'obtention conditionne la titularisation de l'auteur, comme enseignant. Il est temps d'en finir avec cette parodie de science.

« Le collège international de Cannes, qui ne fonctionnait plus, est présent comme sous l'étiquette « étudiants étrangers », ouvre, à partir du 4 novembre 1974, ses cours permanents et stages d'initiation et de perfectionnement linguistiques. Pour renseignements et inscriptions, s'adresser au secrétariat général du collège international, 25, rue Auguste-Pardon.

« La session 1974 de l'Université de Caen d'été s'est ouverte lundi 2 septembre au lycée Maurice-Ravel de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), en présence de la présidence de l'Université de Caen, des étudiants basques, français et étrangers. Organisée par l'association Iklas pour l'extension de la langue basque dans l'enseignement, elle aura lieu jusqu'au 11 septembre et s'efforcera de faire le point sur l'implémentation du basque littéraire.

LES ROUTES DE L'AMÉRIQUE LATINE

(Suite de la première page.)

Elle est peu attrayante et dévalorise un diplôme sérieux : contrairement à une opinion assez générale, les DEUG sont relativement bien conçus, encore que cela dépende des universités, qui disposent d'une assez large autonomie dans ce domaine.

M. Solson propose aussi d'admettre qu'on puisse présenter les concours, administratifs et autres, dès la fin du premier cycle, sans attendre la ou les années complémentaires qui conduisent à la licence actuelle. Cela dépasse de beaucoup un simple changement de dénomination et peut d'ailleurs se faire sans lui. Mais il s'agit d'une excellente réforme. Là où le DEUG est bien adapté, il donne une bonne formation de base, suffisante pour permettre ensuite une spécialisation professionnelle dans un ou plusieurs secteurs. Pourquoi des sujets brillants seraient-ils obligés de péter un ou deux ans de plus avant d'avoir le droit d'affronter un concours qui dépassera tout le monde suivant les capacités de chacun, quels que soient les parchemins déjà possédés ? Le même raisonnement vaut pour les examens d'aptitude à certaines professions ; puisqu'on juge d'après des épreuves, pourquoi en retarder l'accès ?

Sans doute, pour le plus grand nombre de candidats, une année complémentaire de formation universitaire sera nécessaire pour avoir des chances sérieuses de réussir à ces concours ou examens d'aptitude. De même, dans les professions à hauts salaires, sans examens ni concours — on réclamera souvent des titres plus élevés que le DEUG, même s'il est désigné par le mot « licence ». On touche là au monde de toute référence des études supérieures. Il est séduisant pour l'esprit de les diviser en trois tranches de deux ans, chacune formant un ensemble homogène sanctionné par un diplôme, comme le suggère le secrétaire d'État : licence à bac + 2, maîtrise à bac + 4, doctorat de troisième cycle à bac + 6.

Mais cela néglige le fait que le niveau intermédiaire (second cycle) accueille deux catégories d'étudiants. Les uns sont de futurs enseignants ou chercheurs qui continueront jusqu'au bout des trois cycles, voire même les dépasseront par le doctorat d'État ou les agrégations ouvrant des maîtrises de conférences (droit, sciences économiques, science politique). Les autres — qui constituent la majorité — entreront dans des professions extra-universitaires. Organiser le deuxième cycle sous forme d'un bloc préparant à la recherche et ne permettant d'ob-

tenir un diplôme qu'au bout de deux ans, c'est tenir compte seulement de la première catégorie d'étudiants et négliger la seconde, beaucoup plus nombreuse. À cet égard, la division actuelle du second cycle en deux années, dont la première année conduit à la licence (bac + 3) et la seconde à la maîtrise (bac + 4) paraît bien préférable. C'est pourquoi les enseignants et étudiants de la division des sciences économiques ont, à l'occasion de la réforme, en général à ce système, en abandonnant l'actuelle licence en quatre ans. Dans ce secteur de l'enseignement supérieur, très ouvert par nature vers les professions non universitaires, on a fini par s'apercevoir que les inconvénients d'une coupure en deux moitiés des quatre années suivant le baccalauréat, l'y maintiennent, voire la généraliser, conduirait soit à spécialiser exagérément les deux premières années (aggravant une tendance à laquelle trop d'universités ont partiellement succombé), soit à obliger pratiquement tout le monde à pousser jusqu'en fin de maîtrise.

Si la réforme du second cycle reste en panne depuis plusieurs années, est-ce que ce dernier ne correspond pas à un ensemble homogène. Il regroupe assez artificiellement une année complémentaire du premier cycle et une année préparatoire au troisième. La véritable division de l'enseignement supérieur n'est pas en trois tranches de deux ans chacune, mais en deux tranches, l'une de 3 ans, l'autre de 1 an 2. Dans la première, l'essentiel est formé par le DEUG actuel, que la troisième année prolonge vers des spécialisations. Dans la seconde, l'essentiel est formé par le

troisième cycle, vers lequel conduisent les structures formelles et certes un excellent « abécédaire » : conseils, commissions, groupes d'études, assemblées générales, motions, manifestations... Au bout du compte, en admettant qu'il en sorte quelque chose, il faudra bien couler dans ce moule le matériel dont on dispose.

M. Solson est bien innocent de s'attacher les universités n'ayant pas joué le jeu de la réforme du DEUG. Il faut des années, des essais

MAURICE DUVERGER.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
FORMATION CONTINUE
STAGE DE :
ACOUSTIQUE ARCHITECTURALE
1^{re} session : 16 sept. à 3 oct. 1974.
2^e session : 12 au 30 mai 1975.
A TEMPS COMPLET
INGÉNIEURS ET TECHNICIENS
Renseignements et inscriptions :
CHAMPAGNE, 222, r. St-Martin, 75141 Paris
Tél. : 267-97-38 (poste 238).

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS
Depuis mars 1973, le Monde publie pendant l'année scolaire - dix numéros par an - des « Dossiers et Documents » qui regroupent, sur un thème donné, des articles ou extraits d'articles déjà publiés dans le Monde et le Monde diplomatique. Ils sont, en particulier, destinés aux élèves du second degré, aux étudiants et aux professeurs. Concus scolaires, ils peuvent aussi constituer la base d'une documentation personnelle.

Les « Dossiers et Documents » comportent deux séries :

Série « Vie sociale et politique » :
LA DROITURE FISCALE
DU VIETNAM
LE SYNDICALISME OUVRIER
FRANÇAIS
LA QUESTION ALLEMANDE
L'URBANISME
LE COMITÉ DU PROCHE-ORIENT
LE RÉGIME POLITIQUE
FRANÇAIS
L'ÉCOLOGIE
LA RÉGIONALISATION
LA VIE EN U.R.S.S.
L'ÉCOLE
LES PORTES ARMÉES EN FRANCE
LES GRANDS TRAVAUX
DANS LE MONDE
LE COINCHÉ

Série « Économie et société » :
L'ÉCONOMIE DES REVENUS
EN FRANCE
L'INFLATION
LA CONDITION OUVRIÈRE
LA CROISSANCE DE LA FRANCE
LES CONCENTRATIONS
D'ENTREPRISES
L'ANCIEN JAPON, NOUVEAU JAPON
LES FRANCHES MULTINATIONALES
LA CRISE DE L'ÉNERGIE
LA CRISE ÉCONOMIQUE
EN GRANDE-BRETAGNE
LES FRANÇAIS ET LA FISCALITÉ
L'ALGERIE
DEPUIS L'INDEPENDANCE
L'EUROPE VERTE

Prix de vente : le numéro (comportant un exemplaire de chaque série) 2 F.
Conditions d'abonnement : les deux séries, 1 au (20 dossiers) : 38 F.
Des tarifs dégressifs sont appliqués pour les abonnements groupés expédiés à une même adresse.

Renseignements et abonnements : « Le Monde », Dossiers et Documents,
5, rue des Italiens - 75221 PARIS - CROIX 00 - Téléphone : 770-81-33

DES HOTELS DE CHARMES EN PLEIN PARIS ?
Les maîtres les connaissent bien. Châteaux, villas, hôtels de charme, charmants, confortables, raffinés. Guide de l'habitant, un bon nombre dans tous les quartiers. Vous les trouverez dans le N° de l'assemblée du Nouveau Guide Gaull-Millau, magazine mensuel à 5 F. chez tous les marchands de journaux.

مكتبة الامم المتحدة

La vie de la région parisienne

La démocratie dans la ville

LE 11^e SANS LA PETITE-ROQUETTE

Les suffrages vont aux espaces verts

Les associations seront représentées dans les commissions départementales des sites, a annoncé M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie (« Le Monde » du 30 août). Une réforme de la gestion des grands ensembles immobiliers est en cours d'étude au ministère de la justice, afin d'assurer une meilleure participation des habitants. Mais il reste encore beaucoup à faire pour que la démocratie s'installe dans la ville. Les opérations d'urbanisme, comme à l'emplacement de l'ancienne prison de la Petite-Roquette, se déroulent sans véritable consultation des intéressés. Paris est soumis à une tutelle pesante que le président de la République n'a pas contribué à alléger en mettant les élus devant le fait accompli dans l'affaire des Halles. Les projets de réforme du statut de la capitale, comprenant l'élection d'un maire responsable, sont toujours dans les cartons. Le conseil d'administration du District, composé pour moitié d'élus désignés par le gouvernement, ne reflète guère la réalité politique régionale. Des promesses avaient été faites dans ces domaines par M. Giscard d'Estaing au cours de la campagne électorale. Quand seront-elles honorées ?

La démolition de la prison de la Petite-Roquette, à Paris (11^e), exactement commencée au mois de mars, est maintenant terminée. Seuls les murs noirs de l'enceinte restent debout, entourant le terrain qui couvre une surface de 2 hectares et demi. Un concours d'idées a été lancé par le Conseil de Paris, au mois d'avril, mais les grandes lignes du projet sont déjà arrêtées (le Monde du 19 mars 1974). Le programme est vaste, puisqu'il prévoit trois types de logements, dont la moitié de logements sociaux, une crèche, une école maternelle, un dispensaire et un foyer pour personnes âgées. Il est aussi question d'équipements sportifs, d'un parc de stationnement souterrain et de l'aménagement d'un hectare d'espaces verts. Architectes et urbanistes doivent remettre leurs projets le 15 septembre. Est-il encore temps de donner la parole aux habitants du quartier ?

Le chantier est interdit au public, mais le portail est grand ouvert. Deux hommes sont entrés et regardent. Quelques blocs de pierre sont encore entassés. On n'a pas abattu le marronnier, tout gris de poussière dans son coin. Des traces de pneus incrustés dans le sol témoignent des allées et venues des camions qui ont évacué les débris. Ils regardent et discutent. « On va certainement faire une baraque », dit avec mépris un Italien, ferrailleur de son métier. La baraque, les H.L.M. qu'il redoute, paraissent déjà gigantesques tant il roule les « r ».

« En tout cas, on ne fera sûrement pas un asile de nuit », répond l'autre, qui doit avoir une dent contre les promoteurs.

Deux squares, deux rubans de terrains, ont été aménagés entre le trottoir et le mur de l'ancienne prison. Trois vieilles dames bavardent sur un banc. Des fidèles du quartier : l'une habite le « onzième » depuis 1935. Elle a connu la prison entourée de terrains vagues. Rue Durant, le mur de l'enceinte était plus bas. On grimpait et on pouvait apercevoir les fenêtres des cellules. C'était une prison calme, à peine troublée par les religieuses qui entraient et sortaient, et par les arrivées des fourgons.

Où, les dames ont entendu parler de projet d'aménagement. Mais elles n'ont pas pu plus. « La mairie m'a envoyé une feuille, dit l'une, qui demandait ce qu'on voulait. J'ai répondu : un beau jardin. Pensez donc, pour tout l'arrondissement il n'y a que ce bout de verdure et que le square Maurice-Gardette, une fourmilière. »

Trois « jeunesses » font face au trio : Christiane, Chantal et Françoise. Moyenne d'âge : dix-sept ans. Regrettent-elles la Roquette ? Elles ne savent pas trop qu'il y a eu là une prison. « Elle était vieille. Mais on venait souvent la photographier. Gabin et Delon sont même venus y tourner un film. » Qu'aimeraient-elles voir demain à la place ? « Un square et des manèges pour les gamins et les gamines. »

L'ancien et le moderne

Tout autour de la prison, le quartier se transforme. Rue Servan, un immeuble neuf a poussé. Plus loin, un terrain vague, fermé par une palissade, annonce une construction prochaine. La rue Merfin est une de ces rues industrielles où les fabriques de joints, de tuyaux, d'appareils sanitaires voisinent avec un atelier de carrosserie. Toutes ces entreprises sont appelées à disparaître car ce secteur fait partie d'une zone d'aménagement d'intérêt (ZAD). Déjà, les murs d'un ensemble immobilier commencent à monter. Il porte un nom prometteur : « Résidence des Fées ». Juste derrière, toujours dans la ZAD, dans la rue de la Folie-Regnault, l'ancien obéit encore le moderne : bâtiments d'usine condamnés, immeubles neufs solennels. Les balcons en acier brillent

au soleil. Au dernier étage, les terrasses ont été aménagées en jardins. Une femme qui promène son chien réclame une piscine pour son fils de quatorze ans. A la paroi de Notre-Dame-du-Parfait-Secours, le vicar déclare que tout le monde était d'accord pour la démolition. Maintenant, pour l'aménagement, on ne sait plus. Les espaces verts devraient venir en priorité. Mais l'arrondissement a besoin d'une crèche, d'un foyer pour les personnes âgées et, si l'on veut voir plus grand, d'un lycée et d'un hôpital. « Une chose est certaine, le quartier est populaire, et les loyers doivent être à la portée des gens. » Boulevard de Ménilmontant, sur le seul stade du « onzième », l'Amicale des boulistes du Père-Lachaise termine sa partie, la dernière de la

journée. Que veulent les boulistes ? Un terrain de sport, bien sûr. Dans sa boutique décorée de guirlandes de fleurs, où l'on vendait, au début du siècle, du « pain chaud pour dîner », les panneaux de verre peints l'indiquent, la boulangère prend la défense des jeunes mères. « Je les vois arriver tous les matins en poussant leurs grosses. Il faut qu'elles descendent jusqu'à la crèche du boulevard Parmentier ; celle d'à-côté n'accepte plus personne. Du tout-petit au grand, qui reste vué toute la journée sur un banc, il faut faire quelque chose pour la jeunesse. »

Partout ailleurs, le cri du cœur est unanime, même s'il s'exprime différemment : « un petit peu de verdure », « un beau jardin », « un parc ». Au coin de la rue Servan, le café aux stores vertes, qui s'appelle « les Platanes », est peut-être un heureux présage.

FLORENCE BRETON.

Le grand ensemble du Point du Jour et ses 6 000 habitants

« NOUS SOMMES TOUS DES PROPRIÉTAIRES »

EN avril dernier, les mille huit cent quatre-vingt-sept copropriétaires du grand ensemble dénommé le Point du Jour, à Boulogne (Hauts-de-Seine) ont délégué à leur conseil syndical pour une durée de trois ans « tous pouvoirs de décision en matière d'administration et de gestion courantes, d'entretien et de conservation des parties communes générales ». A vrai dire, et selon même les administrateurs du grand ensemble, cette décision frise l'illégalité. En effet, la loi de 1965 qui régit le fonctionnement de la copropriété n'a pas prévu une telle délégation : le conseil syndical qui est formé de copropriétaires élus par l'assemblée générale ou, en principe, seulement pour fonction de surveiller le syndic, gérant de l'immeuble.

Cependant les administrateurs du grand ensemble déclarent qu'il leur était impossible de gérer ces centaines de logements qui rassemblent au total plus de six mille habitants :

« Convoquer, disent-ils, une assemblée générale de deux mille personnes et l'animer est une tâche lourde. Le règlement de copropriété nous oblige à la réunir pour toute dépense supérieure à 2 500 francs. En attendant une loi sur la gestion des grands ensembles et simplement pour permettre ou notre de fonctionner, l'assemblée générale a délégué ses pouvoirs à des représentants qui sont chargés d'aider le syndic. »

A ceux qui les accusent de freiner la démocratie et la participation à la gestion, les administrateurs répondent : « Lorsqu'un syndic a en face de lui une assemblée de deux mille copropriétaires, il ne peut savoir ce que ceux-ci désirent. Le

conseil syndical joue donc chez nous un rôle d'information dans les deux sens : « l'écu » de chaque bâtiment soit exactement ce que désirent ses électeurs, d'autre part, nous donnons par son intermédiaire, toutes informations aux copropriétaires des immeubles. Si le représentant ne fait pas son travail, il n'est pas réélu. Il n'y a rien là de « antidémocratique ». Alors que dans d'autres ensembles immobiliers il est difficile de réunir un nombre suffisant de copropriétaires pour discuter d'un revêtement, au Point du Jour, soulevons les responsables, il est possible de rassembler 80 % des habitants pour voter des travaux... d'embellissement. »

Comme à l'usine

Démocratie directe ou démocratie représentative ? C'est ce débat que doivent trancher les spécialistes réunis actuellement en commission pour adapter la loi de 1965 sur la copropriété. Cette loi ne convient plus à la gestion de ces véritables « petites villes » que sont maintenant les grands ensembles. « Les copropriétaires doivent se sentir concernés par la gestion de leurs biens, dit-on au ministère de la justice. Veut-on qu'un grand ensemble ait une structure unitaire et que tous les copropriétaires se sentent concernés par les problèmes des autres ? On doit alors édicter une loi qui favorise l'information et principalement la participation. Souhaite-t-on, au contraire, une organisation plus légère ? Il faudra alors, dans chaque bâtiment, un syndic avec une assemblée générale. De temps en temps une assemblée générale réunira tous les copropriétaires lorsqu'ils s'agira de régler le problème des parties communes. »

Mais si le conseil syndical « aide », comme au Point du Jour, le syndic dans sa gestion et qu'il donne son accord sous réserve d'une approbation en assemblée générale, que se passera-t-il le jour où les rouages, pour l'instant bien huilés, grinceront ? Lorsqu'un désaccord interviendra, par exemple, entre les copropriétaires ? Les associations de défense des copropriétaires et locataires craignent qu'une trop grande délégation de pouvoir aillent à rebours de l'évolution actuelle vers la participation. « Dans la société on veut participer, à l'usine aussi, pourquoi faudrait-il déléguer ses pouvoirs pour la gestion de sa « propriété » ?

Quel que soit le sens des décisions (gestion directe ou gestion indirecte) qui seront prochainement prises par le gouvernement, l'essentiel sera d'assurer, au Point du Jour comme ailleurs, une information permanente des habitants.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

POINT DE VUE

Nouvel urbanisme ou vieil immobilisme

Par HENRI FISZBIN (*)

A peine élu, le nouveau président de la République a pris une série d'initiatives spectaculaires concernant la capitale. Il nous indique, dans sa dernière allocution télévisée, qu'elles étaient destinées à marquer la naissance, pour les grandes villes, d'un urbanisme nouveau fondé sur les besoins de notre temps et les désirs de la population. Que les Parisiens les partis de gauche, diverses organisations et associations aient exprimé avec force leur opposition aux projets qui viennent d'être annulés est un fait incontestable. Peut-on pour autant porter une appréciation positive sur l'urbanisme giscardien — malgré les moyens autoritaires utilisés pour l'imposer — parce qu'il reflète de bonnes intentions ? C'est une autre affaire !

Car si l'on s'en tient aux faits et si l'on prend en considération l'ensemble des mesures déjà prises par le nouveau pouvoir en matière d'urbanisme, on a, me semble-t-il, beaucoup plus de raisons de crier : Alerte ! que de chanter victoire.

Tout d'abord quant aux moyens utilisés. Jamais les Parisiens n'ont été maîtres de la gestion de leur ville. Ces derniers temps, Paris avait été inclus dans le domaine réservé du président de la République. On franchit aujourd'hui une nouvelle étape. Contrairement aux promesses électorales, au lieu de libérer le statut de la ville, on glisse vers celui d'une sorte d'administration présidentielle.

Pourquoi cette gestion antidémocratique de Paris ? Pour mettre hors d'atteinte de la pression populaire les affaires de la capitale ? Paris administré par les préfets, agents du pouvoir central, et non par les élus représentant la population : tout est possible.

Lorsqu'on ne vise que le profit, on sacrifie nécessairement les réalisations sociales et les équipements ; on choisit des priorités aberrantes, on généralise les dérogations pour surdensifier les constructions de standing et les bureaux ; on ne respecte ni les espaces

verts ni l'environnement. M. Giscard d'Estaing a su habilement tirer parti de la situation en mettant l'accent sur l'annulation nécessaire de quelques opérations hautement contestées. Mais l'essentiel de sa politique parisienne est ailleurs.

D'ores et déjà on sait que les opérations de rénovation seront freinées, que le nombre de logements H.L.M. mis en chantier diminuera, que les budgets d'équipements civils seront rognés et ne bénéficieront pas des crédits prévus pour les opérations annulées, que l'école sera encore plus dépourvue de moyens. D'une manière générale, on se prépare à ralentir, voire à remettre en cause, si possible, le maximum d'opérations publiques. Les pouvoirs publics « couleront moins de béton », cependant que les opérations privées, sauvages, auront le champ plus libre que jamais. Justifier ces mesures par le souci de combattre le gigantisme et de favoriser « la dimension humaine » relève de l'humour noir !

En vérité, s'efforçant de récupérer les thèmes qui mobilisent les Parisiens, le pouvoir canotifie, derrière de nobles et respectables proclamations, ce qui n'est en fait qu'une petite et mesquine politique d'économie et d'austérité. Résolu, selon toute vraisemblance, à tourner la page d'une politique ambitieuse de grands travaux, il voudrait faire de l'immobilisme la vertu centrale de son nouvel urbanisme. Où sont les décisions positives ? Où sont les réalisations ? C'est la vague le plus grand. On est riche en idées, mais, au train où vont les choses, on peut craindre de voir le trou des Halles rester en l'état aussi longtemps que la plaine de Beaubourg est resté un terrain vague ! Le grand dessein de cet urbanisme-là, c'est de n'avoir pas de dessein.

Il n'est pas question d'ignorer ou de mésestimer l'importance des problèmes à résoudre pour un urbanisme qui rende la capitale plus humaine et reconstruise un

environnement de qualité. Concilier d'une manière harmonieuse la sauvegarde du cadre de vie et des témoignages irremplaçables du passé qui ont fait la grandeur et la beauté de la capitale avec la réponse aux besoins d'une grande ville moderne résolument tournée vers l'avenir, est un impératif inéluctable ! Mais cette question ne comporte pas de solution en elle-même, hors des problèmes politiques, économiques et sociaux.

On peut se demander pourquoi les opérations publiques à Paris jusqu'à présent ont été sources de profits fabuleux pour les grandes sociétés, on assiste aujourd'hui à un changement d'orientation. L'hypothèse la plus probable est qu'à la faveur de la relève politique réalisée lors des élections présidentielles, les redistributions et les adaptations dictées par la conjoncture économique ont conduit à cesser de considérer la capitale comme un des hauts lieux de l'intervention de la puissance publique pour rentabiliser les capitaux privés. Il est connu que le redéploiement économique sacrifie le secteur du bâtiment et des travaux publics. Il est patent que le groupe financier Paribas, prépondérant dans les opérations d'urbanisme à Paris, n'est plus le mieux en cours avec l'actuel président de la République, qui est plus proche de la Financière de Suez.

Tout ceci conduit à de nouveaux choix vers d'autres lieux.

Et comme le risque sérieux d'asphyxie qui menaçait Paris dans les années 50 a reculé du fait des travaux réalisés, on n'est plus à la merci d'une sorte de catastrophe économique. Le proche avenir est tant bien que mal assuré. Comme Louis XV, on n'en espère pas plus. Après nous... Décidément, pour les affaires de la ville comme pour celles de la nation, le véritable changement reste bien à entreprendre.

* Secrétaire de la fédération de Paris du parti communiste et député de Paris.

le premier document politique de la rentrée

Éditions Alain Moreau

سكس في الامم

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'AMÉNAGEMENT
DES ANCIENNES CARRIÈRES DE L'EURE

Des étangs après les cailloux

Il est question, depuis plus de deux ans, d'indiquer une taxe sur les exploitations de sables et de graviers afin de faciliter leur réaménagement. Cette mesure est l'une des trente décisions dont le principe a été approuvé par le gouvernement, mercredi 28 août (« Le Monde » du 30 août), sur l'initiative de M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie. Sans attendre la lente mise au point des textes et leur application — encore plus lente — certaines communes essaient d'enrayer la dévastation de leur territoire et d'aménager les anciennes exploitations. Saint-Georges-sur-Eure (Eure-et-Loire) est de celles-là.

L'Eure s'écoulait jadis entre des herbages verdoyants. Aujourd'hui, elle côtoie les gravières brisées le long de ses berges. Nombre de ces exploitations, désormais abandonnées, ont été transformées en étangs ou en débris d'ordures qui menacent de polluer la rivière et les nappes d'eau souterraines. À une dizaine de kilomètres en amont de Chartres, la commune de Saint-Georges ne s'est pas résignée à cette dégradation du paysage. Depuis longtemps, l'exploitation des gravières y est réglementée, et les espaces délaissés ont été intelligemment réaménagés. Au début du siècle, chacun y allait de son petit trou, la municipalité n'étant pas en reste, puisqu'elle exploitait plusieurs carrières qui employaient en hiver la main-d'œuvre agricole. Au

lendemain de la deuxième guerre, Saint-Georges avait peu connu les bombardements mais l'exploitation sauvage des gravières avait donné le même résultat : près de 150 hectares étaient dévastés. Un groupe de conseillers municipaux décida alors de faire remblayer quelques hectares saupoudrés pour en faire, un instant, un travail fut long, difficile, mais il aboutit.

Depuis cette initiative, les particuliers ont eu su et ont aménagé progressivement leur terrain. Des industriels rachètent des parcelles et remblaient au fur et à mesure de leur expansion. M. Raymond Bataille, socialiste, annonce fièrement que d'ici dix ans l'aménagement des quelques hectares encore à l'abandon sera achevé.

Le maïs et le goujon

D'autre part, la municipalité de Saint-Georges avait instauré sur son domaine communal (une vingtaine d'hectares) un système de concession accompagné de conditions très strictes. L'exploitant devait remettre une partie du terrain en état en fin de chantier, et réaménager deux étangs. L'entrepreneur s'engageait à creuser un vaste trou de plusieurs hectares, et non une multitude de cavités. Ce territoire est aujourd'hui le « coin » le plus agréable de Saint-Georges : dans l'un des étangs on tague le goujon, et l'autre est réservé aux sports nautiques ; le terrain n'est ni aride ni envieux.

Certains cultivateurs de Saint-Georges se sont inspirés de cette initiative : un champ de maïs d'une quinzaine d'hectares semble ainsi s'accommoder du maître de terre arable répandue sur un ancien chantier.

Si le système des conces-

sions permettait à la commune d'être exigeante, l'exploitation en pleine propriété demeurerait totalement libre. D'un côté, la commune s'efforcerait de faire remblayer les terres dévastées ; de l'autre, les sociétés privées continueraient leurs exploitations industrielles. Il a fallu attendre la loi de janvier 1970 pour voir le code minier enfin amendé dans ce domaine. L'ouverture d'une carrière est désormais subordonnée à l'autorisation du préfet, qui peut demander à l'exploitant de remettre les sols en état, de conserver les terres de découverte, de nettoyer le terrain, de rectifier les fronts de taille, etc.

Mais ces prescriptions ne sont pas toujours suivies d'effets, et les moyens de pression sur les exploitants sont insuffisants. Rien ne vaut, peut-être, les rapports étroits qui peuvent s'établir entre un maître exigeant et un exploitant de bonne volonté.

Alsace

AVANT LA VISITE DE M. CHIRAC A STRASBOURG

Les élus s'inquiètent des conséquences d'une industrialisation à tout prix

M. Jacques Chirac inaugure, le jeudi 5 septembre, la Foire européenne de Strasbourg, où il prononcera un discours. Le premier ministre participera ensuite à une réunion de travail avec les membres du conseil régional et du comité économique et social d'Alsace. Avant de se rendre à la capitale dans la soirée, il aura un entretien avec les parlementaires.

Les élus alsaciens ne manqueraient pas d'évoquer avec M. Chirac deux affaires qui les préoccupent depuis plusieurs semaines : les projets d'installation le long du Rhin, à Marckolsheim et à Ollersheim, de firmes allemandes, jugées « polluantes » par les habitants. A travers ces deux cas, c'est en fait un certain type de développement industriel qui est en cause.

Le sujet sera sans doute aussi évoqué le 18 et le 19 septembre, lorsque M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, se rendra à son tour en Alsace.

De notre correspondant

entreprise de détergents (amines et acide chlorhydrique), la société Bayrol Chemical de Munich, comptait s'installer dans la zone industrielle et portuaire. « Je refusai de céder du terrain communal et de signer le permis de construire », explique M. R. Sreind, le maire, qui estime que les habitants de sa commune sont déjà saturés d'usines chimiques. La population, maximale elle aussi, s'est prononcée contre la vente de l'entreprise lors de l'enquête commode et incommode.

Rendre prioritaire l'expansion de l'arrière-pays

Ce mécontentement des élus locaux conduit le mouvement réformateur alsacien à demander une nouvelle politique industrielle pour l'Alsace. « Ce qui est en cause à travers ces deux cas, écrit-il dans les Dernières Nouvelles d'Alsace du 28 août, c'est le cadre de vie de l'Alsace et son développement à long terme. Il faut souligner que les difficultés rencontrées sont l'annexe, à tous les niveaux mais en particulier au sein du conseil régional, qui doit se réunir au cours du mois de septembre, d'un examen de la politique d'industrialisation poursuivie. » L'argument des responsables des usines selon lequel les normes fixées en matière de pollution seraient respectées ne suffit

pas, ajoutent les réformateurs. Il ne répond pas, en effet, aux préoccupations de plus en plus vives des Alsaciens dans le domaine de l'environnement.

Dans ces conditions, les élus réformateurs demandent et placent que de pratiquer une politique d'industrialisation industrielle, notamment à proximité de Strasbourg, il ne convient pas de renverser les perspectives et de rendre prioritaires l'expansion de l'arrière-pays, c'est-à-dire des cantons ruraux qui, pour l'instant, se développent deux fois moins vite que la façade rhénane de l'Alsace. « Il devient clair, ajoutent-ils, que la chasse aux usines aux industries étrangères ne saurait tenir lieu de politique. Il s'agit aujourd'hui de pratiquer une véritable sélection. »

Après ces prises de position, les pouvoirs publics continueront-ils à favoriser l'industrialisation à tout prix ? Bien qu'elle puisse se permettre de refuser telle ou telle usine, l'Alsace a besoin d'emplois nouveaux, en particulier pour éviter une trop grande fuite des travailleurs frontaliers vers l'Allemagne ou la Suisse. Une étude de l'Association pour le développement et l'industrialisation de la région Alsace (ADIRA) montre qu'entre 1975 et 1985 il sera nécessaire de créer trente-deux mille emplois. La question est d'attribuer entre les nécessités du développement économique et la protection de l'environnement.

J.-C. PHILIPP.

Corse

Les mesures gouvernementales en faveur de l'île sont accueillies sans enthousiasme

De notre correspondant

Le gouvernement a pris, le lundi 2 septembre, au cours d'un comité interministériel, des mesures en faveur de la Corse (nos dernières éditions du 3 septembre). Ces mesures, qui intéressent les transports maritimes, l'agriculture, l'aménagement rural et l'équipement, avaient été promises par M. Pierre Messmer en mars dernier. Mais elles ne semblent pas suffisantes pour « désamorcer » la colère dans l'île.

Ajaccio. — « Il aura donc fallu manifester pour obtenir qu'un comité interministériel prenne la décision de tenir les engagements annoncés cinq mois auparavant par M. Pierre Messmer. » Tel est

le sentiment qui prévaut en Corse au lendemain de la publication du communiqué gouvernemental du lundi 2 septembre. On considère, au surplus, qu'exception faite de deux mesures, le communiqué n'apporte guère d'éléments réellement positifs et qu'il n'est, en réalité, qu'un nouveau catalogue de bonnes intentions.

Ces deux mesures touchent naturellement les activités agricoles. La première prévoit que le différé de remboursement des emprunts contractés par les agriculteurs corses sera applicable aux exploitations de moins de 55 hectares (au lieu de 50, comme l'avait dit M. Messmer, le 26 mars 1974, à Ajaccio) et que la limite en sera portée à 7 500 francs par hectare (au lieu de 5 000). La seconde mesure prévoit le versement aux agriculteurs d'une prime de 0,50 F par degré hecto de vin porté à la distillation sur le continent de manière à compenser les frais de transport.

Pour le reste, on fait remarquer que M. Messmer avait déjà reconnu la nécessité d'appliquer aux liaisons maritimes entre la Corse et le continent le principe de la continuité territoriale, mais que les tarifs n'en avaient pas été améliorés pour autant. Ce qu'il faut, c'est parvenir à l'application stricte et sans réserve des tarifs de la S.N.C.F. sur les bateaux desservant les lignes de Corse, ce qui implique une réduction drastique de la politique suivie jusqu'à maintenant.

En fait, le problème corse demeure sans solution, et les déclarations d'intention aussi bien que les mesures de caractère fragmentaire n'y changeront rien tant que l'on n'aura pas eu le courage de regarder les réalités en face et de restaurer ce climat de confiance qu'appelaient de ses vœux M. Messmer.

Dans l'immédiat, tous les regards sont tournés vers la prison des Baumettes, à Marseille, où sont détenus depuis cinq jours M. François Musso, président de la fédération départementale des syndi-

cats agricoles de la Corse (F.D.S.E.A.), et cinq agriculteurs interpellés après la manifestation du 27 août à Ajaccio. M. François Sarda, avocat de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), qui s'est rendu lundi dans l'île, a signé dans la soirée la demande de mise en liberté provisoire des six détenus.

Jusqu'au bout, on avait pensé que la décision, désormais unanimement souhaitée, interviendrait d'office d'autant que les faits sont limités, et même s'ils sont établis, ils ne peuvent justifier la détention. « Le maintien de l'ordre public commande plutôt la mise en liberté que la poursuite de la détention », fait-on observer au siège de la F.D.S.E.A., où une réunion à laquelle étaient conviés les représentants de toutes les organisations professionnelles, syndicales et politiques, ainsi que les cinq parlementaires, doit se tenir ce mardi soir. Mais on pense aussi que la décision viendra de Paris et non d'Ajaccio, où l'on paraît maintenant, à tous les échelons, conscient de la gravité de la situation.

Barrages à Porto-Vecchio

A Marseille, les six détenus ont refusé de répondre aux interrogatoires, se contentant de faire leur déposition aux inspecteurs de la police judiciaire. Un nouveau transport sur le continent du juge chargé de l'instruction à Ajaccio paraissait envisagé. Il ne faut pas se tromper : les nouvelles manifestations de rue auront lieu si les mesures d'apaisement attendues n'interviennent pas rapidement.

Lundi, les agriculteurs du sud de l'île ont, pendant trois heures, barré la route à Porto-Vecchio, mais aucun incident n'a été à déplorer, le service d'ordre n'étant pas intervenu, contrairement à ce qui lui avait été prescrit de faire à Ajaccio les 28 et 31 août. Mais qui peut prévoir ce qu'il en sera les jours prochains dans une île où la tension ne cesse de croître ?

PAUL SILVANI.

TRANSPORTS

LA C.F.D.T. PROPOSE
UNE DÉMOCRATISATION
DES CROISIÈRES
POUR SAUVER LE «FRANCE»

La C.F.D.T. a, à nouveau, protesté, lundi 2 septembre, contre le désarmement prévu du paquebot France, en déclarant notamment, au cours d'une conférence de presse : « C'est l'exagération systématique des coûts et des frais généraux qui explique le déficit d'exploitation du France et, par là même, son abandon. » Soulignant que le désarmement du bâtiment mettrait directement ou indirectement au chômage (au Havre, par exemple) quelque trois mille personnes, la C.F.D.T. a proposé une « démocratisation » des croisières qui permettrait de rééquilibrer la gestion du France : il suffirait pour cela d'abaisser à 200 F le prix de journée, qu'elle soit actuellement entre 450 et 800 F.

Les responsables de la C.F.D.T. ont, d'autre part, souhaité un développement de la marine marchande : « A l'heure où le tonnage de la flotte battant pavillon de complaisance a décuplé en vingt ans, il manquerait soixante-cinq bateaux à la France pour respecter les conventions du VI^e Plan. »

« Si les décisions des pouvoirs publics étaient maintenues dans les mêmes termes, ont-ils ajouté, les navigateurs refuseraient sans doute d'effectuer les deux dernières croisières. »

BORDEAUX MET DE L'EAU DANS SON VIN

Après la folie à la douche froide des deux ou trois jours des caves enterrées, des restaurateurs bordelais, et surtout, vive le Bordeaux ! Gault et Millau, en revenant avec quantité de bonnes adresses d'excellents vins de 100 F à 25 F. Le Nouveau Guide Gault-Millau, magazine mensuel 5 F chez tous les marchands de journaux.

BOSSARD SELECTION

ingénieur chimiste - parfumeur

80.000 F +

Pour une Société de PRODUITS CHIMIQUES du SUD-OUEST (leader européen sur ses produits, 2 filiales à l'étranger). Chargé à terme de prendre la direction globale d'une filiale, ceci après une phase de réadaptation, d'organisation de la production et de développement commercial. Ce poste requiert, après une formation supérieure en chimie : une expérience de la fabrication des parfums, - des compétences techniques et une personnalité de Chef d'Entreprise. Ecrire à Hervé LE BAUT sous référence 9104/B.

responsable travaux neufs

70.000 F

Pour une Société de PRODUITS CHIMIQUES du SUD-OUEST (leader européen sur ses produits, 2 filiales à l'étranger). Chargé par le Directeur de l'usine nouvelle de concevoir, de réaliser et de diriger de nouvelles unités ou unités en France et à l'étranger. Ce poste requiert, après un diplôme d'ingénieur : une bonne expérience en B.E. engineering finies et mécaniques générales, - la pratique de l'anglais, - une personnalité d'animateur réaliste et fortement motivé par le développement, - 30 ans minimum. Ecrire à Hervé LE BAUT sous référence 9104/A.

adjoint à la direction
de l'exploitation

65-75.000 F

Pour une des toutes premières entreprises de production et distribution de béton prêt à l'emploi en Région Parisienne. Il s'agit d'un poste de l'équipe de direction, dans un climat de coopération et de délégation. Après une phase de mise au courant des différents problèmes de l'Exploitation, il sera principalement chargé de l'animation d'une équipe de jeunes responsables d'usines autonomes. Il devra aussi suivre les coûts de revient. Le candidat retenu aura une expérience confirmée de la gestion de production, et avant tout, une grande qualité de contact. Ecrire à Michel VALLEE sous référence 9202/B.

organisation -
contrôle de gestion

65-70.000 F

Pour un des tout premiers Groupes d'extraction, transformation et distribution de matériaux destinés au Bât. et T.P. et de béton prêt à l'emploi. Deux postes sont à pourvoir dans deux Sociétés du Groupe, l'un centré sur le contrôle de gestion, l'autre sur l'organisation liée aux systèmes informatiques. Les personnes retenues après une phase de diagnostic, proposeront et mettront en place les systèmes et instruments de perfectionnement de la gestion. Les candidats auront une formation supérieure et une expérience d'au moins 3 ans dans l'Industrie ou en Cabinet d'Organisation. A un sens aigu des relations de travail, ils associeront le goût de la rentabilité. Ecrire à Michel VALLEE sous référence 9202/A.

ingénieur d'affaires

70-80.000 F

Pour la Direction Commerciale d'un des premiers constructeurs français de Mobilier de Bureau. Le titulaire sera pour mission essentielle de prospecter les entreprises ayant des programmes importants d'implantation de bureaux ou les organismes chargés de ces implantations. Ce poste requiert après une formation d'ingénieur, une solide connaissance du problème, acquise si possible en Cabinet d'Organisation-Conseil. (Age minimum 30 ans). Ecrire à Hervé LE BAUT sous référence 9101/A.

ingénieur travaux bâtiment

ANGOULEME

LEONARD S.A. 450 personnes, entreprise régionale leader (immeubles - bureaux - Génie Civil, célèbre pour ses pavillons industriels) vous offre la totale responsabilité de chantier. Il est requis : une expérience technique et de gestion déjà solide dans la fonction (4-5 ans minimum), - une personnalité forte, efficace, et rompu à tous les types de contacts, - Ce poste présente : - une grande autonomie de fonctionnement, - un salaire motivant, - et de belles perspectives d'avenir pour tout candidat de valeur. Ecrire à Hervé LE BAUT sous référence 9102/A.

Adresser un dossier de candidature complet, en précisant la référence, à :

BOSSARD SELECTION

12, rue Jean-Jaurès - 92507 Puteaux

(Membre de SYNTREC et de l'ANCIERP)

BIEN RENSEIGNÉ DANS

L'IMMOBILIER

un annuaire des appartements neufs toutes les maisons la cote du mètre carré dans tous les kiosques 5F

صحة من الامل

Offre garantie
jusqu'au 9 septembre
1974 seulement !

Si demain vous étiez hospitalisé, qui paiera pour vous : le gaz, l'électricité, le loyer, les traites et tous les frais qui courent. "Nous. Si vous voulez."

L'INDEMNITÉ HOSPITALIÈRE S'ENGAGE A VOUS VERSER 3000 F PAR MOIS.
Soit 100 F par jour (exonérés d'impôt) en cas d'hospitalisation.
Pas de limite d'âge. Pas de visite médicale préalable.
Vous êtes couvert dès que nous recevons votre demande d'adhésion ci-dessous.

Quand on est hospitalisé les dépenses croissent et bientôt les revenus diminuent. L'Indemnité Hospitalière permet de faire face et de garder son moral, élément indispensable à une bonne guérison.

Cette année, 8.000.000 de Français seront hospitalisés. Avec vous peut-être ? Même si vous êtes affilié à la Sécurité Sociale, à une Mutuelle ou une Caisse de Cadres, c'est bien insuffisant. D'abord vous ne serez pas remboursés à 100 %. Ensuite, si vous désirez une chambre particulière, la location d'un téléviseur, une aide familiale remplaçant la mère au foyer pendant son absence, ce sont des "extras" qui coûtent vite cher.

Enfin, si vous êtes hospitalisé, vos revenus décroissent vite, vos économies fondent, vos dépenses imprévues se multiplient. En adhérant à notre Indemnité Hospitalière, vous aurez l'esprit plus libre parce que vous saurez que, quoi qu'il arrive, avec un revenu supplémentaire de 3000 F par mois d'hospitalisation (soit 100 F par jour), vous ne serez jamais pris au dépourvu. Et personne autour de vous n'aura à souffrir de votre imprévoyance. Pour les accidents, vous êtes couvert dès la réception de votre demande d'adhésion, et pour les maladies 30 jours plus tard.

L'Indemnité Hospitalière vous garantit des "rentes" régulières que ne vous assurent pas la Sécurité Sociale et les Mutuelles. Comment est-ce possible ?

Les systèmes de protection ne prévoient que le remboursement des frais de soins (et encore pas toujours à 100 %). Ils ne tiennent pas compte de toutes les autres sources de dépenses qui peuvent découler d'une hospitalisation. Alors, comment une assurance peut-elle, elle, vous faire une proposition aussi extraordinaire ?

C'est simple : d'abord nous évaluons combien de personnes seront, en moyenne, hospitalisées en France sur un an et le coût moyen d'une hospitalisation.

Ensuite, nous vous proposons l'Indemnité Hospitalière dont les primes sont calculées en conséquence. Vous voyez qu'elles sont très raisonnables. Cette extraordinaire assurance qu'est l'Indemnité Hospitalière n'est pas un miracle, ni un mirage, mais le résultat d'une étude statistique très sérieuse.

3000 F par mois si vous êtes hospitalisé.
Dès le 1^{er} jour de votre hospitalisation, et quelle que soit sa durée, vous êtes assuré de recevoir 100 F par jour. Cela peut donc représenter jusqu'à 3000 F par mois. Vous touchez 100 F par jour quels que soient la durée et le nombre de vos hospitalisations. Ces indemnités sont totalement exonérées d'impôts et vous êtes couvert dès le 1^{er} jour.

Si vous et votre conjoint êtes assurés, il est possible, en outre de souscrire à une option "maternité" prévoyant le versement d'une indemnité forfaitaire de 500 F sous réserve que l'accouchement ait lieu 10 mois après la souscription du contrat.

Les indemnités versées par l'Indemnité Hospitalière vous sont données directement en supplément de toute autre source de remboursement. Vous en disposez librement, exactement comme vous le voulez, cela ne vous coûte rien.

Si vous et votre conjoint êtes hospitalisés en même temps, vos indemnités sont doublées.

Jusqu'à 12.000 F par mois sont versés si les 2 conjoints sont assurés tous les 2, et ceci tant qu'ils sont hospitalisés ensemble à la suite d'un accident.

Un capital pouvant aller jusqu'à 10.000 F est versé en cas d'invalidité.

10.000 F sont versés en cas de perte accidentelle d'un membre ou de la vue. La perte d'un membre (pied, main) ou de la vue (même d'un seul œil) est un accident terrible. Si une telle conséquence survient dans les 12 mois suivant l'accident, vous toucherez jusqu'à 10.000 F d'indemnité.

Dès que votre hospitalisation nous est connue, nous commençons à vous verser, directement, vos indemnités.

Aussitôt que vous êtes hospitalisé, nous nous sommes fait savoir par simple courrier. Très rapidement vous recevrez vos premiers versements. Sans formalités, sans complications. Et c'est vous qui les percevez directement et les utilisez à votre gré.

Vous pouvez souscrire à partir de 18 ans. Nous nous engageons à renouveler votre contrat à vie aux mêmes conditions. Vous seul pouvez le résilier.

Même si votre état nécessite des hospitalisations répétées, vous ne perdez pas le bénéfice de votre Indemnité Hospitalière. Le montant de votre prime est fixé le jour de votre souscription : ni votre passage à une tranche d'âge supérieure, ni des hospitalisations très fréquentes ne peuvent faire augmenter vos primes ou résilier votre contrat. Vous n'avez pas à craindre de modifications de votre prime personnelle. Votre contrat est renouvelable à vie. Nous ne pourrions jamais casser de vous assister tant que vous vous conformerez aux conditions de la police.

Option maternité
A la condition que mari et femme soient tous deux assurés et que cette garantie supplémentaire soit souscrite depuis au moins dix mois consécutifs, nous verserons une somme forfaitaire de 500 F pour toute hospitalisation à l'occasion d'une naissance.

L'Indemnité Hospitalière vous garantit jusqu'à 3.000 F par mois même au-delà de 65 ans, même pour la vie. Et dès le premier jour d'hospitalisation...
Chaque fois qu'une maladie ou un accident vous contraignent à être hospitalisé, vous recevrez jusqu'à 3.000 F par mois. Vous toucherez ces 3.000 F par mois quel que soit votre âge, même au-delà de 65 ans, même pour la vie ! Et vous êtes couvert dès le premier jour de votre hospitalisation.

Au-delà de 8 semaines d'hospitalisation, nous payons vos primes à votre place.

Assuré par l'Indemnité Hospitalière, si vous devez séjourner à l'hôpital plus de 8 semaines, La Fortune vous dispensera de payer vos primes pendant le reste de votre séjour à l'hôpital. Vous serez donc "exonérés du paiement des primes" tout en continuant à toucher, comme convenu, vos indemnités aussi longtemps que durera votre hospitalisation et vous ne commencerez à verser vos primes qu'une fois sorti de l'hôpital.

Voici ce que nous entendons par "hospitalisation" et les pays dans lesquels l'Indemnité Hospitalière vous couvre.

Nous considérons comme "hospitalisation" tout séjour de 24 heures au moins, en qualité de patient soumis à une surveillance médicale dans un hôpital ou une clinique, agréé par le Ministère de la Santé Publique de la République Française. Votre protection n'est pas limitée à la France, elle s'applique dans les mêmes conditions en Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Islande, Italie, Luxembourg, Portugal, Suisse, Canada, Etats-Unis.

Il y a malgré tout, certains cas que l'Indemnité Hospitalière ne couvre pas.

L'Indemnité Hospitalière ne couvre pas les accidents ou maladies causés par faits de guerre, troubles mentaux, toxicomanie, ni les grossesses, fausses couches, avortements.

L'Indemnité Hospitalière ne s'applique que 12 mois après la signature du contrat dans les deux cas suivants :

- les hospitalisations consécutives à des maladies ou accidents survenus ou ayant été traités dans les 12 mois qui ont précédé cette entrée en vigueur ;
- les hospitalisations dues à des maladies survenues dans les 30 premiers jours d'assurance.

N'attendez pas pour nous répondre : plus vite vous serez couvert, plus vite vous serez tranquille.

L'accident, la maladie ne prévient jamais. Qui peut savoir de quoi demain sera fait ?

Alors renvoyez-nous vite votre demande d'adhésion. Nous vous ferons parvenir votre police d'assurance "Indemnité Hospitalière".

Vous verrez : il n'y a ni textes en petits caractères lisibles, ni phrases compliquées à comprendre et qui cachent souvent de désagréables surprises. Dans notre police tout est clair et précis. Et si vous conservez, malgré tout, quelque doute, faites-la lire à des gens en qui vous avez confiance, parlez avec eux de tous les avantages de ce contrat... et ensuite ne perdez plus de temps !

Voici les tarifs par tranches d'âges :

Âges	Prime mensuelle par personne pour une indemnité de 3000 F par mois
18 à 44 ans	35 F
45 à 54 ans	50 F
55 à 64 ans	60 F
65 à 70 ans	80 F
71 ans et plus	125 F

Option maternité 1350 F par mois et par couple

Ces primes mensuelles (déterminées une fois pour toutes par l'âge auquel vous contractez votre "Indemnité Hospitalière") n'augmenteront pas même si vous passez à une tranche d'âge supérieure.

Si vous décidez de payer annuellement, vous faciliterez beaucoup notre comptabilité. Nous vous consentons alors un abatement de prime de 2 mois entiers.

Voici les avantages que La Fortune est la seule à vous garantir avec l'Indemnité Hospitalière.

- Le renouvellement de votre police vous est garanti pour toute votre vie, quelle que soit le nombre et la durée de vos séjours à l'hôpital.
- Pas de limite de paiement des indemnités quelle que soit la durée de l'hospitalisation.
- Vous touchez vos indemnités dès le 1^{er} jour d'hospitalisation.
- Abatement de prime égal à deux mois en cas de paiement annuel.
- Suspension du paiement des primes après 8 semaines d'hospitalisation.
- Aucune augmentation de prime quand vous passez à une tranche d'âge supérieure.
- Aucune démission à demander.
- Indemnités doublées en cas d'hospitalisation simultanée des 2 conjoints à la suite d'un accident.
- Une option "maternité" donnant droit à une indemnité forfaitaire de 500 F.
- Pas d'examen médical préalable.

La Fortune, fondée en 1943 fait partie de l'un des groupes français d'assurances les plus importants qui a diversifié ses activités tant dans le domaine de l'assurance vie que celui de l'assurance automobile et de toutes les semaines de accidents ou de pertes. En 1973 le Groupe Fortune Assurances a été un portefeuille de contrats de plus d'un milliard 300 millions de francs. En créant l'Indemnité Hospitalière, la compagnie La Fortune a voulu répondre à un des besoins les plus importants au travers de sa clientèle. Le renom même de La Fortune est la meilleure garantie du paiement des indemnités à ses adhérents.

Garantie

Je soussigné, Jacques Michel, Directeur Général de la Compagnie La Fortune, m'engage à vous faire bénéficier de la garantie de l'Indemnité Hospitalière, dès la date de réception de votre demande d'adhésion, pendant les dix jours qui vous séparent de la souscription du contrat, et à la condition que vous signifierez par la suite votre souscription à l'Indemnité Hospitalière. Je m'engage ensuite à renouveler votre contrat aussi longtemps que vous le souhaitez.

Quelques réponses aux questions que vous pouvez vous poser à propos de l'Indemnité Hospitalière.

1. Toucherai-je des indemnités en plus de mes autres sources de remboursement ?
Bien sûr ! Que vous soyez à la Sécurité Sociale, à une Mutuelle ou assuré par ailleurs, nous vous verserons de toute façon vos 3000 F par mois (100 F par jour). Et toute votre vie si nécessaire.
2. Combien toucherai-je si je suis hospitalisé ?
Vous recevrez 3000 F par mois soit 100 F par jour aussi longtemps que vous serez à l'hôpital ou à la clinique.
3. Quelles formalités faudra-t-il que je remplisse à ce moment-là ?
Vous enverrez une attestation de l'hôpital ou de la clinique indiquant votre durée d'hospitalisation, c'est tout.
4. Si, par exemple, ma femme et moi sommes victimes d'un accident d'automobile et hospitalisés en même temps, que toucherons-nous ?
Si vous êtes tous les deux assurés par l'Indemnité Hospitalière, vous toucherez une double indemnité, c'est-à-dire 12.000 F par mois, soit chacun 6000 F par mois (au lieu de 3000 F) aussi longtemps que vous resterez tous les deux à l'hôpital.
5. Et si la Sécurité Sociale, une Mutuelle, etc., me remboursent déjà la totalité de mes frais d'hospitalisation, allez-vous me donner cette indemnité en plus ?
Bien sûr. L'Indemnité Hospitalière vous permettra de faire face à d'autres frais qui ne manqueront pas de surgir. De toute manière, vous dépenserez cet argent comme bon vous semble.
6. Qu'arrive-t-il si par suite d'une longue hospitalisation, je ne peux payer mes primes ?
Après 8 semaines d'hospitalisation, nous prenons vos primes en charge. Vous ne payez plus rien. Ni pour vous ni pour votre famille. Mais nous continuerons à vous verser l'Indemnité de 3000 F par mois aussi longtemps que vous êtes à l'hôpital, toute votre vie même si nécessaire. Et votre famille continue d'être couverte par notre assurance.
7. L'assurance fonctionne-t-elle aussi pour les cliniques privées ?
Oui. Tout comme pour l'hôpital.
8. Tout cela n'est-il pas trop bon pour être vrai ?
Une assurance aussi complète est si nouvelle en France qu'elle peut susciter une certaine méfiance. Pourtant, des formules analogues existent depuis longtemps aux Etats-Unis, au Canada et en Angleterre, et avant de vous proposer l'Indemnité Hospitalière, La Fortune a contrôlé la satisfaction de nombreux assurés.
9. Y a-t-il avantage à payer les primes annuellement ?
Oui. Vous pouvez payer tous les mois, mais si vous payez annuellement vous faciliterez beaucoup notre comptabilité. Nous vous consentons alors un abatement de prime de 2 mois entiers.
10. L'assurance peut-elle être résiliée par La Fortune si je suis trop âgé ou trop souvent malade ?
Impossible. Vous seul, par simple lettre, décidez de la durée de votre contrat. Dans la mesure où vous payez régulièrement vos primes, La Fortune s'engage formellement à ne jamais résilier le contrat de son propre fait, quels que soient votre âge, votre état de santé et le nombre de fois où vous avez touché les versements de l'Indemnité Hospitalière.
11. L'Indemnité Hospitalière est-elle vraiment exonérée d'impôts ?
Exact. Les sommes qui vous sont versées n'ont pas à être déclarées.
12. Comment puis-je souscrire à l'Indemnité Hospitalière ?
Remplissez simplement la demande d'adhésion et envoyez-la nous. Surtout n'envoyez pas d'argent. Mais ne perdez pas de temps : cette offre n'est valable que jusqu'au 9 septembre '74. N'oubliez pas qu'accidents et maladies ne prévoient jamais et que vous serez couvert dès que nous aurons reçu ce coupon. Si, malgré tout, vous vous posez encore d'autres questions, appelez-nous au : 874.33.09. Nous sommes à votre entière disposition.

LA FORTUNE, Département de Gestion "Particuliers"
B.P. 337 - 75428 Paris Cedex 09

Assurez-vous dès maintenant 3000 F d'indemnités par mois en cas d'hospitalisation.

Ne nous envoyez pas d'argent. Nous vous couvrons dès la réception de votre demande d'adhésion, si vous nous la confirmez en nous adressant votre première prime dans les dix jours.

Si vous nous renvoyez votre demande d'adhésion, nous vous garantissons que vous ne recevrez ni visite, ni appels téléphoniques. Nous vous enverrons simplement votre police d'assurance l'Indemnité Hospitalière.

Dépêchez-vous, cette offre risque de ne pas être répétée. Si votre demande d'adhésion nous est parvenue après le 9 septembre '74, La Fortune se réserve le droit de la refuser. Passé ce délai, elle ne garantit pas non plus le maintien de ce tarif de souscription.

Répondez-nous avec le bon ci-dessous, sans nous envoyer d'argent.

DEMANDE D'ADHESION A L'INDEMNITE HOSPITALIERE DE LA FORTUNE

La Fortune, Département de Gestion "Particuliers" B.P. 337 - 75428 Paris Cedex 09

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____
Ville _____ Date de naissance _____ Sexe : ☐ féminin ☐ masculin ☐
Inscrivez les noms des membres de votre famille, âgés de plus de 18 ans et à votre charge, que vous désirez garantir par l'Indemnité Hospitalière.

631-401-64		date de naissance				
Nom	prénom	parenté	sexe	jour	mois	année

☐ Je désire en plus, l'option maternité

Je soussigné, soussigné l'Indemnité Hospitalière. Envoyez-moi dès maintenant ma police. Pendant 10 jours, je peux étudier tranquillement le projet de contrat que vous me proposez, sans que je n'aie à prendre aucune décision définitive, tout en étant couvert. J'ai bien noté que je n'ai pas d'argent à vous envoyer et que mon Assurance Indemnité Hospitalière prend effet dès que vous recevrez cette demande. Je certifie qu'il n'y a ni fraude, ni fausse déclaration, ni aucune circonstance de nature à empêcher l'assurance Indemnité Hospitalière d'être souscrite. Je certifie que je n'ai pas été condamné par une cour de justice pour un crime ou un délit, ni pour une infraction pénale, ni pour une infraction fiscale, ni pour une infraction douanière, ni pour une infraction relative à la sécurité nationale, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni pour une infraction relative à la sécurité environnementale, ni pour une infraction relative à la sécurité énergétique, ni pour une infraction relative à la sécurité alimentaire, ni pour une infraction relative à la sécurité sanitaire, ni pour une infraction relative à la sécurité publique, ni pour une infraction relative à la sécurité intérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité extérieure, ni pour une infraction relative à la sécurité économique, ni pour une infraction relative à la sécurité sociale, ni pour une infraction relative à la sécurité culturelle, ni pour une infraction relative à la sécurité scientifique, ni pour une infraction relative à la sécurité technologique, ni

DÉFENSE

LE REMPLACEMENT DES AVIONS DE COMBAT EN EUROPE

Les membres de la commission néerlandaise de défense demandent au gouvernement d'étudier l'achat d'appareils moins coûteux

De notre correspondant

Amsterdam. — La rencontre, lundi 2 septembre, à La Haye, entre le ministre belge de la défense, M. Van den Boeynants, et son collègue des affaires étrangères, M. Van Eland, avec leurs homologues néerlandais, MM. Vredeling et Van Der Stoep, n'a abouti à aucun choix en faveur d'un des avions de combat en compétition pour remplacer les F-104 Starfighter en service dans les deux pays. Selon le communiqué commun, aucune décision n'a pu être prise dans la mesure où les quatre pays acheteurs, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark et la Norvège, n'ont pas encore terminé leurs « travaux d'évaluation ».

On croit toutefois savoir à La Haye que les Belges sont venus défendre le dossier du Mirage F1-M53, qui est en concurrence avec le Northrop F-17 Cobra, le YF-16 de General Dynamics (tous les deux américains) et le Viggen suédois.

Dans cette bataille entre les constructeurs et les gouvernements pour obtenir le « contrat d'armes du siècle » (le Monde du 2 août), un fait nouveau important vient de se produire. Les membres de la commission de défense de la deuxième Chambre néerlandaise appartenant aux trois grands partis P.V.D.A. (socialistes), K.V.P. (catholiques), V.V.D. (libéraux et opposés), vont se réunir le 9 septembre prochain pour demander au gouvernement d'inclure dans les études un certain nombre d'autres avions, comme le A-10 Saucier, le Harrier, l'AlphaJet et la Jaguar franco-anglaise, qui ont l'avantage d'être beaucoup moins chers que les quatre autres avions.

Pour faciliter le choix, il faudrait, selon M. Kees de Vries, P.V.D.A. et membre de la commission néerlandaise de défense, que la tâche de l'armée de l'air néerlandaise au sein de l'OTAN soit mieux précisée et coordonnée avec un autre pays mem-

bre de l'Organisation. Depuis l'automne dernier, l'armée de l'air néerlandaise est chargée, en temps de guerre, de fournir une assistance aux troupes au sol et, en même temps, de s'assurer d'un certain avantage dans un espace aérien donné. Pour cette double fonction, il faudrait un avion du type Viggen, Cobra ou Mirage. Mais, selon certains spécialistes, ces appareils ne sont pas tout à fait adaptés à l'une et à l'autre de ces missions. Selon M. de Vries, soutenu par ses collègues de la commission, il serait préférable que les Pays-Bas se limitent à une de ces tâches. Par exemple l'assistance au sol, la Belgique se chargeant, pour sa part, du contrôle de l'espace aérien.

Le problème est de savoir si l'OTAN est prête à suivre cette idée. Au mois de juin dernier, des projets semblables proposés par le ministre néerlandais de la défense avaient été violemment critiqués par ses partisans de l'OTAN. Si la proposition de la commission est néanmoins acceptée, deux avions avec des possibilités bien déterminées pourraient se partager le marché. Un des quatre nouveaux candidats pourrait convenir pour l'assistance au sol tandis qu'un des quatre avions, déjà à l'étude, serait retenu pour les éventuels combats aériens.

Cette solution aurait l'avantage de ménager éventuellement les intérêts politiques et industriels des Européens (voire français) et américains.

PHILIP FRERKX.

Le constructeur du Cobra américain propose aux acheteurs éventuels de participer à sa fabrication

La société aéronautique américaine Northrop, constructeur de l'avion de combat YF-17 Cobra, propose aux pays européens intéressés de participer à la construction de l'appareil s'ils le choisissent pour équiper leur armée de l'air. Le Cobra YF-17 est, avec le YF-16 de General Dynamics, le concurrent du Mirage F1-M 53 français construit par la société Dassault pour le remplacement des Starfighter F-104 actuellement en service en Belgique, au Danemark, en Norvège et aux Pays-Bas.

M. Robert Gates, vice-président de Northrop, a déclaré, lundi 2 septembre, au cours d'une conférence de presse réunie au Salon aéronautique de Farnborough, que sa société était prête à former un consortium avec les sociétés et les organismes compétents des pays intéressés, leur confiant une part importante de la construction des appareils : cette part serait de 50 % de la valeur des avions. Ainsi, ces pays pourraient assurer une activité soutenue à leur industrie aéronautique.

M. Robert Gates a, en outre, révélé que trente sociétés hollandaises susceptibles de participer à la construction des avions si la Belgique accepte ce programme, avaient signé un protocole d'accord, et que des négociations continuent dans les trois autres pays concernés. Déjà, en mars dernier, Northrop a conclu avec l'Association des industries aéronautiques belges (GEBECOMA) un accord qui pourrait servir de base à la formation d'un consortium européen en vue de la construction du Cobra. De plus, la société américaine a offert d'installer, dans l'un des quatre pays, une usine pour la fabrication en graphite (matériau plus léger que

l'aluminium et plus résistant que l'acier), des composants incorporés dans le Cobra. Le programme proposé par le vice-président de Northrop devrait porter non seulement sur la construction des avions, réacteurs et équipements, mais aussi sur les opérations de mise au point. M. Gates estime que le premier YF-17, dont le prix est évalué à 4 millions de dollars (20 millions de francs), pourrait entrer en service, en Europe, cinq ans après la signature d'un accord. Les deux prototypes du Cobra ont totalisé quarante-cinq heures de vol en moins de trois mois, en ne présentant que des problèmes mineurs, a déclaré M. Roy Jackson, directeur du programme d'essais.

RELIGION

Le Père Michel Legrain vient d'être nommé vice-recteur de l'Institut catholique de Paris pour un mandat de trois ans. Cette nomination proposée par Mgr Paul Poupard, recteur de l'Institut catholique, a été ratifiée par le Vatican.

Docteur en droit canonique et licencié en théologie, le Père Legrain, spiritain, est âgé de quarante-cinq ans. Médecin au Congrès-Breton de 1957-1961, il était alors appelé à Chartres où il a enseigné la théologie morale, la pastorale et le droit canonique. Depuis 1963, il enseigne aussi à la faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris, et depuis 1972 à l'Unité d'enseignement et de recherche de théologie et de sciences religieuses (théologie morale, familiale, droit matrimonial et institutionnel).

CORRESPONDANCE

Pour un service national de l'environnement

Nous avons reçu la lettre suivante de M. François Laporte, président de l'Association Jeunes et Nature (129, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris) :

Devant la polémique engagée à propos du service national, les représentants d'associations privées de sauvegarde de la nature et de l'environnement ne peuvent rester insensibles. En effet, combien est lourde la mission de ceux qui, à travers toute la France, ont opté pour une gestion biologique de notre patrimoine naturel et humain, et combien manque-t-il d'hommes de bonne volonté et de moyens financiers pour mener à bien leur tâche ?

L'inquiétude commence à clamer leurs rangs, alors que les atteintes se font de plus en plus précises et nombreuses. Pourquoi ne pas mettre sur pied, à l'occasion de la réforme du service national, des unités spécialisées ne comportant que des volontaires, et qui seraient chargées de l'environnement, de sa défense et de son entretien ?

Les conditions de participation à cette forme nouvelle de service seraient simples : majorité, volontariat et un certain goût pour la vie active. On pourrait y admettre deux catégories : les spécialistes, étudiants en écologie ou en science de l'environnement, qui seraient affectés à des travaux très techniques, et les non-spécialistes s'occupant principalement d'animation et d'information. Leur encadrement pourrait être assuré par les divers professionnels ayant acquis une qualification complète et un sens de l'animation par le biais de stages de plus ou moins longue durée.

Les actions engagées seraient multiples : éducation des jeunes,

information de tous les publics, réalisations ponctuelles, telles que la mise en place de réserves naturelles, la lutte contre les incendies de forêts, le reboisement, etc. Les jeunes auraient la possibilité de travailler soit en groupe soit isolément, suivant le type d'action envisagé, et ils seraient répartis sur l'ensemble du territoire, au niveau régional, départemental ou local.

Après un stage probatoire de deux mois environ, au cours duquel ils se perfectionneraient dans les différents domaines de la gestion écologique de l'espace, ils seraient mis en place sous l'autorité du ministre de la qualité de la vie. Ils pourraient être en prise directe sur le terrain avec les divers problèmes posés par la protection de l'environnement. Leurs actions pourraient prendre place aussi bien auprès des diverses administrations concernées que des collectivités locales ou des associations privées de protection de la nature.

Certains penseront qu'une telle initiative relève de l'utopie. Il n'en est rien. Douze ans passés aux côtés de ceux qui, de près ou de loin, ont travaillé dans des conditions souvent difficiles pour la sauvegarde et la promotion de notre patrimoine ont montré toutes les difficultés rencontrées, toutes les embûches semées devant leurs pas. Mais beaucoup de bonnes volontés sont prêtes à s'engager dans des actions concrètes, à condition qu'elles trouvent l'encadrement indispensable pour agir efficacement. Le service national pour l'environnement constitue sans aucun doute une des solutions à ce problème. Il garantirait aux jeunes la possibilité d'exercer leurs responsabilités, leur idéal et leur sens du devoir pour le bien de tous.

"C'EST POUR ÇA QUE JE VOYAGE PAR TWA."

M. Albert Barraud est le Président-Directeur Général du groupe D.B.A. dont les relations s'étendent au monde entier.

Nous avons assez souvent le plaisir de l'accueillir sur nos lignes vers le Moyen et l'Extrême Orient comme sur nos vols Paris-New York.

M. Barraud nous fait confiance. Il sait que sur nos lignes, il trouve un service soigné, courtois presque amical.

De plus, avec nous, il peut non seulement traverser l'Atlantique mais aussi poursuivre son voyage sur notre réseau intérieur vers 35 villes importantes des Etats Unis. Ces correspondances à New York sont encore facilitées par notre aéroport Flight Wing One réservée exclusivement à nos passagers.

"Les formalités de douane sont très vite accomplies dans l'aéroport TWA et c'est très appréciable à l'arrivée à New York" dit M. Barraud. M. Barraud apprécie aussi le personnel TWA : "Vraiment, j'ai toujours trouvé le personnel à bord très gentil, très prévenant et prêt à faire le maximum".

Il trouve aussi que les repas et boissons servis à bord sont excellents. Leur choix

varié est d'autant plus agréable au cours d'un long trajet.

Le Service Ambassador TWA a été conçu pour plaire aux voyageurs expérimentés comme M. Barraud.

C'est ainsi qu'il leur offre plus de confort pour le même prix et prend bien soin d'eux pour tous les détails qui finalement constituent la réussite d'un voyage.

Si vous n'avez pas encore voyagé par TWA, vous devriez essayer.

Voyez votre agent de voyages. Et à nous de faire de notre mieux pour que vous reveniez vers nous très souvent. Comme M. Barraud.

LES VOLS TWA S'EFFECTUENT A PARTIR DE L'AÉROPORT CHARLES DE GAULLE

QUOTIDIEN	DEPART	ARRIVÉE
NEW YORK	12.00	14.55
WASHINGTON	12.00	17.38
BOSTON	11.55	14.40
CHICAGO	12.45	15.59
LOS ANGELES	10.55	18.05
SAN FRANCISCO	10.55	18.40

PLUS 34 VILLES AMÉRICAINES EN CORRESPONDANCES SUR LE RESEAU INTERIEUR TWA.



MÉDECINE

Depuis le début de l'année

TRENTE MILLE PERSONNES SONT MORTES DE LA VARIOLE EN INDE

New-Delhi (Reuter). — Près de trente mille personnes sont mortes de la variole en Inde depuis le début de l'année. Vingt-cinq mille d'entre elles sont décédées dans le seul Etat du Bihar, situé au centre de l'Inde, et quatre mille sept cents autres ont péri en Uttar Pradesh (nord de l'Inde).

Selon l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), en 27 août et depuis le début de 1974, on a recensé 163 700 cas de variole dont 107 530 dans l'Etat du Bihar. Le taux de mortalité de cette maladie est évalué à un cas sur quatre ou cinq. L'O.M.S. indique, d'autre part, que l'épidémie est en voie de régression, en raison des mesures importantes de prévention qui ont été prises dans ce pays par les autorités sanitaires avec l'aide de l'O.M.S. (quatre-vingt-quatre épidémiologistes sont sur place depuis plusieurs mois). Cependant les résultats de la campagne en cours ne pourront être définis avant quinze jours ou trois semaines.

● LA MALADIE DE MINAMATA vient de faire, au Japon, sa centième victime, un vieux pêcheur. Il avait été lentement empoisonné par le mercure rejeté par une usine dans la baie de Minamata. Sept cents autres personnes ont maintenant été officiellement reconnues comme atteintes.

(Voir notre supplément médecine, page 15.)

Pour bien jouer aux échecs il n'est pas indispensable de s'appeler Fischer ou Spassky.

Avec le livre "LES ECHECS EN TROIS JOURS" de MICHEL BENOIT, champion de France en titre, vous ferez la découverte simplifiée, rapide et claire d'un jeu fascinant. SOLAR

سولار في الامم

صحة الإنسان

Le Monde DE LA MÉDECINE

Les progrès de l'endocrinologie moléculaire

L'action sur les récepteurs hormonaux ouvre de nouvelles perspectives diagnostiques et thérapeutiques

Par le PROFESSEUR ETIENNE BAULIEU (*)

CHEZ les animaux supérieurs, les hormones sexuelles sont classées en deux catégories. Les hormones sexuelles impliquées dans différents aspects de la reproduction sont indispensables à la survie de l'espèce. Les hormones stéroïdes, sécrétées par les glandes cortico-surrénales, ont, quant à elles, des rôles à jouer dans la vie de l'individu. Elles ont, en effet, la plupart des métabolismes, elles interviennent dans les processus de l'inflammation et elles ont une activité anti-inflammatoire largement utilisée pour éviter le rejet des greffes. L'intérêt médical des stéroïdes réside dans certaines actions et notamment à la contraception, etc. Au cours du développement de l'individu, ils interviennent à des moments décisifs pour orienter correctement la différenciation de certains organes.

La question se pose donc de savoir si, dans ces cas si diffé-

Un message se peut être reçu et pris en considération que l'on est capable de recevoir. Cette évidence, qui peut s'appliquer à tous les modes de communication, est parfaitement illustrée depuis peu en endocrinologie. La découverte, puis l'étude de récepteurs des hormones stéroïdes permet, pour la première fois, d'expliquer au niveau moléculaire comment un message hormonal est interprété par une cellule cible pour produire un effet donné, et cela, à l'échelle cellulaire.

L'action globale des hormones sur des organes spécifiques était connue et utilisée depuis fort longtemps à thérapeutique. Mais jusqu'à un

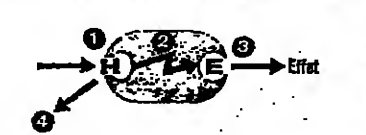
passé récent, si l'on constatait leurs effets, on ignorait tout de leur fonctionnement et de leur métabolisme. Les résultats que commencent à obtenir l'endocrinologie moléculaire laissent entrevoir, par le maniement habile de ces récepteurs, ou des molécules qui les informent des possibilités sans précédent, tant pour le diagnostic de certaines affections que pour leur traitement. Mais au-delà de ces perspectives d'application, les récepteurs des hormones stéroïdes illustrent la biologie fondamentale, car ils offrent un modèle pouvant servir à toutes les molécules « informationnelles ».

Plusieurs récepteurs pour une même hormone dans une même cellule.

Dans une même cellule, on peut observer des récepteurs pour deux hormones différentes, et c'est ce que nous avons vu, par exemple, pour des composés antagonistes comme les hormones stéroïdes. On a vu également que l'on pouvait dissocier les effets de deux hormones, un naturel et un synthétique, compte tenu des propriétés différentes des récepteurs présents dans la même cellule. Une extension de ce principe à la cas de l'utilisation des dérivés synthétiques des hormones doit permettre d'obtenir des composés qui, contrairement aux hormones naturelles, auront un effet sélectif.

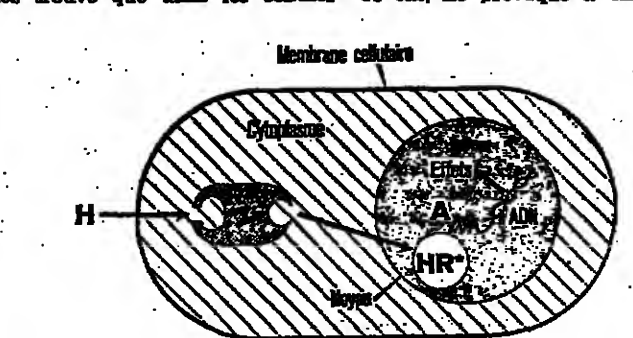
Un autre aspect de la pluralité des récepteurs pour une même hormone est celui par lequel les hormones androgènes. En effet, dans certains organes cibles de la testostérone, comme la prostate, on observe que ce n'est pas l'hormone qui est directement liée par le récepteur, mais un ou des composés qui en dérivent par des transformations locales. Le même principe se retrouve au niveau de cellules cibles, où le paradoxe veut que la testostérone se transforme, en partie, en dihydrotestostérone, réputée d'une action biologique opposée. Ailleurs, enfin, nous avons aussi montré que dans certains muscles la testostérone rencontre, au contraire, un récepteur pour elle-même et non pas pour ses métabolites dérivés.

Ainsi une même hormone, dans ce cas précis la testostérone, peut-elle avoir des effets opposés au niveau de divers cibles au moyen des produits différents qui agissent sur des récepteurs différents. La testostérone est donc une molécule de composition chimique simple de fonctions : on pourrait donc admettre de la court-circuiter pharmacologiquement en utilisant des dérivés spécifiques agissant seulement au niveau de certains organes et qui permettraient de dissocier les réponses de l'hormone naturelle. Là encore, l'intérêt pratique est clair, puisque un des « défauts » des thérapies hormonales vient, par-delà l'effet souhaité, de conséquences parasites, inutiles et même dangereuses, que l'on pourrait ainsi éviter. Parmi les applications possibles, on peut envisager de dissocier les effets « anabolisants » et virilisants des hormones. Dissocier cela satisfait aussi bien les milieux sportifs que les éleveurs de bétail.



LE RÉCEPTEUR

La molécule de protéine récepteur reçoit le message hormonal (site récepteur (1)), transmet l'information (2) au site effecteur (3). Ce dernier entre en contact avec un composant « effecteur » (généralement inconnu) de la cellule pour en modifier la conformation ou en catalyser la transformation. Une réaction caractéristique est déclenchée (4) et l'activation cellulaire est lancée.



LE DESTIN DE L'HORMONE DANS UNE CELLULE CIBLE

Une fois entrée dans la cellule cible, l'hormone stéroïde (H) se lie à un récepteur (R) dans le cytoplasme. Le transfert du complexe vers le noyau s'accompagne d'un changement de conformation (R devient R'). Le complexe RHR' s'accroche à une structure spécifique (A). Le détail des événements qui aboutissent aux effets est inconnu. Les hormones stéroïdes n'ont pas le même comportement.

chibes, et à leur affinité élevée pour le stéroïde actif correspond une absence totale d'interaction avec les hormones inactives. On observe même une véritable gradation des affinités parallèle à celle des activités biologiques, ce qui suggère fortement que la liaison d'un stéroïde à son récepteur trouve sa finalité dans l'expression du message hormonal.

rents, les hormones stéroïdes agissent selon un mécanisme initial identique. Tout en soulignant le caractère précaire d'une telle généralisation, alors que la plupart des détails moléculaires échappent encore, il semble que la découverte des récepteurs permet de répondre positivement. De quoi s'agit-il ? Au niveau d'une cellule qui répond à une hormone, un récepteur, comme son nom l'indique, est une molécule qui ses propriétés premières rendent apte à recevoir le message hormonal. Pour cela, il présente un site récepteur capable d'interaction spécifique avec l'hormone qui, en faible concentration, doit être sélectionnée par rapport aux autres composés du milieu ambiant.

Expérimentalement, en suivant

Une action au niveau génétique

En fait, non seulement les stéroïdes agissent dans les cellules cibles, mais, comme l'ont montré d'abord les autoradiographies puis des études biochimiques, ils viennent se localiser principalement dans leur noyau, où ils interagissent avec les chromosomes. Des expériences récentes suggèrent dans le détail ce qui se passe alors : quand l'hormone se lie au récepteur dans le cytoplasme, elle entraîne un changement de l'organisation spatiale du récepteur, ce qui l'« active » en lui donnant une conformation nouvelle, et en particulier un tropisme élevé pour une structure « acceptrice » nucléaire, comme le montre le schéma ci-contre.

Autrement dit, après que la liaison du stéroïde se soit faite avec le récepteur, le complexe hormone-récepteur ainsi formé migre dans le noyau, où il va s'accumuler dans les chromosomes. C'est-à-dire l'ensemble d'acide désoxyribonucléique (A.D.N.) et de protéines qui constituent les chromosomes. On a tout lieu de penser que l'effet hormonal se fait fondamentalement au niveau de l'expression des gènes, en désinhibant certains d'entre eux, mais l'insuffisance des connaissances actuelles concernant la structure de l'A.D.N. et les inconnues concernant la composition des chromosomes empêchent encore toute précision moléculaire.

On attend beaucoup de la purification des récepteurs, qui permettra, pour la première fois, des observations précises. Mais cette purification est particulièrement difficile parce que la concentration des récepteurs est très faible : elle est de l'ordre de un pour cent mille parmi les différentes protéines de la cellule. D'autre part, ces récepteurs semblent spécialement fragiles. Les progrès récents font cependant espérer une réussite en 1974, qui permettra de nouvelles informations probantes décisives pour comprendre l'action cellulaire des hormones.

Les protéines-récepteurs, actuellement connues, présentent deux des propriétés que doit avoir, à notre connaissance, tout récepteur hormonal, reconnaissant une hormone considérée et réagissant avec elle. Mais, si l'on connaît maintenant, le site de reconnaissance et d'accrochage de l'hormone, le site « effectif » du récepteur est toujours inconnu : si le récepteur répond à l'information hormonale (ce qu'est le transfert vers le noyau), on ne sait pas encore, en termes moléculaires, quel il la transforme ni à quel il la transfère.

En d'autres termes, si l'on sait que le complexe hormone-récepteur agit au niveau du noyau, on ne sait pas quel est le premier changement qu'il y provoque et, par conséquent, on ignore le type de molécule nucléaire qu'il aborde spécifiquement. Il est possible que les récepteurs que nous étudions ne soient en fait qu'un système de transport vers le récepteur réel, par exemple une protéine de liaison de haute affinité pour l'hormone qu'elle recevrait en fin de parcours.

Toutes ces restrictions n'empêchent pas de considérer que les récepteurs que nous avons décrits soient impliqués obligatoirement dans le mode d'action des hormones stéroïdes.

De nouveaux chapitres de la physiologie et de la pathologie

Sans qu'on puisse répondre complètement aux problèmes théoriques évoqués plus haut, les recherches récentes sur les récepteurs ont déjà permis d'ouvrir de nouveaux chapitres de physiologie et de pathologie cellulaires. L'étude fine des récepteurs, tant en France qu'aux Etats-Unis, laisse entrevoir, lorsqu'on en maîtrise le mécanisme, toute une série d'applications destinées à moduler, diversifier, l'action globale d'une hormone pour n'en retenir qu'un seul effet.

Un certain nombre d'expériences doivent encore être menées pour que l'on puisse répondre aux questions que pose la maîtrise moléculaire de l'action hormonale. Quand on observe l'ensemble coordonné des réponses cellulaires à une hormone, il se peut que cette dernière agisse par l'intermédiaire d'un seul récepteur, en quelque sorte un commutateur

À partir duquel se met en route l'ensemble coordonné des réponses, ou, au contraire, qu'il y ait plusieurs récepteurs, en quelque sorte en parallèle, auxquels l'hormone trait se lie simultanément pour déclencher des effets dont l'ensemble répondrait au phénomène global.

Plusieurs récepteurs pour plusieurs hormones dans une même cellule.

Nous avons pu observer récemment, en particulier en utilisant des cellules tumorales d'un type unique, qu'il pouvait y avoir des récepteurs différents pour une même hormone stéroïde dans une même cellule. Comme ces récepteurs ont des affinités différentes pour l'hormone, ce type d'observation pourrait expliquer des différences de sensibilité et des effets opposés, des réactions pharmacologiques connues de puis très longtemps quand ils observent que certaines réponses ne s'accroissent pas parallèlement à l'augmentation d'hormone.

Par exemple, après une phase de réponse de plus en plus intense quand augmente l'hormone, l'effet s'inverse, et devient négatif à des concentrations plus élevées : il est évident qu'un double système de récepteurs d'affinités différentes, et aux effets contrastés, peut rendre compte de tels phénomènes restés jusqu'alors inexplicables.

Réceptivité et contraception

On peut, enfin, tenir pour logique que la quantité variable d'un récepteur puisse expliquer des changements de réceptivité, c'est-à-dire de la capacité de réponse à l'hormone considérée.

Il était particulièrement tentant d'y penser pour des phénomènes physiologiques, cycliques pour le cycle oestral ou rapide-ment évolutifs comme la grossesse. Le premier, et le plus étudié, est celui des récepteurs utérins de la progestérone, une hormone ovarienne indispensable à la réussite d'une grossesse. Ils varient au cours du cycle, et cependant ils ne le font pas parallèlement à la concentration de l'hormone circulante, la progestérone. On peut d'ailleurs induire la synthèse des récepteurs utérins de la progestérone par les œstrogènes, ce qui se passe spontanément au cours du cycle oestral où la sécrétion de progestérone suit « naturellement » celle des œstrogènes, permettant, comme l'a classiquement démontré R. Courrier, une action largement amplifiée. Ainsi la base moléculaire d'une remarquable synergie endocrinienne pourrait bien avoir été élucidée.

De plus, on a pu mettre en évidence que le récepteur de la progestérone régresse au cours de la phase luteale du cycle qui s'accompagne d'une sécrétion de progestérone très importante. On a pu montrer aussi que l'hormone elle-même semblait inactiver ses propres récepteurs. Si cette inactivation n'est pas encore expliquée dans le détail, elle pourrait indiquer un phénomène de contrôle ultra-court très remarquable.

On peut, à partir de cette observation, proposer un type nouveau de contraception chez la femme, en cherchant à inactiver prématurément le récepteur de la progestérone aux alentours de l'ovulation et ainsi à intercepter l'établissement de la grossesse. Ce résultat pourrait être obtenu avec un produit physiologique, la pro-

gestérone, à des doses modestes et en exposant l'organisme une fois par mois, et contraire de la pilule actuellement utilisée. Une autre étude récente concerne les conditions de l'implantation de l'œuf dans l'utérus. Ce sont ici les effets de la progestérone sur les récepteurs de l'œuf, au cours d'expériences en quelque sorte symétriquement inversées des précédentes, qui indiquent d'importants effets de celle-ci sur ceux-là et peuvent ouvrir une nouvelle voie de recherche pour favoriser le déroulement de la grossesse.

L'étude de la réceptivité hormonale va prendre une grande importance en endocrinologie, s'ajoutant aux progrès considérables récents concernant la sécrétion, la distribution et le métabolisme des hormones.

On voit l'intérêt de ces recherches en cours, qui mènent sur des bases purement interrogatives, en arrivant aux applications pratiques. L'endocrinologie a souvent montré de tels exemples, peut-être parce que c'est un des domaines bio-médicaux qui s'analyse le mieux en termes physico-chimiques.

(*) Professeur à l'Université Paris-Sud et directeur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) l'unité de recherche sur le métabolisme des stéroïdes (hôpital de Bicêtre-Val-de-Marne).

(PUBLICITE)
ETES-VOUS
TRES INTELLIGENT (E) ?
Notre Assoc. (Col. 1961) regroupe les questions d'intelligence supérieures.
Demandez tests préliminaires à l'Intelligence de l'homme au service de l'homme
B.P. 114 - Paris (17e), en joignant 15 F pour frais d'envoi et de correction des tests.

UN ESPOIR EN PHARMACOLOGIE

La découverte de plusieurs récepteurs donc de plusieurs « effets » pour une même molécule devrait permettre, en intervenant au niveau de ces récepteurs, de ne faire agir que l'un d'entre eux à la fois. Deux sortes d'applications sont envisageables.

La suppression d'effets secondaires des médicaments. On a vu ci-contre que l'on pouvait dissocier les effets de deux hormones, un naturel et un synthétique, compte tenu des propriétés différentes des récepteurs présents dans la même cellule. Une extension de ce principe à la cas de l'utilisation des dérivés synthétiques des hormones doit permettre d'obtenir des composés qui, contrairement aux hormones naturelles, auront un effet sélectif.

Cela veut dire que les effets délétères parasites seront diminués ou éliminés et l'on sait combien ce problème est important pour l'utilisation des corticoïdes et des œstrogènes en particulier. L'existence de récepteurs différents dans différents organes, de son côté, permet également de prévoir des composés aux effets sélectifs et on devrait, par exemple, pouvoir dissocier les effets des hormones sexuelles sur certains comportements et sur les organes sexuels eux-mêmes.

La synergie et l'antagonisme des médicaments. Sur la base de l'exemple naturel du cycle oestral pendant lequel une hormone (œstrogène) induit la synthèse des récepteurs d'une autre hormone (progestérone), on comprend que l'on peut avec un composé favoriser l'action d'un deuxième composé. Les études sur le contrôle de la synthèse et de la dégradation des récepteurs permettent donc une recherche dirigée pour obtenir une synergie.

Il en est de même avec des composés qui dégradent les hormones ou qui agissent donc comme antagonistes. Pour ces derniers, d'ailleurs, d'autres voies de recherche au niveau des récepteurs indiquent la possibilité de bloquer la liaison ou l'effet de l'hormone naturelle.

LIVRES

POUR TOUS
LE TABAC - PHYSIOLOGIE - NOCIVITE - DESINTOXICATION, par le docteur F. J. Chico. Editions Marabout, 181 pages, 10 F.
Parlant des origines et composants du tabac, l'auteur, chimiste à l'INRA, décrit l'importance et les dangers du tabacisme et conclut en présentant brièvement les méthodes de désintoxication. Le minimum à savoir en la matière.

POUR LES MEDECINS
METHODOLOGIE EN PSYCHOPHARMACOLOGIE CLINIQUE, par le docteur Jackie Collard. Edition Masson et Cie, 213 pages, 30 F.
Un ouvrage technique où l'auteur, selon ses propres termes, tente la synthèse de la méthodologie en psychopharmacologie. Discipline encore jeune, qui évolue et se perfectionne de jour en jour.

REVUES

LA STERILITE, par Jean Cohen et Raoul Palmer. Les cahiers Saclay (numéro 28, décembre 1973). Revue destinée et distribuée uniquement au corps médical (écrite aux Laboratoires Saclay, 14, boulevard Richelieu, 92300 Boulogne-Malmaison).

Une étude globale et très claire des différentes causes de stérilité et des divers moyens qui s'offrent actuellement au médecin pour améliorer l'infertilité et proposer un traitement éventuel à ceux qui le consultent.

Les grandes lignes des aspects psychologiques de l'infertilité (rôle du gynécologue, facteurs psychologiques fondamentaux) sont également tracées dans ce document assorti de nombreux schémas et illustrations et complété par huit pages de bibliographie.

صلى الله عليه وسلم

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma L'amour aux Champs-Élysées

L'Alpha-Elysées, un nouveau « complexe cinématographique », ouvre le 4 septembre. A l'angle des Champs-Élysées et de la rue La Boétie, quatre salles permanentes de 10 heures du matin à 2 heures dans la nuit, climatisées, avec murs-bled foncé et moquette assortie, offrant respectivement 190, 148, 196 et 56 fauteuils orange.

Quatre salles réservées à Alpha-France, c'est-à-dire à la production appelée « érotique ». Francis Mischkind, fondateur et directeur de la firme, a été l'un des premiers à importer des films suédois, puis allemands, américains, etc. (une cinquantaine en trois ans, doublés en français par une équipe maison), traitant du seul aspect physique de l'amour. Alpha-France a également coproduit les *Charmelles*, les *Impures* et produit deux pour couples infidèles. Œuvres jusqu'ici distribuées dans le circuit traditionnel.

Amortis à 120 %

Il est vrai que, depuis trois ans, ce circuit est essentiellement érotique. Les films à caractère pornographique ne sont plus cantonnés dans ces petites salles poussiéreuses des boulevards et de Clignancy, où, à chaque entracte, une ouvrière bien blonde vaporise de la citronnelle, où les fauteuils défoncés avancent jusqu'à 6 ou 8 l'écran, où le va-et-vient permanent gêne à peine les spectateurs, de vieilles copies rayées montrant, à intervalles rapprochés, des dames dodues se livrer plus ou moins volontiers à la brutale étreinte du mâle.

La constante de ce type de cinéma est la supériorité masculine qui éclate à toutes les images. L'homme y étant toujours vu comme un amant fabuleux, ce qui doit être bien plaisant pour les spectateurs. Il n'est pas question de changer ce postulat, puisque les hommes composent la grande majorité du public.

Parfois, dit Hélène Meaulle, assistante de Francis Mischkind, on voit des femmes ensemble. En tout bien tout honneur. Elles n'ont pas venir seules, ni emmener un homme. On voit aussi des couples, surtout lorsque le mot existe dans le titre. « La tête, avec le matériel publicitaire, est l'élément le plus important pour le lancement d'un de ces films. Pour la publicité, nous sommes tenus, il y a un contrôle. Mais, il faut qu'un titre soit vraiment abordable pour ne pas être autorisé. » L'arrivée en masse et le succès des films étrangers dotés de titres appropriés : *Chaude les Tontons* ou les *Carottes* — ont encouragé les cinéastes français. Pendant le premier semestre 1974, sur quarante films, vingt-trois érotiques à faible budget (cinq ou dix fois moins qu'un

film « normal ») ont été tournés : ce sont des films immédiatement rentables. Généralement, ils s'amortissent à 120 % sur les seules recettes françaises. Deux ans après Paris, la province a suivi, avec une voracité propre à combler le retard.

« A Paris, dit Hélène Meaulle, les impures en sont à la quinzième semaine, grâce, il est vrai, aux cars espagnols qui traversent la frontière. A Paris, nous profitons du Salon, des expositions, de tout ce qui fait monter les gens. »

A Paris, les circuits traditionnels ne suffisent plus. Les Champs-Élysées se mettent au goût du jour. En dehors des films jouant sur l'érotisme, mais avec des ambitions esthétiques, sociales ou morales (les *Mille et Une Nuits*, *Contes immoraux*, *Grandes natures*, les *Val-séniens*), on peut voir les *Couples du bois de Boulogne* au Lord Byron, le Corps à ses raisons au Monty Carlo, « Q » au Mercury, et au Triomphe, *Emmanuelle* (vingt salles sur Paris et la banlieue, près d'un million d'entrées).

L'extraordinaire succès d'*Emmanuelle* rassure Francis Mischkind sur l'avenir de son entreprise. Car, si rien n'empêche le Mercury de remplacer par un western ou un policier un érotique qui ne marche pas, l'érotisme est la raison sociale d'Alpha-France. Et l'Alpha-Elysées est conçu pour écouler « directement du producteur au consommateur, donc aux moindres frais » les films Alpha-France.

Les habitués

Les spectateurs ? L'homme d'affaires qui fait un tour au Lord-Byron sur les 5 heures de l'après-midi vient chercher la même chose que le découvreur furtif qui rôde à Clignancy.

« C'est le même public d'habitue, de spécialistes. Pour tout dire, de voyeurs, avoue Hélène Meaulle. C'est le nôtre, nous voulons le garder, nous en avons besoin. Mais nous voudrions aussi élever le débat, attirer des gens plus exigeants. Alors, nous offrons des salles confortables, bien décorées, quatre films différenciés : Réves humides relève plutôt de la recherche. D'ailleurs, il sort dans deux salles d'art et d'essai, l'Elysée-Lincoln et au Quartier-Latin en version originale, c'est une référence. Jeux intimes, une comédie sentimentale, très jolie, avec une seule scène érotique, mais de toute beauté. L'initiation, une production de Carlo Ponti dans le style de Malicola, une comédie comme les Italiens savent en faire. Enfin, la Collectionneuse, qui pourrait sortir dans un circuit traditionnel. »

Différencier les films pour différencier le public et l'élargir, c'est

Expositions

(Suite de la première page.)

Les quelques deux cents affiches présentées participent de divers courants de l'art moderne depuis le cubisme et offrent des solutions graphiques très diverses d'un artiste à l'autre. On peut toutefois noter un trait commun à toutes les générations d'affichistes : l'absence de bavardage. Ce qui n'empêche pas ces affiches d'être parlantes, par symboles, par métaphores, par des images concises, comme la « Varsovie » de Trapkowski, datée de 1952, une des plus anciennes de l'exposition, où l'idée de la ville est évoquée par son nom écrit en toutes lettres dans un bloc de béton suspendu au crochet d'une grue.

Des images-chocs, il y en a beaucoup chez les principaux créateurs d'affiches depuis 1950 : chez Jan Lenica en particulier, qui, pour Wozzeck, a dessiné en camaïeu épais et concentré dans la page une exposition surréaliste, un chapeau melon plein de cervelle vermoulue.

Ces œuvres n'ont pas besoin du grand format ni d'un déploiement de couleurs pour être fortes. Les meilleures d'entre elles sont peut-être celles qui traitent le noir et le blanc, avec ou sans l'aide des

Les affiches polonaises

moyens photographiques. Les artistes ont su en tirer le meilleur parti — tenant compte sans doute de certaines données techniques comme la mauvaise qualité des encres, du papier, mais aussi parce que le noir et le blanc vont bien à l'expression du drame humain.

Loin de rassurer d'un sourire, beaucoup de ces affiches parlent, au-delà du thème traité, de l'homme d'aujourd'hui. C'est Julian Palka, par exemple, avec « Notre vingtième siècle », un collage de photos qui, en trois volets, fait de l'homme un matricule parmi d'autres matricules, une œuvre de 1965, qui trouverait sa place aujourd'hui dans une biennale de jeunes aux côtés des conceptuels.

La photographie, logique pour les affiches de cinéma, n'est jamais utilisée à des fins réalistes, jamais de manière narrative, pas plus que les images peintes d'ailleurs. Elle intervient toujours sous forme de montage chez Wojciech Zamecznik, notamment pour l'affiche du « Train de nuit ». Mais c'est avec Roman Cieleszewicz qu'elle devient un moyen d'expression par excellence. L'artiste, qui vit à Paris depuis dix ans, multiplie les recherches de trame, de grain, de contrastes, poussant ses blancs et ses noirs, jouant sur des effets de flou et d'arêtes vives,

autour de visages humains mutilés, déformés par l'ascamotage de la partie centrale, les réduisant à l'état de cyclopes.

A l'opposé de ces images sombres se situe une tout autre production pleine d'humour, de fantaisie, de gentillesse, affiches parfois un peu naïves, parfois très ironiques, qui font penser au meilleur de la production des pays de l'Est dans le domaine du dessin d'animation. Ce sont celles d'Eryk Lipinski, de Henryk Tomaszewski, et de beaucoup d'autres, réalisées pour des spectacles de cirque.

Des « personnalités » s'imposent enfin, qui font œuvre à part. C'est le cas de Franciszek Starowieyski, avec des affiches d'inspiration surréaliste, des images macabres qui soumettent le crâne humain, souvent rongé par la vermine, à diverses métamorphoses. Chez les plus jeunes on peut reconnaître aisément l'influence des courants picturaux actuels, celle du pop art, de l'op art, ou d'une abstraction sobre et froide. Leur production est peut-être un peu moins bonne que celle de leurs aînés.

On pourrait cependant s'estimer heureux de voir leurs affiches placardées sur nos murs.

GENEVIEVE BREERETTE.

Une splendeur dans votre bibliothèque qui sera le signe de votre bon goût...



Finesse de burin
jamais égalée



Jean-Baptiste Oudry a achevé la gravure de ses 275 illustrations claustrées 3 mois durant aux Tuileries par le Roi, excédé par sa paresse et sa vie dissolue. L'ouvrage comporte en plus 4 frontispices et 52 culs-de-lampe d'époque.

Chez vous : les 275 gravures originales* de J.-B. Oudry (1686-1755) illustrant les Fables de M. de la Fontaine

Vous procurerez beaucoup de plaisir à vos amis qui prendront en main, chez vous, ces splendides ouvrages richement reliés, superbement illustrés (1). Véritable œuvre d'art, belle réussite de l'édition française avec ses 275 gravures originales en taille douce du premier peintre animalier

du temps : Jean-Baptiste Oudry. Édition de haut prestige par la richesse de sa reliure, exactement celle qui habillait les exemplaires offerts par le Roi à Madame de Pompadour : les armes de la divine marquise, le fameux blason en forme de cœur aux trois tours crénelées, ainsi que les principaux animaux des Fables.

Un prix à n'y pas croire...

Pour une édition de cette classe iconographique, de cette richesse bibliophilique, les prix ont été « tirés » au plus juste et ce sont les Amateurs avertis qui en bénéficieront : 48 F par tome... Une dépense absolument dérisoire eu égard à la rareté de l'ouvrage.

bout de 8 jours vous avez la liberté de nous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine, à nos frais. Ou bien, conquis, vous le gardez et réglez 48 F seulement (+ 2,85 F de port) et les trois autres tomes vous parviendront, un chaque mois, au même prix.

Un honnête homme du XX^e siècle sera fier et un peu orgueilleux de posséder chez lui une œuvre aussi prestigieuse qui lui fera honneur.

(1) Note de Monsieur Jean de Bonnet. Certains Amis de Jean de Bonnet pourront s'étonner de trouver la présente information dans la presse. C'est que l'augmentation des tarifs et les nouvelles conditions postales ne permettent plus d'informer individuellement et par la Poste chacun d'entre vous comme j'ai pu le faire jusqu'alors. Veuillez ne pas m'en tenir rigueur et trouver ici mon message.

(*) Nous garantissons que nos illustrations sont tirées directement sur les gravures originales de J.-B. Oudry. Quatre volumes de 528 pages environ in-octavo royal 14 x 21 cm. Reliure dans une seule pièce de peau de monton de pays, couleur vermillon, grain d'Angleterre (sans aucune couture, ni joint). Plats et dos décorés à la feuille d'or 22 carats. Papier chiffon naturel vergé sur forme ronde et filigrané « aux canons ». Pages de garde Ingres vergé à la forme, bleu roi, aux lys de France, poudrés à l'or.

« Je suis curieux de voir ce tome 1 »

(sans engagement)

Nom Prénom

Adresse complète

Code Postal

Signature (Signature des parents ou du tuteur si le souscripteur est mineur)

Envoyez ce bon à : Jean de Bonnet, 7 rue du Faubourg St-Honoré-75392 PARIS CEDEX 08

Lettres

UN LIVRE

Les œuvres complètes
de Marceline Desbordes-Valmore

Une voix qui marque Baudelaire et Aragon

Curieuse destinée que celle de cette œuvre féconde (1), qui marque des générations de poètes, et dont ne paraît qu'aujourd'hui une édition en tout satisfaisante. Certes, divers éditeurs de qualité avaient, hier, tenté d'en donner une version conforme et définitive, mais leurs projets échouèrent ou tournèrent court. M. Bertrand a eu la longue patience de rassembler à la fois les recueils publiés par Marceline Desbordes-Valmore et les pièces éparses au gré des keepsakes et des albums. Ajoutons que les variantes et les modifications de tous genres ont été soigneusement relevées par l'éditeur, et produites en notes. Si bien qu'il est désormais possible et loisible de lire tout Desbordes-Valmore. Il y a là l'expression d'une voix unique dans nos lettres, et qui marque Baudelaire aussi bien que Verlaine; Breton comme Aragon.

D'elle, qui monta sur les planches au sortir de l'enfance, on peut assurément dire qu'elle n'a jamais appris à écrire. Elle ne connaissait de l'art des vers que les médiocres productions du théâtre d'alors. Elle se confie à Sainte-Beuve : « J'ai essayé d'écrire sans avoir rien lu ni rien appris. » Mais elle se règle sur la musique, sur Schubert et les lieder allemands, dont elle a la tête et la mémoire emplies. Son génie, c'est qu'elle échappe, dès ses premiers pas en poésie, à la naïveté un peu bien niaise qui la guettait. Elle cherche assidûment à accorder les mots à ses pensées, et, du coup, se débarrasse des modèles et des modes. Le po-

thétique qu'elle dit dans ses poèmes est son poétique propre. Sa maladresse devient admirable : elle découvre, sans le savoir, bien avant Verlaine, les vertus de l'imprécis. De l'alexandrin des Élégies, elle passe aux mètres brefs :

L'âme doit courir
Comme une eau limpide;
L'âme doit courir,
Aimer ! et mourir...

So vite déchirée et déchirante la rapproche des humbles et des révoltés. « Elle avait, juge Sainte-Beuve, le cœur libéral, populaire, voué à tous les opprimés. » Et ce chant « politique » qui est dans son ouvrage éclate avec une force et une humanité dont on connaît peu d'exemples. Elle a vu les insurgés de 1830 et de 1831, à Lyon; le peuple levé en 1848. Elle a vu se remplir les prisons. Elle se dévoue pour les captifs, ne ménageant pas sa peine. Mais, également, elle dit dans des vers brûlants et rauques de colère la justice revendiquée et la révolte sociale.

Grâce à ces deux tomes, qui nous offrent, enfin, tous les textes poétiques, il est à souhaiter que Marceline Desbordes-Valmore connaisse aujourd'hui ce que Baudelaire disait être sa récompense : « Une gloire que nous croyons aussi solide que celle des artistes parfaits. »

HUBERT JUIN.

(1) Les Œuvres poétiques de Marceline Desbordes-Valmore. Édition complète, établie et commentée par M. Bertrand, 287 pages en deux tomes. Presses universitaires de Grenoble. 45 F.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur textile grande école

Notre division VERRE TEXTILE fabrique et commercialise sous la marque VETROTEX des fibres de verre utilisées en particulier comme armature des matériaux plastiques. Notre Groupe en est le deuxième producteur mondial et cette activité progresse de 15 % par an.

Notre usine de CHAMBERY, 1.500 personnes, connaît une expansion rapide et souterraine (20 millions d'investissements en moyenne/an, 30 % produits nouveaux tous les 3 ans).

Notre processus de production fait largement appel à des techniques de l'industrie textile, et nous recherchons un ingénieur de haut niveau (type ECP) apportant 3 ou 4 ans d'expérience de cette industrie : filature, moulage, retordage. Nous le formerons aux aspects techniques spécifiques de notre industrie, pour lui permettre d'occuper à terme la responsabilité complète d'un service de notre usine.

Ecrire sous référence 435
SAINT-GOBAIN INDUSTRIES
SERVICE EMPLOI-FORMATION
62, Boulevard Victor-Hugo
92209 NEUILLY-SUR-SEINE

SAINT-GOBAIN INDUSTRIES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Produits Chimiques et Pharmaceutiques

RÉGION EST

recherche
1) Pour Service Entretien :

INGÉNIEUR
Électromécanicien
Diplômé d'Enseignement Supérieur

2) Pour Service Énergie : Centrale thermique
E. P. production d'électricité, d'eau, de froid
et d'air comprimé.

INGÉNIEUR

Diplômé en Électricité ou de l'École Nationale
Supérieure du Génie Maritime.

Ces postes requièrent : âge minimum 35 ans,
quelques années d'exp. dans fonction similaire.
BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND
Envoyer C.V., photo et prétentions au réf. 7.435 &

organisation et publicité

SEDIS (GROUPE PEUGEOT)

1300 pers. - 120 MF
EXPANSION : 20 % L'AN
N° 1 - FRANCE - N° 2 EUROPE
EN CHAINES MÉCANIQUES TOUTES TYPES
CETTE ENTREPRISE PERFORMANTE
(25 % A L'EXPORTATION) recrute

2 JEUNES INGÉNIEURS

T.N. - ÉQUIPEMENTS
MÉTHODES-ENTRETIEN

ou POSTES DE RESPONSABILITÉS comm. L'EX-
TENSION DES MOYENS DE PRODUCTION DE
2 USINES EN FRANCE et, pour l'un d'eux, d'une
FILIALE AU PORTUGAL.

• INGÉNIEUR diplômé, dominante MÉCANIQUE
(A.M., ENSI, Éligeur, Violet, CNAM...) ou
équivalent. ANGLAIS très souhaité.
• EXPÉRIENCE (2/3 ans) en USINE ou chan-
dières : MÉTHODES, T.N., ÉQUIPEMENTS
particulièrement appréciés.
• RÉSIDENCE : un poste dans l'ISÈRE (près
GRENOBLE), l'autre à TROYES.

Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et phot.
au réf. 2080 à

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

Entreprise grande ville NORD-EST
cherche pour son USINE

INGÉNIEUR CHIMISTE

NANCY
de préférence
MÊME DÉBUTANT

— Possibilités logement.
— Rémunération intéressante.

Adresser curriculum vitae manuscrit à n° 68.983,
CONTESSE Paul, av. Opéra, PARIS-16, qui se.

POSTE A CRÉER DIRECTION de PERSONNEL

90.000 F +

Société Industrielle de 1100 personnes — dont 950 sont affectées à la production — nous faisons partie d'un groupe multinationnel. Nous avons un bon climat social.
Nos projets de développement, concrétisés par des plans à cinq ans, sont ambitieux et leur réalisation est liée à la qualité de nos effectifs.
Notre directeur de personnel dépendra du directeur général. Il sera intégré dans une équipe jeune, de fort potentiel, il sera l'animateur de notre politique sociale.
Conseiller de la hiérarchie en matière de gestion des personnels, il sera étroitement associé à notre développement en participant à la sélection, à la définition des fonctions, aux études de postes et à l'évaluation permanente des hommes dans son service assurera la formation et encouragera les promotions. Il aura à mettre en place les moyens d'une gestion prévisionnelle efficace.
Ayant décidé de passer la paye du personnel sur ordinateur, nous lui demanderons d'intervenir au niveau des problèmes de classification liés à cette opération.
Nous recherchons pour occuper cette fonction, un homme jeune — trente-deux ans minimum — de formation supérieure et de personnalité affirmée, ayant une expérience d'au moins cinq ans de gestion d'effectifs Industriels.
Nous sommes installés dans l'Ouest à proximité d'une grande ville universitaire.

sélé
CÉCOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence M. 71341.
Discrétion garantie.
33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

FONCTION MARKETING

Notre Société jouit d'une notoriété certaine (filiale d'un groupe international).
Notre effectif est de 200 personnes.

Nous voulons développer nos activités et avons mis au point un nouveau produit.

VOULEZ-VOUS EN DEVENIR LE RESPONSABLE ?

Vous assurerez sa commercialisation sur le marché européen : recherche de clientèle, études critiques, prospection et négociation auprès d'importantes sociétés, etc.

Vous aurez toute votre autonomie d'action.

Vous serez l'Adjoint du Directeur Général et serez intégré à une équipe de direction jeune (moyenne d'âge : 33 ans).

Ayant fait vos preuves, vous deviendrez rapidement le titulaire de la fonction marketing de notre entreprise.

Au départ ce poste de cadre est payé par fixe important et intéressement sur objectifs. Il nécessite des déplacements fréquents et une résidence future dans le département du Haut-Rhin.

Formation requise : Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent - 1.M.M. - Expérience professionnelle commerciale d'au moins 3 ans - Pratique courante de l'Allemand - Anglais souhaité.

Adresser C.V. détaillé + photo sous réf. 1.827 à notre Conseil :

MANAGING 30, avenue de la Paix, 67000 STRASBOURG.

GROUPE INDUSTRIEL

DIRECTEUR REGIONAL

MATERIAUX de CONSTRUCTION

• Formation souhaitée : Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Commerciales
• Localisation : Proche de ville universitaire de l'Ouest.

Encore jeune, son expérience professionnelle dans l'industrie ou les Travaux Publics aura révélé des qualités de dynamisme et de contacts humains.

Après une période de formation, il bénéficiera d'une large délégation pour la production et la vente dans le secteur géographique dont il sera responsable.

La rémunération ne sera pas inférieure à 100.000 F

Envoyer C.V. et photo sous réf. 43638 à Havas Contact, 186 bd Haussmann, 75008 Paris

GRANDE BANQUE REGIONALE

(N. NORD PARIS)
recherche
pour son DÉPARTEMENT COLLECTIVITÉS

UN JEUNE CADRE

Responsable d'un groupe de sociétés industrielles ou commerciales clientes.

Il sera chargé de contrôler leur gestion économique, financière, comptable et d'apprécier les risques de leurs engagements dans un esprit de conseil et de services.

Le candidat doit avoir une formation supérieure de type SUP de CO, Sciences ECO, AGRI et être attiré par les contacts à haut niveau.

Une expérience professionnelle bien qu'elle ne soit pas indispensable serait appréciée.

Adresser Candidature, CV, et photo sous réf. 914 à AGRICONSEL 21 rue du Rocher - 75008 PARIS

HESSTON ROCHLAND S.A.

65220 Coex
Société en pleine Expansion
« Usine à la Campagne »
15 Kms de la Mer
30 Kms des Sables d'Olonne
Restaurant d'Entreprise
Transport gratuit assuré

recherche
CHEF
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Expert Comptable si possible,
chargé de superviser la Comptabilité
budgétaire, analytique et financière.
Anglais indispensable.
Envoyer CV, Photo et Prétentions
sous référence : 11012

CHEF COMPTABILITÉ
(ANALYTIQUE et GÉNÉRALE)

Très bon Comptable, chargé plus
particulièrement du contrôle du
Budget. Anglais indispensable.
Envoyer CV, Photo et Prétentions
sous référence : 11013

Ecrire s/réf. respectives à :
ROCHLAND S.A.
65220 COEX

Importante société française (1.800 personnes)
d'instruments de technique avancée dans le
domaine des convertisseurs hydrauliques et des
instruments de précision et d'optique recherche
pour son établissement industriel de
CHATEAUDUN (28) - (600 personnes)

INGÉNIEUR

Diplômé A.M. ou équivalent

Après quelques années d'expérience pour s'intégrer à l'équipe de Direction, sera chargé particulièrement du lancement des instruments nouveaux, de la mise au point technique en atelier, des méthodes techniques de travail, des investissements, des prix de revient, de l'adaptation des outillages, de la définition technique des approvisionnements, etc.

Poste d'avenir pour candidats de valeur.
Discrétion garantie. Logement assuré.

Adresser curriculum vitae et photo à SOPELEM,
Route de Jallais - 28200 CHATEAUDUN.

POUR SA CELLULE GESTION le C.T. DE NANTES

UN CONSEILLER DE GESTION

8 ans minimum dans une fonction
similaire, si possible dans le secteur de la
fonction publique.

• Ingénieur ou diplômé Supélec Co.,
• ESSEC ou Universitaire,
• Spécialiste du contrôle de gestion,
• Organisation et méthodes,
• Connaissance en informatique.

Le candidat devra être un homme
d'action ayant le goût du travail en
équipe, possédant un esprit critique et
méthodique, le goût de la pédagogie et
des contacts humains.

Adresser CV et lettre manuscrite au
C.T. DE NANTES
B.P. 1060 - 44036 NANTES CEDEX

ingénieurs électro- mécaniciens LYON

Une société française de construction électrique, membre d'un
puissant groupe international recherche pour une de ses usines
spécialisée dans la fabrication des moteurs :

1) UN INGÉNIEUR MÉTHODES-INDUSTRIALISATION

(A. et M., ECAM, ENSI, etc.)
pour étudier la mise en place de moyens optimaux pour la fabrication
de moteurs, concevoir les schémas techniques et suivre l'indus-
trialisation. (Réf. 104/10)

2) UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour assurer un appel technique au réseau de vente, établir en
clientèle des projets d'installations pour des assemblés importants
(ex. équipement moteurs d'un camion de remorque) et suivre les
commandes. En plus d'une formation d'ingénieur, il est indis-
pensable pour ce poste d'avoir une première expérience com-
merciale dans la préparation de devis. (Réf. 105/10)

L'appartenance à un groupe important peut permettre d'enrichir
des carrières élargies. La connaissance de l'allemand serait un
atout.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle
sous les références 104/10 et 105/10.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75005 Paris (membre de l'ANCCRP)

DEUTS & GELDERMANN

Maison de Champagne (Epernay)
nous a chargés de la recherche de son :

DIRECTEUR COMMERCIAL

Responsable devant le P.D.G. de l'élaboration, la
réalisation et l'application de la politique com-
merciale s'attachant au développement qualitatif de
l'image de marque pour l'interaction sur la pro-
duction quantitative, et ce, tant en France qu'à
l'étranger.

Poste : 50 % actif - 50 % sédentaire.
Mini 28 ans : c'est un universitaire HEC, ESSEC,
ESC ou équivalent ou autodidacte.

Il est indispensable d'avoir une expérience de 2 ans
mini dans Direction ou animation commerciale
d'un produit de luxe.

C'est un jeune loup dont l'agressivité et le mor-
dant front de pair avec l'aspect de l'équipe de
Direction.

Anglais impératif.

Adresser C.V. man. et dét. avec photo et salaire
actuel à :

MORENO CONSEIL REP. DG
17, r. Courmeaux, 51080 REIMS CEDEX.

EATON

Eaton s.a.m. Monaco

recherche un jeune

cadre comptable

Avt une bonne connaissance de l'Anglais,
des procédures américaines, et une for-
mation lui permettant d'accéder plus
tard à une position supérieure dans le
secteur financier.

Sa première responsabilité sera dans la
comptabilité industrielle.

(cost accounting, système par standard).

Envoyer C.V. réf. photo et prêt. à

M. LE DIRECTEUR DU PERSONNEL

Eaton s.a.m.

B.P. 84 - MC-MONACO

ADMINISTRATION COMMERCIALE

Une Entreprise de 100 personnes, fabricant et com-
mercialisant des luminaires auprès d'une clientèle de reven-
deurs recherche un Cadre confirmé (20 ans minimum)

ayant une solide expérience de l'administration des Ventes
(traitement des commandes, en relation avec la produc-
tion, gestion des ventes et suivi des représentants, etc.)
pour lui confier, auprès de la Direction :

— l'optimisation du traitement des commandes en in-
tervenant sur la politique de stocks ;
— l'optimisation du réseau de ventes (V.P.R. multicarte)
en élaborant une politique de vente.

La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Lieu de résidence : région orléanaise.
Logement assuré.
Rémunération : de l'ordre de 75.000 F/AN + prime.

sélé
CÉCOS

Étudier votre dossier au réf. M. 2079
Discrétion totale assurée.
33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

سكيا في الامم

صلى الله عليه وسلم

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche
pour son service informatique
TECHNICO-COMMERCIAUX

Il leur sera demandé :
— une formation supérieure ;
— une solide expérience d'exploitation de
tous supports informatiques ;
— d'être libéré des obligations militaires.

Il leur sera offert :
— un poste à Paris comportant de très
grands déplacements ;
— une rémunération intéressante ;
— de longues possibilités d'évolution ;
— les avantages d'une grande entreprise.
Rejoindre avec C.V. et prétentions.

Société Générale
Service organisation informatique
Référence BD 112, av. Kléber,
75016 PARIS.



HYPERMARCHES

AUCHAN

C.A. 1974: 170 milliards d'A.F., doublement de ce C.A. prévu d'ici à 1976
NOUS AVONS L'EXPANSION ! - IL NOUS MANQUE LES HOMMES !

Nous recherchons d'urgence :

2 cadres commerciaux expérimentés
et
4 jeunes cadres débutants

à qui nous demandons :

- un réel esprit d'entreprise doublé d'une volonté de s'intégrer rapidement dans une équipe dynamique et autonome ;
 - une capacité de diriger et d'animer des hommes de bon niveau.
- Nous leur offrons :
- la responsabilité totale d'une unité commerciale où ils auront la possibilité de s'épanouir et de se réaliser.

SI VOUS NE VOULEZ PAS ATTENDRE 10 ANS POUR AVOIR UN POSTE A TRES
GROSSES RESPONSABILITES, Ecrivez-NOUS

Adressez C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à : M. J.R. DUPREZ,
Direction hypermarchés AUCHAN - Avenue Joffre - 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS



THOMSON-CSF

recherche :

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Pour domaine en pleine expansion :
Prise de vues, traitement et présentation
d'images par tubes et dispositifs
opto-électroniques.

— Formation : Ecoles d'ingénieurs ;
— Anglais et expérience industrielle souhaitables.

Ces ingénieurs assurent en France et à l'étranger
la vente de nos produits avec clientèle hautement
qualifiée.

Adr. C.V. manuscrit, dét. ph. (ret.) et prétentions à
Madame DUBOIS - Service Embauche
4, rue Marie-Nikla - 75015 PARIS.

TEXUNION

Un des principaux Groupes
Textiles Européens

recherche un

CHEF DE VENTES

pour les pays de

l'EUROPE de l'EST

(COMECON)

Il sera responsable du développement des
ventes de tous les produits du Groupe
fabriqués pour l'habillement, la maison et
tous usages industriels.
Rattaché à la DIRECTION MARKETING,
il travaillera en étroite collaboration avec
chacun des Divisions opérationnelles.
Ce poste, situé à PARIS, requerra d'un
Candidat de 30 ans minimum, ayant
une expérience TEXTILE et d'excellentes
connaissances de l'ANGLAIS et de
l'ALLEMAND.
Il devra être diplomate, pouvoir agir seul
et digne de toute confiance.
Les voyages occuperont environ un tiers
de son temps.
Les dossiers de candidatures seront traités
confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
membres de l'ANICERP
service M. 623 70 rue de la Paix, 75002 Paris.

jeunes diplômés grandes écoles

Hommes ou Femmes
POLYTECHNIQUE, CENTRALE,
INSEE, HEC, ESSEC, etc.

Nous vous offrons, après STAGE et
FORMATION d'un an minimum
au siège de notre Société,
une carrière au sein de nos
différentes Directions, en France
ou éventuellement à l'étranger,
pouvant atteindre des responsabilités
de haut niveau.

La connaissance réelle d'une langue
étrangère serait un atout appréciable.

Ecrire avec CV manuscrit et photo
au Département recrutement,
33 rue Lafayette 75009 Paris.
**LES ASSURANCES
GÉNÉRALES DE
FRANCE**



RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT COMMERCIAL EMBOUITAGE

65 à 80.000 FIAN.

Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé de préférence,
ayant un réel talent d'animateur et de commercial.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement
au téléphone par information Carrière

S.V.P. 11.11
de 9 h à 18 h
ou en écrivant à :

un rendez-vous avec
candidats concernés.
Bâtiment : 353
37 rue de Gal Vay
75008 Paris

ADMINISTRATION TECHNIQUE

PARIS

recherche

CADRE COMPTABLE

CONFIRME

Pour participer au développement de
son système de comptabilité intégrée.

Ce poste peut convenir à un diplômé
de l'Enseignement Supérieur (I.E.C.,
I.S.E.C., B.S.C.P.) ayant acquis une
formation complémentaire (D.E.C.S.) et
une expérience professionnelle de 2 à
3 ans en organisation comptable ou à
un praticien confirmé pouvant justifier
de résultats professionnels.

Adressez C.V. détaillé et prétentions
sous Réf. N° 8322 à PUBLIPRESS
31, Boulevard Bonne-Nouvelle
75002 Paris Cedex 02

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

pour sa
DIVISION INFORMATIQUE
LE C.T. DE NANTES

recherche

un cadre administratif

s'intéressant à l'organisation et à la gestion
administrative et comptable pour être
responsable de la mise en place de programmes
informatiques.

un ingénieur système

expérimenté, diplômé école d'ingénieur ou
Université scientifique, connaissant systèmes
SIRIS 7-8, pour assurer une fonction d'assistance
technique.

PLUSIEURS

techniciens supérieurs

titulaires D.U.T. informatiques ou équivalent,
connaissant de préférence le système SIRIS 7-8.

Adressez C.V. et lettre manuscrite au
C.T. DE NANTES
B.P. 1060 - 44036 NANTES CEDEX.

Le Service « ENGINEERING EUROPE »
d'une importante entreprise multinationale

recherche

UN DESIGN ENGINEER

chargé de concevoir, adapter et/ou réceptionner des
produits électro-mécaniques de grande consommation
(moteurs électriques, pompes, soufflantes, etc.),
produits destinés aux marchés européens.

Le candidat doit très bien posséder la langue
anglaise.

La connaissance de l'allemand est souhaitée.

Une formation école d'ingénieur et 4 à 5 ans
d'expérience industrielle dans la conception et
l'adaptation des produits électro-mécaniques de
grande consommation sont souhaités.

Doit pouvoir planifier, motiver et contrôler le
travail d'un petit groupe de collaborateurs.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous N° 4704 à
SOPIC
67000 STRASBOURG, qui transmettra.

Adjoint commercial

de la Direction Générale

Gestionnaire du département commercial vous serez
responsable des études de marché pour préparer,
dans le cadre de la politique commerciale de la
Société, les méthodes et les conditions de mise en
œuvre des produits.

Vos produits : des machines de haute technicité
destinées à la fabrication de corps creux en matière
plastique par extrusion-soufflage et injection-soufflage,
ainsi que des machines auxiliaires à l'industrie
de la plastification et du conditionnement.

Ce poste vous est offert par un important groupe
français dans une de ses filiales de Province.

Vous devez être ingénieur et bien connaître une
technique de fabrication des emballages, la négo-
ciation des biens d'équipement, au moins une
langue étrangère (français préférentiel pour l'anglais
et le russe) et votre activité vous appellera à de
fréquentes déplacements, même à l'étranger.

Réponse et description assurées à titre lettre man.
+ CV + photo + rên. adressée à réf. 8/2561 à
Madame Veyron.

bernard Julhiet psycom
93, av. Cl. de Gaulle - 92000 Neuilly - membre de l'ANICERP

Parfums Christian Dior

en prévision de leur décentralisation à

ORLÉANS recherchent un

contrôleur

de gestion

Sous la direction du Secrétaire Général,
il sera chargé de mettre en place le système
de contrôle de gestion pour les activités
monétaires de la Société mère et filiales.

Il devra pouvoir justifier d'une solide
expérience au contrôle de gestion dans
une Société exportant des produits de Grande
Consommation, ainsi que de toutes connaissances
en Informatique.

Une formation Grande Ecole Commerciale
(I.E.C., ESSEC, INSEAD) sera appréciée.
ANGLAIS courant indispensable.
Age minimum souhaité : 25 ans.

Il exercera temporairement ses fonctions
à RUEIL-MALMAISON,
puis à ORLÉANS en Juin 1975.

Veuillez écrire sous référence M 5335 M
INTERCARRIERS
5, rue du Halder 75009 Paris

ETABLISSEMENT PUBLIC

recrute

pour LA BRETAGNE

UN GÉOLOGUE

Avant une expérience
industrielle confirmée
pour diriger une équipe
de géologie appliquée
orientée vers les problèmes
d'exploitation minière
sous-marine.

Formation Ingénieur
Grande Ecole ou Université
niveau Doctorat.

Ecrire avec curriculum vitae
à : 65.021 Contesse Publicité,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. 10, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. 10.

IMPORTANTE FIRME

INDUSTRIELLE DE LA

SOMME

recherche pour ses

activités transformation

matériaux plastiques

et de développement

Quelques

JEUNES INGENIEURS

DEBUTANTS

ou quelques années

d'expérience industrielle.

Envoyer C.V. manuscrit à

N° 65.021 Contesse Publicité,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. 10, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. 10.

Vous avez acquis une certaine

expérience de la pratique

bancaire.

Vous êtes diplômé titulaire

d'un diplôme d'études

supérieures : Doctorat, licence,
B.S.C., C.E.S.A., I.T.S.

Vous souhaitez une carrière

permettant de développer

vos connaissances en direction

un centre de perfectionnement,
et en assumant vous-même des

actions de formation.

Vous aimez en outre vous

intéresser à une équipe dynamique

de jeunes animateurs.

IMPORT. INSTITUTION

PARA-BANCAIRE

exerce ses activités dans

toute la France, recrutés

pour métropole provinciale :

RESPONSABLES

DE FORMATION

Il assurera la direction

et l'animation du centre

de formation de la région ;

Il sera appelé, sur le plan

national et régional,

à donner des séminaires :

— Opérations de banque.

— Comptabilité.

— Analyse et gestion

financières.

Description exhaustive

et réponses écrites : Ecrire à

N° 65.021, Contesse Publicité,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. 10.

UN ÉCONOMISTE

pour actions de formation et

d'assistance technique dans le

domaine financier et foncier de

l'urbanisme.

Licence Sciences Éco ou Droit

plus I.A.E.

5 ans d'expérience souhaitable

dans un emploi similaire

(O.R.E.A.A., sociétés d'économie

mixte).

Adresser C.V. et lettre manuscrite

au C.T. de Nantes, B.P. 1060,
44036 NANTES CEDEX.

Etablissement universitaire

Sud-Ouest recherche chargé

relations publiques expérimenté

devant aussi participer

enseignement de cette spécialité

central 3.500 F. mensuels.

Ecr. N° 7.034 « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-6.

Centre animation musicale

benefice de GRENOBLE

recrute d'urgence

professeur de piano et violon

Adresser candidature au N° 7.021

« le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

INDUSTRIELLE

CENTRE OUEST

recherche

INGÉNIEUR

DU DIRECTEUR

DE PRODUCTION

Formation A. M. ou simil.

Méthodique, précis, réaliste,

pouvant assurer à moyen terme

responsabilités importantes.

Promotion à poste haut niveau

si capable. Age 32 ans avec

quelques années d'expérience

industrielles.

Adr. C.V., photo et rémunérat.
dem. N° 66.029, Contesse Pub.,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. 10.

emplois

féminins

Importante Société recherche

pour TOULOUSE

Secrétaire de Direction

pour le Président-directeur

général.

Les candidates devront être

très disponibles, collaboratrices

de préférence, excellentes

présentation, langues allemande

et anglaise souhaitables.

Ecr. C.V. détaillé et présent. à

J'ANNONCES, 139 B.P. 150,
31003 TOULOUSE CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

INDUSTRIELLE

CENTRE OUEST

Recherche pour son

Président-directeur général

SECRÉTAIRE

DE DIRECTION

Expérimentée, haut niveau,

position cadre, rémunération

en rapport avec capacités.

Adr. C.V., photo et rémunérat.
dem. N° 66.029, Contesse Pub.,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. 10.

Cherchez l'efficacité efficace et

saie, 45 a. min. pr soigner

dans une très belle, de prestige

luxueuse bord de mer Méditer.

Ecr. N° 9.000 « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75002 Paris-6.

ECOLE SUPÉRIEURE

DE COMMERCE

ET D'ADMINISTRATION

DES ENTREPRISES

recherche

PROFESSEUR

DE MARKETING

L'aptitude pédagogique,

l'expérience professionnelle,

le niveau scientifique

détermineront la sélection.

offre

— Poste à mi-temps (2 jours

et demi par semaine).

— Rémunération intéressante.

Ecrire avec C.V. manuscrit, photo

à J.-M. LELOUP - ESCAE

42, r. J.-Jaures, 44000 POITIERS.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

futur dirigeant

Un des premiers groupes sucriers français - 10 établissements en France - 5000 personnes, C.A. 1400 Millions, souhaite engager un ingénieur débutant (C.E.P. ou Mines) dont l'objectif est de parvenir à des postes de direction d'unité d'exploitation ou de gestion de services centraux dans un délai de 10 ans. Sa formation sera assurée par des stages nombreux et par son affectation successive à des postes offrant une ouverture sur les différents aspects de l'activité d'une grande entreprise.

Deux postes de départ sont prévus :

1) à la Direction d'exploitation du groupe (1000 km de Paris par l'autoroute du Nord). Ce poste concerne l'établissement et le suivi des plans d'investissement et permet, par le biais des études économiques, de rentabilité, de R.D. et de programmation, d'acquiescer des compétences en matière économique et financière aussi bien que technique, et de se rendre aux rapports humains (travaux menés en collaboration avec les usines). Réf. 612/M

2) dans une unité située à 110 km de Paris par autoroute du Nord. Attaché au service exploitation, l'ingénieur engagé sera chargé de suivre les travaux de doublement de l'usine et acquiescer ainsi une bonne connaissance du fonctionnement d'une unité et des contacts entre les services. Réf. 613/M

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V.) seront adressées, en précisant le poste choisi :

a. et j. ourlin

CONSEILS DE DIRECTION
30, chemin de la Vallée
92200 WISSOUS

GROUPES MULTINATIONAUX

recherche pour ALGER

DIRECTEUR ADJOINT

capable d'assurer la gestion administrative et commerciale d'une société ainsi que l'ensemble des problèmes techniques et humains de l'usine.

Un ingénieur ou assimilé ayant une formation technique et une expérience de gestion serait particulièrement apprécié.

Logement et voiture assurés.

Ecrire lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et rémunération actuelle sous n° 1911 à : 35, rue de Valenciennes, PARIS (59°), J.R.P. qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE - PARIS 8°

recherche pour son siège social

UN CADRE ADMINISTRATIF de haut niveau

Pour diriger les services administratifs et de gestion des engagements. Il s'agit d'un poste de responsabilité nécessitant le sens du risque, des qualités d'organisation et une bonne aptitude au commandement. Le candidat doit justifier d'une très bonne expérience bancaire et de responsabilités antérieures au niveau sous-directeur.

Adresser C.V. et photo ss réf. DM 11 à AXIAL Publicité, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, qui trans. rapid. votre candidature.

Pour PARIS proche Porte Champerret

Importante Société recherche

A.T.3 A et B ELECTRONICIENS

pour son service technique études et projets.

Les candidats possédant une certaine expérience des automatismes industriels seront appréciés.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions s/réf. 3550 à Pierre Lichau S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

Importante Société Mécanique Générale

Chiffre d'affaires : 100 millions de F.

INGENIERES et REDUCTEURS

recherche pour Siège Social

INGENIEUR

ou CADRE TECHNICO-COMMERCE

— Expérience industrielle supérieure à deux ans.
— Anglais ou Allemand apprécié.
— Déplacements fréquents de courte durée.

Possibilité voiture.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions, rue Laidouze - B.P. 43 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

ingénieur en organisation

PARIS 55000 F/AN +

Ce poste est réservé à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant au moins 2 ans d'expérience dans une importante entreprise ou dans un cabinet spécialisé.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par information-Carrières SVP 11.11 de 9h à 18h, qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence : 389 37, rue du général Foy 75008 PARIS.

gestion, plans et développement du personnel

PARIS

Société Industrielle (Gère + 3 établissements) en expansion rapide (1 000 à 2 500 personnes en 3 ans) crée la fonction de Gestion des Ressources Humaines et cherche un responsable au Poste de Directeur Central du Personnel et des Relations Sociales. Pour lui confier la responsabilité de cette fonction, nous recherchons un

HOMME DE PERSONNEL

capable de passer en termes de stratégie de développement des hommes.

Il assurera la gestion prévisionnelle (hypothèses de recrutement) et de la gestion des emplois (évaluation) et de la gestion des hommes (appréciation). Il aura donc à concevoir et mettre en place un système d'évaluation et un système d'appréciation et devra prendre en charge l'éducation de la hiérarchie à ces procédures.

Il sera responsable de la Politique d'Emploi, d'Orientation-Formation et lui seront rattachés le service Emploi-Orientation et le service Formation.

Ce poste nécessite une expérience approfondie d'une gestion de personnel élaborée acquise dans une société importante de type industriel (500 ingénieurs) et une formation supérieure sanctionnée par un diplôme dans les domaines suivants : Psychologie ou Sciences de l'Homme.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V., photo en indiquant rémunération actuelle sous référence 41478 M, et :

CABINET ALAIN M. PRENANT

39, avenue Talma - 75008 Paris-Montparnasse

Société de services

RECRUTE

ADJOINT ADMINISTRATIF

en mesure d'assurer la Direction dans les diverses phases de la gestion. Ce poste comporte des responsabilités étendues, notamment en ce qui concerne :

- La gestion du personnel.
- Le contrôle financier et administratif des comptes.
- Le fonctionnement des bureaux à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

Universal (référence 258)

3, rue de Choiseul, 75002 PARIS, qui transmettra.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE

recherche pour son

DEPARTEMENT INFORMATIQUE de GESTION

ingénieurs commerciaux

Responsables de la vente de « Systèmes mini-informatiques »

- Ce poste exige :
- un goût et une connaissance de la négociation pour promouvoir des actions commerciales.
- Une parfaite connaissance des techniques de traitement de l'information dans le domaine de la mini-gestion.
- Une expérience professionnelle minimum de 3 ans.
- Une réelle volonté d'intégration au sein d'une équipe dynamique.
- Une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit.

- Nous vous proposons :
- Un stage de formation de 2 mois à l'étranger et un recyclage permanent.
- Une organisation très souple.
- Des responsabilités sectorielles importantes.

Adresser votre C.V. détaillé avec photo sous référence RCM2 au Responsable du Personnel.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Site - Cédex L. 225
94533 RUNGIS Tél. : 687-23-33

digital

PARIS

INGENIEUR ELECTRONICIEN OU ELECTROTECHNICIEN

- Responsable technique, il devra :
- assurer avec une petite équipe de 2 ingénieurs la conception (études de base) et la construction (dossiers techniques)
- participer à la définition des produits avec le Technico-Commercial ;
- prendre une part importante à la concrétisation des études.

Profil : — Ingénieur diplômé + une expérience dans l'électronique de puissance (redresseurs, convertisseurs, etc.).

Pour postuler, envoyer (lettre manuscrite, C.V., photo en indiquant prétentions sous réf. n° 325.450, RBOIS-VERMOREL 85 bis, r. Beaumour, Paris-20, qui tr.

LA BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

recherche

Jeunes gens libérés obligations militaires, diplômés H.E.C. - E.S.S.E.C. - I.E.P. Connaissances de Comptabilité et langues étrangères souhaitées

pour postes

ATTACHÉS DE DIRECTION

Préférence donnée à candidats actifs, dynamiques ayant une expérience commerciale.

Ecr. C.V. man., photo (rét.), à Mme CHABRIN, S.F.C.E., 21, boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

GRUPE COMMERCIAL FRANÇAIS

Chiffre d'affaires consolidé de 800 millions effectuant une part notable de son activité à l'étranger

recherche

CADRE DE FORT NIVEAU

CE COLLABORATEUR

AU SEIN DE LA DIRECTION DU GROUPE

renforcera l'équipe chargée de l'étude, de l'expansion et des affaires nouvelles.

Ce groupe, aux activités extrêmement diverses, a depuis 50 ans progressé d'une manière très souple et prépare de nouveaux investissements.

Les candidats devront justifier d'une expérience prouvant leur motivation pour un tel travail. 35 ans minimum.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 64.118

cabinet leconte

4, rue André Cochin, PARIS-16°

membre de l'ANERP

Nous sommes la filiale française d'une société multinationale implantée dans le monde entier, et notre croissance est enviable par nos concurrents. Voulez-vous être le

directeur de marketing

que nous souhaitons intégrer à notre équipe de Direction ?

L'homme que nous engagerons a au moins 32 ans et est diplômé de l'enseignement supérieur. Et surtout, c'est un vrai professionnel du marketing. Son expérience ? C'est celle du monde AGRICOLE ou VÉTÉRINAIRE, acquise dans l'une des industries auxiliaires de l'agriculture (engrais, machinisme agricole, ...). Enfin, il parle couramment l'anglais.

Nous lui proposerons, en collaboration avec les services concernés, tant en Europe qu'aux Etats Unis, de coordonner le lancement de nouveaux produits et de prendre en charge la promotion des produits existants. Bien entendu, les portes de notre organisation internationale seront ouvertes à un candidat d'envergure.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur dossier de candidature avec C.V. et photo à No 66.468 - CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Pétrole

Algérie

Tous les intéressés par une expatriation d'une durée limitée (à 3 ans) à Alger ou dans l'un des sites pétroliers algériens.

Vous voulez en retirer un profit tant sur le plan de votre évolution de carrière que sur celui des avantages financiers.

Vous pouvez faire valoir une expérience, soit dans des spécialités propres au pétrole (géologie, réservoirs, production), soit dans les spécialités : travaux de surface, mécanique, électricité, dessin industriel, etc.

Nous avons à pourvoir une Société française qui vous garantira l'ensemble de vos avantages (Sécurité Sociale, Retraite, Allocations Familiales...) les postes suivants :

- Ingénieur Réservoir,
- Ingénieur Production,
- Ingénieur Gisement,
- Ingénieur de Développement en Laboratoire,
- Ingénieur Completion Work Over,
- Ingénieur Piping,
- Ingénieur Process Génie Chimique,
- Ingénieur Etude de Puits,
- Géologue de Production,
- Ingénieur Projet,
- Ingénieur Chantier,
- Ingénieur Electricien,
- Ingénieur Mécanicien,
- Ingénieur Travaux Neufs ou Génie Civil,
- Technicien de Télécommunication.

Ecrivez-nous sous référence 79141, en précisant la fonction qui vous intéresse et en joignant les Sociétés auxquelles vous ne désirez pas que votre dossier soit communiqué.



EUREQUIP

40, avenue du Président Wilson, 75116 Paris

50141

صكرا من الامل

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. - Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 16 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chef de service études et administration du personnel

PARIS

Société industrielle franco-anglaise en pleine expansion crée la fonction de **chef de service études et administration du personnel** qui sera directement rattachée au Directeur Général du Personnel.

Objectifs : concevoir, mettre en place et suivre les tableaux de bord du personnel, en particulier un système automatisé de gestion des rémunérations ; gérer et développer le Personnel Social, c'est-à-dire les aspects sociaux, administratifs et les aspects du Service Social, et assurer la responsabilité de la « banque des données », fichier central du personnel géré sur ordinateur, et suivre l'évolution de la législation sociale, et mettre en place les procédures de la Sécurité Sociale.

Moyens : Le candidat devra s'appuyer sur 2 sections pour mener ses tâches à bien : un Service d'études sociales, un Service d'administration.

Profil : Le candidat doit avoir : l'expérience du management des tableaux de bord de la fonction sociale, une formation et une expérience des statistiques, et une forte connaissance de l'analyse financière et comptable.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant référence actuelle sous réf. 14/11/74, à :

CABINET ALAIN H. PERENAT
20, avenue Tolma - 75000 Marne-la-Vallée

COMMERCE INTERNATIONAL UN POSTE D'AVENIR

Cette société, spécialisée dans l'exportation et le commerce international de produits agricoles, est présente sur tous les marchés du monde. Son développement est très important et nécessite la création de nouveaux postes.

Son Directeur Commercial veut adjoindre un homme en début de carrière, 25-35 ans, diplômé, ayant une formation commerciale et une expérience en vente, qui apportera le complément de formation nécessaire et lui permettra de prendre des responsabilités croissantes et de participer à la mise en œuvre et au suivi des opérations qu'il aura définies.

Leur activité étant menée en liaison étroite avec l'ensemble des services de la Société, l'expérience acquise rendra ces ingénieurs particulièrement à même d'évoluer par la suite, selon leurs goûts et leurs aptitudes vers d'autres fonctions : commerciales, techniques ou de gestion.

Les dossiers de candidature (C.V., photo, prétentions) doivent être adressés à : P. PEROD, Directeur du Personnel et des Relations Humaines, 120, avenue du Maréchal-Foch, 94015 CESTREIL.

PERNOD JEUNES DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(Grandes écoles d'ingénieurs et de Gestion par ex. : H.E.C. - E.N.S.E.T.A. - S.C. Sec. etc.)

Les ingénieurs de notre Service Organisation interviennent dans des domaines très divers : mise au point de circuits d'information, de procédures ; organisation et répartition des tâches, études techniques, etc.

Ils participent activement à la mise en œuvre et au suivi des opérations qu'ils ont définies.

Leur activité étant menée en liaison étroite avec l'ensemble des services de la Société, l'expérience acquise rendra ces ingénieurs particulièrement à même d'évoluer par la suite, selon leurs goûts et leurs aptitudes vers d'autres fonctions : commerciales, techniques ou de gestion.

Les dossiers de candidature (C.V., photo, prétentions) doivent être adressés à : P. PEROD, Directeur du Personnel et des Relations Humaines, 120, avenue du Maréchal-Foch, 94015 CESTREIL.

gestion des stages de formation continue

(Dirigeants, Cadres, Maîtrises)

Responsable de :

- l'élaboration de certains programmes (gestion de la production, gestion commerciale, informatique) en collaboration avec les animateurs,
- l'administration des stages (planning, relations avec les animateurs, les participants et les entreprises),
- l'édition et la diffusion des programmes.

Il doit avoir :

- la faculté de s'adapter rapidement à des activités multiples,
- le sens de l'organisation,
- l'aptitude au travail d'équipe,
- le goût de l'animation des groupes.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. détaillé) seront examinées avec toute la discrétion d'usage, sous la réf. 516. M. par :

a. et j. ourlin

ALSTHOM

Division « Transports Ferroviaires » recherche pour service électronique de MASSY - PALAISEAU :

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE

Quelques années d'expérience en automatique et contrôle de thyristors

UN AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIE

CONFIRMÉ

Adr. C.V. et prêt. en tél. au Service du Personnel, 38, avenue Kléber, PARIS (16^e) - 727-00-00.

SEFOP

7, RUE LINCOLN - PARIS 8^e

Ministre de l'ANCIEN

GROUPES SICO SODOM

Fabrication de pièces automobiles d'origine - Notoriété nationale et internationale - en pleine expansion recherche pour SURESNES :

CADRE ADMINISTRATIF

Adjoint à la Direction Générale

35 ans minimum, Haute potentialité (H.E.C., I.E.P., ESSEC, ESCP ou formation équivalente), ayant : l'expérience de la moyenne industrie, de préférence dans la transformation des métaux, connaissances confirmées en gestion, achats, comptabilité et commercial.

INGÉNIEUR

Adjoint à la Direction Générale

35 ans minimum, Technicien de grande qualité (grandes Ecoles Ingénieurs ou formation équivalente), ayant expérience confirmée dans le travail des métaux en feuille à différents niveaux : PROTOTYPES, B.E. METHODES, OUTILLAGES, FABRICATION.

Après informations et Stages dans les services, des Missions leur seront confiées par la Direction Générale en vue de les conduire respectivement à la Direction Administrative pour l'un et à la Direction Technique pour l'autre.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. détaillé et photo à : M. GLADINES - SICO - 44, rue Carnot 92150 Suresnes.

ingénieurs chimistes

Angle Indispensable 65 à 80 000 F/an.

La spécialisation des candidats orientera leur affectation soit à la division Produits Chimiques minéraux soit à la division Ammoniac et dérivés.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carière SVP 11.71 de 9h à 18h, ou par lettre, sous pli fermé, au service des candidatures, 37, rue de la République 75006 PARIS.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES BANLIEUE SUD-EST

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

1) POUR DIRIGER :

- Son service chargé des études techniques nouvelles,
- Son service d'approvisionnement, Expérience d'au moins 10 ans exigée.

2) POUR RENFORCER ses services d'études :

- Ingénieurs ayant une formation et une expérience en électronique associée à de l'électronique et soumise à un environnement sévère,
- Ingénieurs ayant une formation technique électronique, pour études en laboratoire,
- Ingénieurs ayant une formation en physique associée à l'électronique (capteurs microscopiques et optiques),
- Ingénieurs ayant une solide expérience en circuits logiques et petits systèmes.

TECHNICIENS IUT ou BTS

- Pour études de circuits en laboratoire,
- Pour expérimentation en physique.

Adresser curriculum vitae et photo à n° 65.792, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Un grand établissement financier français indépendant a aujourd'hui une activité importante de vente auprès du grand public de produits financiers.

Ceci par un réseau de plus de 150 collaborateurs. Le directeur de l'exploitation cherche pour le siège à NEUILLY, un

cadre, information et promotion des produits

Il réalise tous les messages, écrits ou audiovisuels, qui permettent à tous de connaître la vie de la société et de s'intégrer. Il participe au lancement des produits en élaborant et en présentant leur argumentaire, fiche technique, etc. Cette fonction d'avenir demande un jeune cadre commercial d'au moins 28 ans, ESCP, ou un jeune publicitaire ayant l'expérience de l'entreprise.

Les cadres intéressés adressent leur dossier de candidature (sous référence 2735 M) à J.E. LEYMARIE.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, rue Royale-75000 PARIS
membre de l'ANCP

ROWNTREE MACKINTOSH

Groupes International de Chocolaterie - Confiserie (Suresnes, Arles, Saint, Nuits, Moulins, Cholet, etc.)

recrute :

POUR PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT DE SON POTENTIEL INDUSTRIEL EN FRANCE

CHEF DE SERVICE PRODUCTION

Rattaché au Directeur de Production il lui sera confié la responsabilité complète d'un DÉPARTEMENT DE PRODUCTION SAISONNIÈRE AUTOMATISÉE (environ 10 personnes).

Nous recherchons un INGÉNIEUR qui devra :

- être âgé de 28 ans minimum
- justifier d'une expérience industrielle de 2-3 ans minimum à la tête d'un service de fabrication, produits alimentaires de consommation
- être capable de communiquer en anglais.

Ce poste est à pourvoir à NOISIEL (S.-et-M.) dans l'une des trois usines françaises du groupe.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à : Direction du Personnel ROWNTREE MACKINTOSH S.P. n° 12 - (77450) CHAMPS-SUR-MARNE.

NÉGOCE DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

(proche banlieue Est)

Filiale d'un groupe important en expansion rapide (30 % par an depuis plusieurs années), désire pour suivre sa progression et recherche le

CHEF DE DÉPOT

(ATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE)

capable de prendre en main et de faire progresser notre dépôt central (C.A. 15 millions).

Pour répondre à ce poste, il faut :

- Avoir 35 ans minimum ;
- Connaître parfaitement les produits du bâtiment (grus creux et second creux) ;
- Coordonner et développer l'action commerciale ;
- Avoir une gestionnaire avertie et dynamique (achats, stocks, transports) ;
- Animer une équipe de 50 personnes.

Nous offrons :

- Une large délégation du pouvoir de décision ;
- Une rémunération au moins égale à 60 000 F/an ;
- Des indemnités de déplacements.

Envoyer lettre manuscrite et photo sous réf. 7410 à P. LICHOUX S.A. 10, r. Lavoisier, 75008 Paris Cedex 02, qui transmettra. - Discrétion assurée.

Société spécialisée dans la construction de bâtiments et d'ouvrages d'art par éléments préfabriqués en béton

recherche pour son siège social implanté près de PARIS

LA Cie FRANÇAISE DES CONVOYEURS LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

offrent les postes suivants :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Expérience en automatique (manutention-levage), animation équipe dessinateurs, lancement, fabrication, Anglais, allemand souhaité.

PROJETEUR

et

INGÉNIEUR-ESTIMATEUR

Convoyeurs aériens et au sol Habitude du dessin, esprit d'analyse.

Adresser C.V. à M. P. MANHES, Chef du Personnel, 1, rue du Charlot-4^{or} - 75000 LAGNY. (DISCRETION ASSURÉE).

GROUPES MULTINATIONAUX DE PREMIÈRE IMPORTANCE

cherche

2 CADRES COMMERCIAUX

Désirant prendre la responsabilité de lancer (d'abord à PARIS) la vente de produits alimentaires de marques Européennes nouvelles sur le marché français.

Très larges possibilités d'avenir pour candidats de valeur.

PREMIER POSTE : (réf. 1021)

- PRODUITS : charcuterie et conserves de LUXE
- PROFIL : homme de terrain expérimenté, ayant travaillé et sachant s'adapter à toutes les situations, grandes surfaces, grossistes et surtout détaillants.

SECOND POSTE : (réf. 1022)

- PRODUITS : biscuits et conserves.
- PROFIL : homme jeune, expérience et goût de la vente, diplôme commercial apprécié, attitudes à la négociation avec des chaînes de magasins ou des grandes surfaces.

Envoyer C.V., photo et prêt. avec lettre man. à V.F.O. - 7, rue de Naples, 75008 PARIS en précisant réf. 1021 pour le premier poste et réf. 1022 pour le second.

C&C 3343

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE HAUTEMENT SPÉCIALISÉ, recherche

DEUX JEUNES MÉDECINS

(de préférence célibataires)

pour participer de façon active à la vie industrielle du Laboratoire en :

- Établissant et entretenant des liens personnels et des contacts permanents avec les médecins hospitaliers intéressés par la spécialisation du Laboratoire ;
- Implantant et suivant les essais cliniques ;
- Élaborant les plans promotionnels et d'information scientifique.

Résidence prévue l'une dans la région Nord ou Est, l'autre à Paris.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite, photo à : Mlle LEBER, 26, rue des Batignolles, 75017 PARIS.

1 ingénieur (réf. 5339A)

GRANDE ÉCOLE, ayant une bonne expérience dans le domaine de la construction des bâtiments et de l'entretien des ouvrages d'art.

Il devra superviser l'élaboration des plans-projets, réaliser les études d'exécution. Des contacts nombreux à tous niveaux sont à prévoir.

L'importance des responsabilités de cette fonction nécessite de grandes qualités de dynamisme, d'imagination, et de sens commercial.

2 ingénieurs (réf. 5339B)

DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR - spécialité construction.

Ils seront chargés de l'élaboration des projets et devront assurer les contacts techniques avec les architectes bureaux d'études, maîtres d'ouvrages, etc.

Ces postes permettent une évolution vers des fonctions de plus hautes responsabilités.

Adresser CV manuscrit en précisant la référence du poste choisi à plein emploi 118 rue Réaumur 2 Discrétion assurée.

Ordonnancement

130.000 F

Rattaché à la Direction Générale, vous repartirez la charge entre les ateliers et les sous-traitants (France et étranger) d'une filiale d'un important groupe sidérurgique français. Notre vocation internationale vous amènera à être un conseiller technique auprès des clients et fournisseurs français et étrangers.

Ingénieur (X, Centrale, AM, Mines...) vous avez cette double expérience ordonnancement et contacts internationaux en biens d'équipement (sidérurgie, pétrole, chimie...) vous avez un profil engineering de haut niveau. Plus de 35 ans, au moins l'anglais, le goût des voyages fréquents, et une rémunération dont le niveau ne posera pas de problème.

Nous traiterons confidentiellement votre dossier (lettre manuscrite et photo) et vous nous vous ramènerons de bien vouloir adresser à réf. B/2528 à Mme Verthe

bernard Julhiet psycom
53, av. Cl. de Gouffe - 92200 Neuilly membre de l'ANCP

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE

recherche

POUR SON SERVICE ADMINISTRATION DES VENTES

UN JEUNE RESPONSABLE DE SECTEUR

Formation de base (BACCALÉAAT GESTION) ou équivalent ;

- Un ou deux ans d'expérience administrative ;
- Parfaite connaissance de l'anglais.

Porte à pourvoir rapidement ;

- Conditions et avantages intéressants.

Rejoindre sous réf. 2.457 à P. LICHOUX S.A., 10, rue Lavoisier, 75008 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

offres d'emploi

100

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

BERNARD KRIEF SELECTION

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société de VENTURE CAPITAL
d'exercant sur des
Entreprises de taille humaine
recherche un

DIRECTEUR FINANCIER
d'EXPERIENCE COMPTABLE
pour des fonctions :
- d'audit en vue d'acquisition d'Entreprises,
- de mise en place de nouvelles méthodes de gestion,
- d'animation et coordination des services Administratifs et Financiers des sociétés contrôlées.

Ce poste conviendrait à un

Diplômé d'Etudes Supérieures
32 ans minimum, ayant une double expérience : Cabinet d'Expertise, et possible international, suivie d'une responsabilité hiérarchique de **CONTROLLER** exercée dans le cadre d'un Groupe.

La rémunération sera de l'ordre de 150.000 F. annuels.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPEMENT
membre de l'ANCERP
service M. 885 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

ASNIÈRES
IMPT SOCIÉTÉ MÉCANIQUE GÉNÉRALE
recherche pour son Département TURBINES

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

- Débutants ou ayant quelques années d'expérience.
- Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées.

Adresser C.V. manuscrit très complet et indiquant prétentions à : CAMPEREL - n° 802 - B.P. 37 75224 PARIS Cedex 17, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TELECOMMUNICATIONS
recherche :

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il devra posséder quelques années d'expérience dans le domaine de la TELEINFORMATIQUE.

Ce poste exige initiative, dynamisme et facilité de contact. Anglais courant. Lieu de travail : PARIS. Champ d'activité : METROPOLE.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 65596, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JEUNES CADRES COMMERCIAUX
Diplômés d'Etudes Supérieures Techniques ou Commerciales

Nous sommes une société internationale dont la vocation est l'assistance technique industrielle : ingénierie, travaux de montage, d'entretien et de maintenance. Pour maintenir et développer nos relations avec nos clients : des entreprises industrielles dans les secteurs les plus variés, nous disposons d'une force de vente dynamique et efficace.

Si vous avez le goût des responsabilités, un sens aigu du contact et de la diplomatie, si votre vocation est à la mesure de votre ambition, venez nous rejoindre. Le mode de rémunération que nous vous proposerons prendra en compte vos efforts et vos résultats.

Envoyez-nous sous référence 22.898/M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

IMPT SOCIÉTÉ MÉCANIQUE GÉNÉRALE
WORD OUEST DE PARIS
recherche pour son Département TURBINES

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

Ce poste conviendrait à un Ingénieur diplômé A.M. ou équivalent.

- Ayant 40 ans minimum.
- Une grande expérience en bureau d'études.

Il sera chargé sous l'autorité du Directeur Technique de diriger 30 à 40 Dessinateurs, de coordonner leurs travaux avec ceux des Ingénieurs du Service Technique.

Adresser C.V. manuscrit très complet et indiquant prétentions à : CAMPEREL - n° 802 - B.P. 37 75224 PARIS - Cedex 17, qui transmettra.

engineering de champ pétrolier

Notre société possède une longue expérience en ingénierie pétrolière. Son développement actuel l'amène à s'entourer de collaborateurs véritablement formés aux fonctions, capables d'apporter une réelle plus-value en matière d'innovation, tout aussi rattachés aux problèmes d'ingénierie pétrolière.

N. MINES, CENTRALE... vous avez au moins 35 ans, vous parlez bien l'anglais, vous appréciez d'être basé à PARIS en ayant à votre disposition fréquemment, services sous référence **EUREQUIP** et préférez le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que soit communiquée votre candidature.

EUREQUIP
40, av. du Président Wilson, 75116 Paris

BACHELIÈRE, BACHELIER
vous pouvez devenir

VISITEUR MÉDICAL

Renseignez-vous immédiatement auprès de :

L'ECNAV
Ecole Nationale de la Visite Médicale,
101, avenue Victor-Hugo - 92100 BOULOGNE.
Téléphone : 823-54-54.

Examen des candidatures : deuxième quinzaine de Septembre 1974.
Début de la session : 1^{er} Octobre 1974.

CABINET INTERNATIONAL
Plus de 12 000 personnes dans 30 pays, recherche, pour faire face à l'expansion de son activité

Conseil en Organisation

jeunes diplômés X, Centrale, H.E.C.

Libérés de leurs obligations militaires et ayant éventuellement un ou deux ans d'expérience maximum :

- Les candidats retenus recevront une formation permanente, principalement sous forme de cours et séminaires aux U.S.A.
- Ils auront de larges responsabilités dans la conception et la mise en place de systèmes avancés de planification et de gestion.
- Les perspectives de carrières sont exceptionnelles.

Adresser C.V. détaillé sous référence 7484 à :

Organisation et publicité
2, rue Daubigny - 75009 PARIS (CD) TRANSMETTRA

directeur de production
80 000 F+ Paris

LE MÉTALLIER, filiale française d'un très important groupe américain, groupe et commerciale des métaux en métal précieux destinés aux collecteurs G.A. - 20 M.

Nous recherchons un homme capable de diriger notre unité de production : plus de 400 personnes, 400 machines, son action s'exerce à l'intérieur d'un budget, il sera responsable de sa rentabilité.

Une expérience abondante acquise dans la hiérarchie ou dans la mécanique des métaux est nécessaire.

La connaissance de l'anglais serait un atout appréciable.

Envoyer C.V. photo récente et renseignements actuels sous référence 18007/M.

La sélection des candidatures est gérée par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton 75001 Paris (Membre de l'ANCERP)

UNE JEUNE BANQUE D'AFFAIRES, FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER FRANÇAIS, offre à

un chef de projet

la possibilité de devenir, à terme, l'adjoint du responsable du service informatique. Les applications sont développées en COBOL et exploitées sur un 370-145/DOS.

C'est un ingénieur ou un universitaire qui, en 3/4 ans, a acquis, soit dans une banque, soit dans une SSCI, une solide connaissance des techniques et l'expérience, par exemple, de la conduite d'un projet concernant le portefeuille effets.

Les Chefs de Projet intéressés adressent leur candidature (ss réf. 2718 M) à J. THILY, Carrières de l'informatique.

ALEXANDRE TICS.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP.

Importante Chaîne Hôtelière
recherche pour son siège social à PARIS

cadre financier

pour la gestion de sa trésorerie :

- gestion de la trésorerie des hôtels en exploitation,
- financement et suivi de la trésorerie des chantiers, études financières pour la recherche de capitaux.

Ce poste implique une formation supérieure et une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire (pas nécessairement dans une entreprise hôtelière).

Adresser C.V. détaillé sous référence 5308

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

Paris

INGÉNIEUR RESPONSABLE D'USINE

(A.M., I.C.A.M., I.D.N., etc.)

+ 5 ans d'expérience professionnelle pour montage et assemblage de matériels d'équipement électrique industriel.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, en indiquant rémun. actuelle, n° 825.237, Régie-Presses, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2^e, qui tr.

FILIALE INFORMATIQUE
D'UN IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES (Quartier SAINT-LAZARE PARIS)

RECHERCHE

ANALYSTES PROGRAMMEURS
2 à 3 ans d'expérience ou formation supérieure.

Pour participer à la mise en place d'applications de gestion sur un important système 370. Evolution vers le télétraitement.

Env. lettre manuscrite, C.V. + photo, traitement actuel et présent, ss réf. 2.256, GAUTRON Publicité, 20, rue Rodier, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE GÉNÉRALE
recherche pour son siège social à VELIZY

INGÉNIEUR

R.C.P., A.M. ou équivalent.
1 à 2 ans expérience.

Pour étude et chiffrage de matériels spéciaux et rationalisation des méthodes de chiffrage.

- Evolution de carrière très ouverte dans société en expansion ;
- Formation nécessaire assurée ;
- Langue étrangère appréciée.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. à : OFP-Consult, sous le n° 2.983, 13, rue d'Enghien, 75010 PARIS.

RATP
recherche

UN MÉDECIN DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Diplôme d'Hygiène Industrielle et de Médecine du Travail exigé.

Adr. les candidatures à la Direction du Personnel
B.P. 70-06, 75271 PARIS CEDEX 06

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE FRANÇAISE
recherche pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE

TRÉSORIER DEVOISES

chargé en fonction des nombreuses transactions de la Société avec l'étranger de :

- Tenir à jour la position par devises.
- Financer les besoins de trésorerie par débours.
- Déterminer toutes décisions nécessaires pour optimiser coûts et produits.

Convientrait à jeune diplômé ESC, EC, ECO, ayant 2 à 4 ans d'expérience bancaire dans Services Changes et Trésorerie.

Entrera dans une équipe accueillante et pourra développer sa compétence financière.

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 121.246,

Centre de Psychologie Appliquée
30, rue de Mogador - PARIS-9^e.

SKF
recherche pour son SERVICE QUALITE

un INGENIEUR

ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience dans l'industrie mécanique.

Après une période de formation, l'intéressé prendra la responsabilité du poste, sous l'autorité du Service Central.

A ce titre, il sera chargé de veiller à la conformité de la qualité des produits finis livrés par l'usine, et participera à l'étude des nouvelles méthodes de contrôle et aux recherches sur l'amélioration de la qualité.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions s/Péf 18/V au Service Central du Personnel BP 72 - 92140 CLAMART

GROUPE INDUSTRIEL
réputé pour la qualité de ses produits (Séas d'Equipement) offre :

DES POSTES D'AVENIR

à des

JEUNES INGENIEURS G.E.

ayant complété leur formation par une spécialisation MARKETING INDUSTRIEL

Envoyer C.V., prétentions et photo, n° 66.063, Contexte Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Important Groupe professionnel d'Assurances
recherche

JEUNE CADRE spécialiste en ORGANISATION

- possédant 2 ans d'expérience de la fonction,
- capable de participer à la mise en place des réformes de structures et des circuits administratifs et comptables d'une entreprise de 1.500 personnes,
- justifiant d'une bonne connaissance du contrôle de gestion.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : C.C.B. n° 5.327, 5 rue du Helder 75009 Paris.

Société Multinationale, spécialisée dans l'ELECTRONIQUE et l'ELECTROMECANIQUE
- 2500 personnes - recherche son

directeur études de marchés 65.000 F/an +

Les objectifs de croissance fixés (Chiffre des ventes multiplié par 2 en 5 ans) nécessitent le développement à moyen et long terme, de nouveaux produits.

Nous vous proposons d'aider nos différentes unités dans la recherche des marchés, de l'expansion, et de leur apporter un support efficace lors de l'établissement des cahiers des charges.

Vous êtes HEC, ESSEC... possédant une expérience effective de quelques années dans les études de marchés de biens industriels, enfin, vous êtes motivé par des négociations et des contacts internationaux nécessitant une bonne pratique de l'anglais.

alors, nous pensons que vous pouvez participer activement à notre croissance.

Ce poste se situe en très proche Banlieue Sud.

Merci d'envoyer votre C.V. au Scé 5285 à plein emploi 213, rue Réaumur Paris 2

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS RECH.

1 JEUNE INGENIEUR

DYNAMIQUE, possédant l'expérience de réalisation d'unités de stockage automatique pour gérer comme Ingénieur d'Ateliers les contrats en cours.

Langue anglaise souhaitée.

Env. C.V. + photo (réc) ss réf. 2.256, GAUTRON PUBLI., 20, rue Rodier, 75009 PARIS, qui trans.

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
recherche

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

ENREA - INSA - ISEN

ou équivalent pour laboratoires d'études

Adresser C.V. sous le n° 225 CE à C.O.P. 25, rue Cavendish, 75019 PARIS.

ENTREPRISE GÉNÉRALE BATIMENT ENTRETIEN
Activité : PARIS et BANLIEUE

cherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Adr. prétentions, détail disponibilité et curriculum vitae, sous n° T 059.354, discrétion assurée, à : REGIE-PRESSES, 85 bis, r. Réaumur, PARIS, qui tr.

سكيا في الامم

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE ET L'EUROPE

II. — Quelles perspectives ?

Par PHILIPPE LEMAITRE

Dans un premier article (« Le Monde », du 3 septembre), Philippe Lemaître a exposé les principaux obstacles qui s'opposent aujourd'hui à une relance véritable de la construction européenne en panne depuis deux ans : la crise économique, la méfiance américaine et l'attitude négative du gouvernement travailliste.

Que peut faire le gouvernement de Paris pour aller de l'avant dans les circonstances actuelles ? En juillet, le plan de relance français n'était pas prêt mais M. Sauvagnargues donnait déjà quelques premières indications devant le Parlement européen, puis devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il citait alors comme priorités le respect des engagements extérieurs, autrement dit l'achèvement des négociations engagées par la C.E.E. en vue de conclure des accords préférentiels, d'une part, avec les pays de la Méditerranée (Espagne, Israël, Algérie, Maroc, Tunisie et Malte), d'autre part, avec les quarante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la défense de l'acquis communautaire et la détermination d'une politique commune de l'énergie. En outre, la France proposera de rendre plus étroite la coopération politique. On s'attend aussi

qu'elle suggère quelques aménagements institutionnels. Reprenons un peu en détail les principaux points de cette ébauche de programme de relance.

Le renforcement de l'acquis communautaire. Préserver la libre circulation des produits industriels et le Marché commun agricole constitue en soi un objectif considérable. Combler les lacunes de l'Europe verte alors que l'inflation et la dépréciation de la monnaie sévissent de façon variable d'un État membre à l'autre ne sera pas commode, même si la politique agricole commune continue, par bonheur, à bénéficier d'une conjoncture internationale favorable caractérisée, pour plusieurs grands produits — céréales, sucre, riz — par des cours mondiaux supérieurs aux prix européens.

En fait, pour éviter le retour au cloisonnement des marchés, qui signifierait bien vite la dislocation de l'union douanière agricole et industrielle, l'essentiel est de faire en sorte que l'écart entre les situations économiques des différents pays ne se creuse de façon excessive et, dans le même esprit, d'empêcher que l'un ou l'autre des États membres ne se trouve accablé à la banqueroute.

Un emprunt communautaire

Pour maintenir un minimum d'homogénéité entre leurs économies, les ministres des finances réunis à Bruxelles le 15 juillet, se sont engagés à faire effort pour rendre plus effective et plus efficace la coordination de leur politique conjoncturelle. A cette fin, M. Fourcade a déjà annoncé que les ministres des finances se réuniraient désormais une fois par mois. Cette concertation renforcée, dont le but est de rendre les politiques économiques compatibles entre elles, ne constitue peut-être pas une forme spectaculaire et mobilisatrice de relance européenne. Mieux, avec détermination et continuité, ce qui ne s'est jamais passé jusqu'ici car les gouvernements se montraient peu disposés à accepter que les pays partenaires disposent d'un droit de regard dans leurs propres affaires, elle devrait permettre cependant d'atténuer un peu les différences existant entre les États membres. C'est là une œuvre de longue haleine ; elle n'est sans doute pas sans déceptions, mais elle est indispensable.

La seconde tâche est d'éviter qu'un État membre ne tombe en faillite : une catastrophe économique dans un des pays de la Communauté aurait toute chance d'être fatale à celle-ci. En fait, les Neuf, s'ils voulaient mettre à profit la situation de crise pour resserrer leurs liens et raffermir leur solidarité, pourraient concevoir en commun un plan de sauvetage destiné à bénéficier aux États membres les plus gravement menacés. C'est pour tirer ainsi parti des circonstances que la Commission a récemment proposé de lancer sur le marché international un grand emprunt communautaire dont le produit — autour de 5 milliards de dollars — serait mis à la disposition des États membres éprouvant les difficultés les plus vives, et en premier lieu

renouvellement par la C.E.E. du prêt de 1,8 milliard de dollars à l'Italie, qui vient à expiration en septembre, n'aurait pas du tout la même signification politique et psychologique — et, on son caractère communautaire sera très

Un exercice limité

De l'élaboration d'une politique énergétique commune, les Neuf parlent depuis longtemps, mais jusqu'ici sans succès. Le gouvernement français devrait faire preuve de qualités manœuvrières exemplaires pour arriver à des résultats concrets, car la situation se présente sous un jour très compliqué. Résumons-en brièvement les données : lors de la conférence qui a rassemblé les trois principaux pays consommateurs de pétrole, en février, à Washington, les Américains ont « cassé » les velléités manifestées, quelques semaines plus tôt à Copenhague, par les chefs d'État et de gouvernement des Neuf de doter la C.E.E. d'une politique commune de l'énergie. Selon Washington, les remèdes à la crise pétrolière doivent être recherchés par l'ensemble des pays consommateurs, sous la direction des États-Unis, et il ne peut, par conséquent, exister de voie européenne autonome, notamment pour négocier des arrangements avec les pays producteurs. La France, qui ne partageait pas ce point de vue, a refusé de participer aux travaux du « groupe des Douze » (des États-Unis, les Neuf, moins la France, le Japon et la Norvège) créé à la suite de la conférence de Washington. En juillet, M. Sauvagnargues a fait savoir qu'il admettait le programme de répartition du pétrole disponible en cas de crise, mis au point par ce « groupe des Douze » peu adapté aux besoins de la France et de la Communauté. Jusqu'à plus ample informé, notre pays reste donc à l'écart de l'opération conduite sous la houlette américaine. La première question est la suivante : les Neuf sont-ils en mesure d'entreprendre sérieusement une action d'envergure alors qu'ils restent divisés sur les modalités et les limites de la coopération énergétique avec les États-Unis ? Si d'aventure un compromis était trouvé pour régler ce problème des relations euro-américaines, il faudrait encore, pour pouvoir aller de l'avant, vaincre les réticences des Anglais. Ceci, confondant dans la richesse de leurs éléments de la mer du Nord, se montrait résolument hostile à la mise en place d'une politique commune dont ils craignent qu'elle serait inévitablement dirigiste et partagiste.

Vaincre de tels obstacles est-il possible ? On peut raisonnablement penser que le gouvernement français s'efforcera plutôt à les contourner. Comment ? En ne cherchant pas à imposer une voie que valait une coopération européenne qui se démarquerait de façon tranchée de la politique américaine et, aussi, en renonçant à des objectifs trop ambitieux. On pourrait, par exemple, se contenter de demander aux Neuf de s'engager à coopérer pour développer, de façon rationnelle et coordonnée, leur propre production énergétique : gaz, pétrole, énergie nucléaire, charbon. Mais on abandonnerait provisoirement l'idée — jugée pourtant jusqu'ici essentielle par Paris — de mettre en place une organisation commune du marché du pétrole impliquant l'harmonisation des prix et la surveillance de l'activité des compagnies. Il reste à savoir quelles seraient les vertus d'un exercice aussi limité.

Quant à la coopération politique et aux aménagements institutionnels, le ministre français des affaires étrangères ne manque pas une occasion d'en vanter les mérites, se félicitant notamment — même si l'exemple peut paraître mal choisi — de la position commune adoptée par les Neuf lors du déclenchement de la crise du pétrole. On s'attend, que Paris — faite de thèmes de relance plus concrets — propose d'intensifier cette concertation diplomatique. Cependant, en cette matière, encore bien peu explorée, les innovations peuvent-elles dépasser la procédure ?

Au reste, comment ne pas rester sceptique sur les chances à la suite de cette coopération politique si le dialogue euro-arabe, qui est pour l'instant son fruit le plus prestigieux, ne donne que des résultats médiocres ? L'hostilité bruyante des États-Unis et les réticences que celle-ci a provoquées, en écho, chez plusieurs États membres font que l'opération s'est engagée dans des conditions peu convaincantes. En effet, quel serait le sens d'un dialogue euro-arabe où l'on parle à peine de pétrole et de flux financiers ? La relance, en matière de coopération politique, ne devrait-elle pas surtout consister à faire en sorte que ce fameux dialogue ne tourne pas à la caricature ?

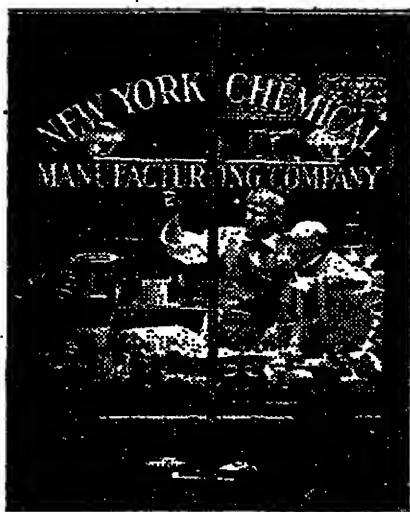
Le rôle du Parlement européen

Certains esprits vigilants, gaullistes et communistes, se sont préoccupés des propos tenus par M. Chirac, fin juillet, à Copenhague, sur l'appui que donnerait la France à d'éventuels transferts de souveraineté au profit des institutions de la Communauté. Ces réactions, notons-le, ne passent pas inaperçues. Car il est bien évident que la querelle du pouvoir suprême telle qu'elle se posait du temps du général de Gaulle et de Walter Hallstein, le premier président de la Commission, est dépassée. En vérité, l'activisme institutionnel, qui, répétons-le, correspond à une attitude anachronique, ne paraît guère guetter l'actualité gouvernementale française. Au reste, M. Sauvagnargues a indignement l'assemblée de Strasbourg qu'il était hostile à toute fuite en avant institutionnelle. Jadis, le gouvernement français réagissait de façon systématiquement négative à l'idée de réformes institutionnelles. M. Chirac, soucieux d'éliminer les sources de conflits inutiles et d'éviter, avec les gouvernements partenaires, à sembler-t-il, simplement tenu à faire comprendre que la France adopterait désormais une attitude plus modérée et, le cas échéant, ne ferait pas obstacle à des transferts de compétence si le développement d'une politique commune — énergétique, monétaire, industrielle — les rendait nécessaires. Quelles peuvent être les suites concrètes d'un tel état d'esprit au cours des prochains mois ? Sans doute modestes si, comme on peut le redouter, le cheminement des politiques communes demeure lent. Cependant, pour mettre fin à une telle querelle qui altère notamment la bonne harmonie des relations avec les Pays-Bas, Paris pourrait accepter de confier un rôle accru au Parlement européen.

Ce serait là un geste de bonne volonté, révélateur d'une diplomatie qui, ayant renoncé à l'interdit de ne pas imposer l'idée de la Communauté qui était la sienne depuis plus de dix ans, incline désormais à jouer la conciliation et la persuasion pour tenter, malgré tout, d'aller de l'avant. Il reste à savoir si cette diplomatie de l'accommodement peut permettre d'atteindre des résultats qui ne soient pas décevants. Il est permis d'en douter.

Quand vous saurez comment nous sommes devenus une grande banque internationale, notre nom ne vous étonnera plus.

Aujourd'hui, Chemical Bank est une des premières banques mondiales. Nous traitons avec plus de 80% des compagnies dont le chiffre d'affaires dépasse 2 milliards de dollars. Notre réseau mondial de services est si étendu que, quel que soit le champ d'activité de votre entreprise, nous sommes en mesure de vous apporter le soutien bancaire dont vous avez besoin. Mais, il y a 150 ans, nous n'étions même pas une banque. Nous étions la New York Chemical Manufacturing Company, située dans une zone rurale de Manhattan, appelée Greenwich Village.



Le passé de Chemical Bank.

Bien avant que nous ne soyons connus comme banque, nous étions déjà une entreprise d'hommes d'affaires. Un fabricant local de peinture, un pharmacien, et le propriétaire d'un grand magasin d'alimentation new-yorkais en furent les fondateurs. En 1824, nous introduisîmes une requête pour obtenir une licence bancaire. Un peu plus tard, le privilège nous fut accordé. Depuis lors, bien des choses ont changé. D'une part, nous ne fabriquons plus de produits chimiques. D'autre part, nous ne demandons plus à nos caissiers d'habiter au-dessus de la salle des coffres pour « garder au mieux les fonds de la banque ».

Le présent de Chemical Bank.

En 1917, nous occupions le 129ème rang dans la hiérarchie bancaire des États-Unis. Aujourd'hui, nous occupons la sixième place, et nous ne cessons de nous développer. En l'espace d'un an, nous avons ouvert de nouveaux bureaux à Beyrouth, Chicago, Milan, Djakarta, Singapour et dans les Iles Anglo-Normandes. A tout moment, nous approvisionnons les hommes d'affaires en énergie financière pour faire face à la demande toujours changeante du monde des affaires. Dans tous les domaines. Depuis le financement de produits et de projets dans les marchés en plein développement du Moyen- et de l'Extrême-Orient, jusqu'aux programmes spécialement conçus, comprenant le leasing ainsi que le financement commercial et industriel et le factoring.

L'avenir de Chemical Bank.

De nouveaux marchés se développent, et nous y jouerons un rôle encore plus important comme banque internationale. En renforçant notre position dans les principaux marchés du monde, en offrant un éventail toujours plus vaste de services financiers. En Europe et dans le monde entier.

Chemical Bank dans le monde.

Succursale à Paris : 85, avenue Marceau - 75116 Paris - Tél. : 720-74-30.
Siège central : New York.
Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Djakarta, Francfort, Hong Kong, Iles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, San Francisco, São Paulo, Singapour, Sydney, Tokyo, Vienne et Zurich.

CHEMICAL BANK

International business: When needs are financial, the reaction is Chemical.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO : 74-14

La Société Nationale de Constructions Mécaniques (Division Commerciale Equipements Industriels) lance un Appel d'Offres International pour la fourniture de : Matériel pour injection et soufflage plastique. Les fournisseurs intéressés par le présent Appel d'Offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

SONACOME - D.C.E.I.
Avenue de l'ALLN., E.P. 72 EL-HARRACH (ALGER)

Les offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée : l'enveloppe extérieure portant obligatoirement la mention : APPEL D'OFFRES N° 74-14 - NE PAS OUVRIR à l'adresse indiquée ci-dessus avant le 15 octobre 1974, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

CADRES

Désirez-vous changer ou améliorer votre situation

G F C

Groupement Français de CONSEILS EN CARRIÈRES

vous aide efficacement à chercher et trouver un poste à votre mesure

Très nombreuses références
Premier entretien sur R.V. et sans engagement

G F C S.A.

103, rue de la Pompe
PARIS - XVI^e
553.89.29 et 87.55

Notre Cabinet n'est pas un bureau de placement

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA MISE EN ROUTE DE L'OPÉRATION « COUP DE FREIN SUR LES PRIX »

M. Fourcade : il s'agit de retrouver un rythme de hausse compatible avec la stabilité de notre monnaie

« Dans un pays démocratique, le premier rôle doit être dévolu à l'action positive des commerçants et des consommateurs », a déclaré M. Jean-Pierre Fourcade en présentant à la presse lundi 2 septembre l'opération « Frein sur les prix », qu'il veut « spectaculaire ». Le ministre de l'économie et des finances était entouré de M. Vincent Anquetin, ministre du commerce et de l'artisanat, et d'une demi-douzaine de responsables d'organisations professionnelles de commerçants grands ou petits.

LES ARTICLES-FREINS MOIS PAR MOIS

SEPTEMBRE

ALIMENTATION : camemberts, pâtes alimentaires, café, jambon, saucisson, margarine et graisses végétales, yaourts, vins de pays.

EQUIPEMENT DE L'ÉCOLE : copies, cahiers, reliures, trousses, surlin, stylos, feutres scolaires, articles de dessin, boîtes de peinture, crayons de couleur, cartables et serviettes d'écolier, etc.

VÊTEMENTS ET SOUS-VÊTEMENTS DE L'ENFANT : CHAUSSURES D'ENFANT.

OCTOBRE

ALIMENTATION : pâtes alimentaires, chocolat en tablettes, conserves de viande, vins d'appellation d'origine contrôlée, yaourts, café.

BONNETERIE ET CHERMISERIE pour hommes et femmes.

EQUIPEMENT DE LA MAISON : meubles de cuisine, articles de ménage en plastique, petits appareils électriques (mélangeurs et toasters), aspirateurs, articles d'hygiène à base de papier, papier peint, cirés liquides, antioissants, savons, détergents, vernis de table, vaisselle, linge de maison, cycles.

NOVEMBRE

ALIMENTATION : conserves de viande, jambon, saucisson, légumes secs, riz, vins de qualité supérieure, chocolat en tablettes.

HABILLEMENT : tricots, pulls pour hommes et femmes, prêt-à-porter pour hommes (costumes, pantalons, vestes, imperméables, pardessus); prêt-à-porter pour femmes (robes, pantalons, vestes, jupes, vêtements de pluie, manteaux); vêtements de travail.

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ancien président des Tanneries françaises réunies

Nous avons reçu de M. Maurice P. Siden, ancien président des Tanneries françaises réunies, la lettre suivante :

« Les propos tenus à mon égard à un syndicat par l'article paru dans le Monde du 27 août sous le titre « Tout oser pour vivre » m'obligent à user de mon droit de réponse conformément à la loi.

Un syndicat étranger à l'entreprise, dans une atmosphère de kermesse, accompagnée de distribution de boissons, a pu se laisser aller à prononcer des phrases irresponsables, et à lancer des accusations aussi énormes qu'injustifiables.

Or vous connaissez la situation de l'entreprise pour avoir publié, en octobre 1973, un avis aux actionnaires des Tanneries françaises réunies signé de son président, annonçant de très lourdes pertes pour 1973 et résumant les causes de celles-ci.

Le prix du cuir brut a subi entre juin 1971 et février 1974 des variations vertigineuses : hausse environ de 500 %, baisse de 50 %, puis nouvelle hausse ; notre matière première a été exportée à concurrence des deux tiers de la production ; la hausse du pétrole et de ses dérivés dont nous sommes gros consommateurs n'a pu être répercutée sur les contrats de vente en cours.

L'ensemble de la profession est, hélas ! touché par ces facteurs, et son fonds de roulement global par rapport à son chiffre d'affaires annuel tend vers 0. Cette conjonction — analyse des pertes, mesure d'ordre général permettant de renverser la situation — a été longuement exposée depuis lors à un aux collèges légaux représentatifs de l'entreprise.

J'ajouterais enfin, en ce qui me concerne personnellement que, pour se permettre l'orgueil de se décerner le titre de « Napoléon du cuir », celui-ci devrait au moins « paraître ». J'ai travaillé et travaillé loin des hommes et des représentations pour défendre un métier particulièrement noble et forger.

« Nous sommes arrivés à un rythme d'inflation qui est destructeur, a poursuivi le ministre. Il ne s'agit pas de revenir à la stabilité des prix, il s'agit de retrouver un rythme de hausse compatible avec la stabilité de notre monnaie. Nous souhaitons que cette opération soit un déclencheur. Dans un temps de violence et de morosité, où souvent le manche de pioche et le pavé remplacent l'argument, il est nécessaire de proposer que, par la concertation, on peut arriver à des résultats. Ce n'est pas la panacée, mais c'est le témoignage de la part des commerçants d'un changement de mentalité. » Les objectifs de M. Fourcade restent de ramener la hausse mensuelle des prix (qui pourrait être de 1,5 % en août) à 0,9 ou 0,8 % en fin d'année.

Le moment paraît très favorable au ministre de l'économie et des finances pour s'engager dans « cette opération qui n'est pas celle de la stabilité », le prix du pétrole a atteint un palier et les hausses éventuelles seraient « sans commune mesure avec celles qui les ont précédées » ; les autres matières premières industrielles importées connaissent une baisse relative et variable de leurs prix ; le cours du franc par rapport au mark et au dollar a tendance à se relever depuis le mois de mai ; enfin, l'économie française connaît une conjonction plus favorable puisque l'équilibre entre l'offre et la demande tend à être mieux assuré. En revanche, « les comportements restent inflationnistes ». L'opération « Frein sur les prix » est donc basée sur le volontarisme et s'adresse à tous les commerçants ; ceux-ci s'engageront à pratiquer une baisse de 5 % sur les « articles freins » le mois (voir liste ci-contre), baisse prélevée sur les marges bénéficiaires. Le marquage de ces prix se fera avec une très grande simplicité : marquage du seul prix nouveau, affichage simultané de l'ancien et du nouveau prix ou escompte de caisse pratiqué à la caisse où le client paiera. Cette opération est soutenue par une large action publicitaire : la simple impression des affiches et des affichettes qui ornent les vitrines des « volontaires » a coûté au gouvernement 1 million de francs. Jusqu'ici, deux cent mille commerçants y participent. Les commerçants très spécialisés, dont les chiffres d'affaires pourraient souffrir de cette baisse volontaire, pourront demander aux fonctionnaires des impôts de réviser les acomptes qu'ils versent (les fortes sont des crédits juillet), et l'opération ne s'étendra pour eux que sur un mois, alors que pour les commerçants non spécialisés elle durera trois mois : « la durée compenser la spécialisation », précise le ministre. En revanche, si les engagements pris par les commerçants ne sont pas tenus, les abus pourraient faire l'objet de poursuites pour publicité mensongère.

En matière de prix industriels, les accords de programmation seront renouvelés le 1^{er} octobre prochain selon des modalités encore à l'étude. Nous allons donc à déclarer M. Fourcade, l'opération « Frein sur les prix » est destinée à limiter les variations de prix des matières premières et pour éviter les « déboîtements ».

Le ministre a enfin insisté sur le fait que l'opération n'est pas une mesure de prix mais une mesure de médiation.

Un ancien directeur de l'industrie devenu ouvrier témoigne...

JEAN GIRETTE Je cherche la justice

« Un itinéraire assez extraordinaire... on retrouve là les accents de Simone Weil et Georges Friedmann... un livre qui est à la fois un témoignage et une méditation. »

Pierre Drouin - LE MONDE

« Parmi eux, Jean Girette, ce polytechnicien qui fut un grand patron de la S.N.C.F., puis a voulu vivre en ouvrier, et a travaillé en usine plusieurs années. Il en a sorti un livre passionnant. »

Guy Sithon - LE NOUVEL OBSERVATEUR

« Qu'ils lisent Girette. C'est beaucoup mieux que le "mouvement de l'histoire". C'est le voile levé sur la manière dont l'homme peut faire l'histoire. »

Jean de Fabrègues - FRANCE CATHOLIQUE

« Mon livre est rassurant dans la mesure où je résume la lutte des classes. Mais certaines des mesures que je suggère sont révolutionnaires. Je souhaite que cette révolution soit faite dans un effort commun. »

Interview de Henri Tiney - LA CROIX

« Oui, écrit-il, j'ai besoin du regard de l'autre. Et seul le dialogue ouvert peut me permettre d'accéder à ce que voit l'autre. »

Yvonne Cheuffin - LE PÉLERIN

EDITIONS FRANCE-EMPIRE

En 1963, déjà...

Déjà, à la fin de septembre 1963, le ministre de l'économie et des finances avait lancé une opération dite des « 100 000 points de vente » qui, par bien des aspects, peut être comparée à l'actuelle opération « Frein sur les prix ». Les grands magasins, les magasins populaires, les supermarchés, les coopératives, les chaînes volontaires, les groupements d'achat... avaient donné leur accord pour réduire d'environ 5 % les prix d'un certain nombre de produits : de fin septembre au 30 octobre 1963, la boucherie, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} novembre au 31 décembre, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1964, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1964, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1964, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1964, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1965, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1965, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1965, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1965, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1966, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1966, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1966, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1966, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1967, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1967, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1967, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1967, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1968, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1968, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1968, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1968, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1969, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1969, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1969, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1969, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1970, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1970, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1970, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1970, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1971, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1971, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1971, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1971, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1972, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1972, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1972, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1972, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1973, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1973, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1973, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1973, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1974, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1974, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1974, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1974, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1975, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1975, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1975, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1975, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1976, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1976, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1976, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1976, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1977, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1977, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1977, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1977, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1978, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1978, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1978, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1978, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1979, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1979, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1979, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1979, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1980, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1980, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1980, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1980, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1981, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1981, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1981, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1981, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1982, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1982, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1982, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1982, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1983, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1983, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1983, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1983, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1984, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1984, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1984, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1984, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1985, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1985, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1985, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1985, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1986, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1986, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1986, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1986, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1987, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1987, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1987, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1987, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1988, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1988, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1988, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1988, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1989, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1989, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1989, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1989, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1990, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1990, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1990, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1990, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1991, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1991, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1991, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1991, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1992, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1992, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1992, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1992, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1993, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1993, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1993, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1993, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1994, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1994, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1994, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1994, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1995, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1995, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1995, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1995, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1996, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1996, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1996, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1996, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1997, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1997, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1997, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1997, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1998, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1998, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1998, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1998, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 1999, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 1999, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 1999, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 1999, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2000, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2000, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2000, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2000, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2001, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2001, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2001, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2001, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2002, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2002, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2002, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2002, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2003, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2003, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2003, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2003, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2004, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2004, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2004, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2005, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2005, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2005, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2005, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2006, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2006, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2006, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2006, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2007, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2007, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} juillet au 30 septembre 2007, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} octobre au 31 décembre 2007, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} janvier au 31 mars 2008, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser) ; du 1^{er} avril au 30 juin 2008, les produits d'entretien (cirage, encaustique, savon, eau de Javel, poudre à raser)

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE

POINT DE VUE

L'autodestruction sociale

Par JACQUES ATTALI

UN seul vient d'être franchi. Pour la première fois, la perte du pouvoir d'achat de l'épargne des ménages dans les principaux pays industrialisés — M. Mitterrand l'a rappelé au cours de l'émission Actual 2, le 2 septembre — atteindra, en 1974, un montant équivalent au produit de l'impôt sur le revenu, et, dans les pays les plus touchés, dépassera le total des profits comptables des entreprises. Combien de temps encore les épargnants balanceront-ils sans réagir qu'un impôt arbitraire d'une telle ampleur soit prélevé sur leur patrimoine ?

Au-delà des inégalités qu'elle aggrave en dévalorisant surtout les économies des plus démunis, et de l'inflation qu'elle exacerbe en amplifiant les revendications de toute nature, cette dégradation des patrimoines révèle un choix de société encore inconscient. Un choix destructeur.

La faible rémunération de l'épargne permet en effet aujourd'hui aux banques et aux trésors publics de consommer, par le mécanisme de la transformation, des prêts aux entreprises à des taux encore supportables, bien qu'élevés. Or, si la valeur en capital et en intérêt de l'épargne des particuliers était garantie par une indexation, les intermédiaires financiers seraient conduits, même après réduction de leur marge, à des prêts à des taux très élevés. Ce qui réduirait à peu de choses le fit différé pour les entreprises ?

Autrement dit, pour maintenir le taux de profit, le capital reprend chaque année par l'inflation une part croissante des distributions antérieures de valeur ajoutée. L'inflation devient ainsi le moyen le plus simple, et le plus discret, de financer gratuitement une partie des charges de l'investissement par l'épargne des ménages. Aujourd'hui, les travailleurs épargnent de plus en plus pour maintenir un patrimoine constant. Quand verront-ils que ne

pas consommer c'est créer un profit différé pour les entreprises ?

Tout se passe comme si on demandait à des enfants, avant de leur distribuer des bonbons, de rendre une partie de ceux qu'ils ont reçus les jours précédents ! A ce jeu, les épargnants exigent de plus en plus des augmentations de revenus compensant cette perte de patrimoine, comme les consommateurs exigent la compensation des pertes de pouvoir d'achat. Ils les obtiendront d'autant plus facilement que l'inflation en permettra une réduction indirecte ultérieure par les investissements.

Ainsi, paradoxalement, le faible coût de revient des investissements entretient la hausse des prix ! Faut-il en conclure que le financement de l'investissement est impossible sans la spoliation de l'épargne par l'inflation ? Avec la politique économique actuelle, sûrement. Il est aujourd'hui, en effet, devenu illusoire d'espérer garantir à la fois la stabilité des prix, le patrimoine des épargnants, le revenu des travailleurs et un financement peu coûteux de tous les investissements. Aussi, l'indexation de l'épargne, exigence de justice sociale, n'est-elle compatible avec le maintien de l'expansion et de l'emploi que par une utilisation plus rationnelle de la valeur ajoutée, c'est-à-dire si une suppression radicale des gaspillages dans la production et dans l'utilisation des profits s'accompagne d'une réelle sélectivité des investissements et d'une politique de taux de prêts élevés.

Le vrai choix

La tâche de l'État est de choisir, dans la « société d'inflation », autodestructrice, tous, voire, n'importe, privilégier la consommation d'objets produits et négliger l'entretien et la mise en valeur des patri-

moines. Tout le débat social ne porte que sur des flux (consommation, revenus, profit) et non sur des stocks (épargne accumulée, environnement, etc.). Cette préférence se manifeste dans des domaines de plus en plus nombreux : un haut salaire plutôt qu'un patrimoine stable, mais aussi une consommation effrénée plutôt que des réserves naturelles ou un environnement propre. La réduction accélérée de la durée de vie des objets, et même de celle du logement ou des moyens de transport, transforme même le patrimoine en objets à détruire, des stocks en flux.

L'économie devient ainsi le règne de l'aphérisme et trouve dans son autodestruction un ressort à son expansion : en se transformant en profit, l'épargne dégradée accélère la production, mais aussi, accentue la concentration du pouvoir.

Les comportements revendicatifs eux-mêmes, trop souvent limités aux seuls revenus, légitimement en acceptant cette dévalorisation de l'accumulation d'efforts passés. N'est-il pas scandaleux, par exemple, qu'aucune voix, ou presque, ne se soit élevée dans les banques et, en particulier, dans les institutions populaires de collecte de l'épargne, européennes ou américaines, pour protester contre cette spoliation des dépôts à vue et à terme ? Aucune défense de l'intérêt des épargnants n'est en fait possible sans une réforme du statut des banques, restaurant d'abord la concurrence des taux, puis associant effectivement les épargnants aux décisions de fixation des rémunérations des dépôts.

Eux seuls ont intérêt, dans l'économie actuelle, à cette hausse des taux. Il importe donc qu'ils s'organisent pour l'obtenir.

Une revendication subversive

Dans sa simplicité, l'indexation de l'épargne est donc aujourd'hui une revendication fondamentalement subversive. Seule garante des patrimoines, elle contredit inévitablement la fragilisation croissante d'une société qui siffle sa propre destruction de plus en plus d'acharnement. Elle exige une nouvelle démocratie économique en même temps que de nouveaux comportements des politiques.

Mais la mettre en œuvre sans agir en même temps sur la préférence pour l'aphérisme ne ferait évidemment qu'exacerber l'inflation, puisque les entreprises continueraient à chercher, à des niveaux de hausse plus élevés, à reporter sur les consommateurs, cette fois, la charge lourde du financement des investissements.

En revanche, si cette revendication vient réaffirmer une sensibilité nouvelle à l'égard de l'autodestruction sociale sous toutes ses formes, elle permet la seule réponse cohérente et durable à la hausse des prix. Elle exige, en effet, alors une réduction du taux d'autofinancement, une réorientation de la production et des investissements vers, des biens plus durables, une réforme du statut de l'épargne bancaire, une révision de la politique d'amortissement et même éventuellement une indexation simultanée des autres formes de patrimoine privés et collectifs, dont la dévalorisation n'est que le bienfait de s'ajouter à celle de l'épargne.

Elle conduira alors tous les agents économiques à chercher ailleurs que dans l'inflation une source de financement des investissements et un mode de gestion des conflits. Toute autre politique est vouée à l'échec. Ainsi, réduire globalement la quantité des prêts à l'investissement, sans agir en même temps sur l'orientation de son financement et sur la nature des biens produits, ne peut conduire qu'à exacerber une inflation créatrice d'autofinancement.

La théorie keynésienne classique est, ici comme ailleurs, complètement prise à revers. Au niveau actuel de l'inflation, tous les pays européens qui se sont lancés dans une telle politique sont condamnés à échouer.

Seule une politique globale acceptant l'indexation de l'épargne et la sélectivité de l'investissement a une chance de réussir.

A un moment où le transfert de fortune et de puissance qu'organise l'inflation s'accroît, on peut se demander quand sera franchi le seuil à partir duquel la destruction du patrimoine accumulé sera intolérable à la majorité. Quand, enfin, nos sociétés trouveront-elles le courage de s'interroger non plus sur ce qu'elles ont, mais sur ce qu'elles sont ? Si, comme je le crois, le taux d'épargne des ménages baisse bientôt et si une crise de confiance générale à l'égard des banques apparaît, l'indexation de leurs dépôts et comptes à terme deviendra une revendication d'actualité. On pourra y voir, s'il n'est pas trop tard, le signe avant-coureur de cette mutation immense des comportements des politiques économiques sans laquelle l'inflation dictera, pour très longtemps, le lot du monde.

Faits et chiffres

Affaires

● UN ACCORD POUR LA CONSTRUCTION D'UN OROLOGE EN MER. DU NOIR a été signé lundi 27 septembre à Londres par dix-sept compagnies pétrolières. Shell et Esso participent pour 70 % à ce projet, qui coûtera 200 millions de livres. L'oléoduc reliera les grands gisements sous-marins sur les Shetland et permettra d'acheminer, à partir de 1980, 1 million de barils par jour (30 millions de tonnes par an, la moitié environ de la consommation britannique). — (A.F.P.)

● POUR PARLER ENTRE L'IRAN ET VOLKSWAGEN. — Un porte-parole de Volkswagen a confirmé, le 30 août, que la firme ouest-allemande avait entrepris des pourparlers avec l'Iran au sujet de la construction dans ce pays d'unités de production. Il a également indiqué qu'il était « peu vraisemblable, en l'état actuel des choses », que le chah d'Iran prenne une quelconque participation dans le capital de Volkswagen. Des rumeurs à ce sujet, avaient en effet circulé après le rachat par l'Iran d'une partie des actions de Krupp.

Economies étrangères

● LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE a enregistré un excédent de 7,8 milliards de francs belges pour les six premiers mois de 1974, contre

5,9 milliards de janvier à juin 1973. Le surplus de la balance des paiements courants (marchandises + invisibles) a fortement diminué : 4,1 milliards contre 24,1 milliards ; mais la balance des mouvements de capitaux des entreprises et des particuliers a été excédentaire de 2,8 milliards, alors qu'elle était déficitaire de 10,9 milliards. Les investissements directs des Belges en Belgique sont passés de 14,1 milliards durant le premier semestre de 1973 à 18,7 milliards en 1974.

● L'ACTUEL RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS-UNIS n'est pas une nouveauté, estime le Bureau national de recherches économiques. La baisse des principaux indicateurs est, selon lui, nettement moins élevée que celle enregistrée lors des plus légères récessions observées dans le passé. — (A.F.P.)

Emploi

● L'ACHÈVEMENT À L'USINE DE CHAUSSURES MOREL ET GATTE À FOUGÈRES. — La fermeture de l'établissement (deux cent cinquante-dix salariés) étant prévue le septennaire, le syndicat C.G.C. a écrit au président de la République et à Mme Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine, pour obtenir « des mesures conservatoires » et « de trouver une solution de rechange ».

Énergie

● LE GOUVERNEMENT D'ABOU-DABI a signé un « ACCORD DE PARTICIPATION » avec les compagnies pétrolières opérant sur son territoire (British Petroleum, Japan Overseas Petroleum, Compagnie française des pétroles, Shell, Exxon) aux termes duquel il obtient 60 % de leur capital et le pétrole correspondant. L'accord est rétroactif au 1^{er} janvier 1974. — (A.F.P.)

VOS IMPRIMÉS EN CHINOIS JAPONAIS

en toutes langues russes ou alphabets spéciaux : hébreu, russe, grec, arabe, hindi, farsi, etc., en quelques jours.

étrave W
38 AV. DAUMESNIL 12^e
Agent exclusif d'interlingua Translangua
345.21.62 + 346.00.28 - TELEX 22084 F +

MSL

73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00.
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

DIRECTEUR DE DIVISION

100/120.000 F.
Région parisienne

DIRECTEUR FINANCIER

180.000 F.
Région d'équipement
LYON

SECRÉTAIRE GENERAL ADJOINT

80/100.000 F.
PARIS

ATTACHE COMMERCIAL A L'EXPORTATION

80/90.000 F.
REIMS

CHIEF DU BUREAU D'ETUDES

80.000 F. +
Conditionnement d'air
PARIS

SALES ENGINEERS

80/120.000 F.
France

MSL DIVISION CRES

SECRÉTAIRE GENERAL

Lyon
35 ans minimum

RESPONSABLE DES VENTES

Lyon
32 ans minimum

INGENIEUR

Métro de Lyon

INGENIEUR

Mécatronique
Val de Rhône
35 ans minimum

Adresser curriculum vitae à Paris ou Lyon suivant la référence. Pour les annonces portant la référence B aucune information ne sera transmise sans l'autorisation expresse des candidats, donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant. Les réponses concernant la référence M seront transmises directement à notre client pour suite à donner, sauf si l'enveloppe porte la mention « conditionnelles » signifiant que la lettre porte en tête les noms des sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiquée.

GRANDE BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD

Un groupe international spécialisé dans la fabrication de produits chimiques à usage industriel, recherche pour la France un Directeur de Division. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de définir et de faire appliquer la politique commerciale de sa division (direction des ventes, animation de l'équipe Recherche et Développement et des services techniques et de marketing). Afin d'atteindre les objectifs fixés, il sera lui-même responsable des négociations avec certains clients importants et il assurera une liaison constante avec la fabrication. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation Ingénieur (Centrale, Mines, Chimie Paris...) et parfaitement bilingue Français-Anglais, possédant une expérience de plusieurs années de la vente de produits à usage industriel. Ecrire à MSL réf. M 143 (Paris).

Une société française commercialisant des biens d'équipement réputés, filiale d'un grand groupe international recherche son directeur financier. Il assumera la responsabilité complète, sur les plans financier et comptable, des deux départements de la société. Il sera secondé, pour chacun des départements, par un contrôleur financier. Il sera directement sous les ordres du Président Directeur Général. Il établira avec celui-ci et les deux responsables commerciaux, les budgets prévisionnels. Ce poste sera confié à un diplômé grande école, parlant couramment l'anglais, âgé de 32 ans minimum, ayant une expérience de plusieurs années dans un poste similaire et connaissant si possible, la gestion des sociétés anglo-saxonnes. Le poste est à pourvoir à Lyon. Ecrire à J. Lacouture, réf. B 74.226 (Lyon).

Un Groupe Français du secteur alimentaire réalisant un chiffre d'affaires de 250 millions de Francs crée pour faire face à son expansion, un poste d'Adjoint au Secrétaire Général chargé de l'ensemble des questions administratives et financières. Le candidat recherché sera responsable des questions horaires, courriers, contentieux, rapports avec les actionnaires, fiduciaires et cabinets-conseil, préparation des assemblées, des problèmes fiscaux, d'assurances et de propriété, ainsi que de certaines questions d'administration générale. Agé d'au moins 30 ans, parlant bien Anglais, de formation juridique supérieure (Droit, L.E.P.) il aura assumé des fonctions analogues au sein d'un service juridique ou d'un Secrétariat Général dans un domaine d'activités industrielles. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B 9.143 (Paris).

Une Société champenoise de notoriété internationale réalisant un chiffre d'affaires de 750 millions de Francs, dont près des deux tiers en dehors de France, recherche pour sa Direction Exportation, un Attaché Commercial. Celui-ci contrôlera et animera les agents représentants exclusifs à l'étranger sur les plans ventes, marketing, publicité, promotion, visiteurs les grossistes et détaillants, agira en tant qu'Ambassadeur de la Marque auprès de la Clientèle du monde entier. Agé d'au moins 30 ans, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC, etc...) parlant parfaitement Anglais, il aura effectué des missions similaires dans le cadre d'un service exportation et si possible dans la distribution de produits de marque. Le poste implique des déplacements courts mais fréquents dans le monde entier. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B 9.150 (Paris).

Un Groupe Européen à vocation internationale et spécialisé entre autres dans la distribution de biens d'équipement (C.A. 3 milliards et demi, 27.000 personnes) recherche le Chef du Bureau d'Etudes de sa Division conditionnement d'air. Dépendant du Directeur de Division dont il sera l'adjoint, il dirigera, animera, gèrera un service d'une dizaine de personnes dont trois projets, effectuera lui-même certaines études, assurera les contacts avec la clientèle, les architectes, les Ingénieurs-Conseil et les fournisseurs. Agé d'au moins 32 ans, Ingénieur de formation, ayant des connaissances théoriques et pratiques en conditionnement d'air, ventilation, schémas électriques, il aura occupé un poste de responsabilité dans le bureau d'études (projets et exécution) d'un service d'équipement et aura effectué des missions commerciales et de négociation. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B 9.152 (Paris).

This appointment is with a manufacturer of synthetic and artificial fibre spinning equipments. The Company has a turnover of over 500 million of francs, 90 % of its sales are in export markets and it employs over 2.000 people. Reporting to an area sales manager and working through local sales teams, they will be in charge of sales efforts, negotiations, booking of orders and client contact. Candidates at least 28 years old must be engineers (textile, mechanical or chemical) with successful equipment sales experience. Fluency in English and French with a good knowledge of German or Spanish is essential. Extensive travel is involved. Please write to J. Blin, ref. B 5.540 (Paris).

Une Société de transformation de matières plastiques (300 personnes) implantée à Lyon, recherche un secrétaire général. Il secondera la direction, en particulier pour tous les problèmes ayant trait à la comptabilité et au personnel. Le candidat retenu aura une formation supérieure et une expérience de gestion tant financière qu'humaine, acquise de préférence dans une entreprise à caractère familial. Ecrire à J. Lacouture, réf. B 74.228 (Lyon).

Une très ancienne société lyonnaise spécialisée dans l'équipement d'immeubles et usines, recherche un cadre commercial pour son département cuisines collectives. Le titulaire du poste, dépendant du Président Directeur Général, sera chargé de développer les ventes auprès de l'administration et des collectivités (mairies, hôpitaux, etc...). Il s'appuiera sur des nombreux, qualifiés et anciens collaborateurs. Le candidat retenu, si possible diplômé d'une école de commerce, aura de préférence une expérience de la vente de biens d'équipement. Le poste est à Lyon, mais nécessite de nombreux déplacements en France et par la suite à l'étranger. Ecrire à J. Lacouture, réf. B 74.205 (Lyon).

La Société d'Etudes du Métropolitain de Lyon (SEMALY) recherche, pour son service d'études générales : études économiques, études du trafic, planification, etc... un ingénieur, ayant si possible quelques années de pratique. De formation orientée vers les statistiques et capable de suivre le traitement des données sur ordinateur, cet ingénieur travaillera à Lyon. La connaissance de l'allemand ou de l'anglais serait appréciée. Ecrire à J. Lacouture, réf. B 74.222 (Lyon).

Une société industrielle (1.500 personnes), située au Sud de Lyon, fabrique des produits variés de conditionnement et est, recherche un ingénieur pour ses services engineering. Il étudiera l'installation complète d'usines à l'étranger (Moyen-Orient...) et aura une expérience polyvalente (mécanique, machines-outils, thermique, etc...). Il aura également la pratique de l'établissement et du contrôle de devis et de commandes de matériel. Ecrire à J. Lacouture, réf. B 74.229 (Lyon).

LA VIE ÉCONOMIQUE

MONNAIES ET CHANGES

LES RÉSERVES EN DEVISES DE LA R.F.A. ONT DIMINUÉ DE 4,5 MILLIARDS DE DEUTSCHMARKS EN TROIS MOIS.

Francfort (A.F.P., Agf). — Les réserves en devises de la Bundesbank ont diminué au cours des trois derniers mois de 4,5 milliards de deutschmarks : 490 millions en juin, 1,1 milliard en juillet et 3 milliards en août. Pour les sept premiers mois de l'année, la balance en devises de la R.F.A. se solde par un excédent de 1,5 milliard de deutschmarks contre 20,2 milliards de deutschmarks pour la période correspondante de 1973. Selon les experts de la Banque fédérale, ce mouvement des devises est dû aux interventions répétées de la Banque centrale sur le marché des changes pour soutenir le deutschmark (1). La balance des paiements courants (marchandises, services et transferts) a, quant à elle, enregistré, de janvier à juillet, un excédent de 15 milliards de deutschmarks, soit trois fois plus qu'en 1973 (4,7 milliards). La balance de base, qui comprend les paiements courants et les capitaux à long terme, a été, pour les sept premiers mois de 1974, excédentaire de 13,2 milliards de deutschmarks, au lieu de 13,7 milliards durant la même période de 1973.

(1) Après avoir joué sur le DM, la spéculation s'est reportée sur le dollar, dont l'image de marque s'est améliorée depuis le départ de M. Nixon. En outre, les difficultés de plusieurs banques allemandes ont un peu affaibli le DM.

AFFAIRES

LES VENTES DU GROUPE SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON ONT PROGRESSÉ DE 30 % AU COURS DES SIX PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE.

Les ventes du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ont représenté pendant le premier semestre 1974 10 550 millions de francs (contre 7 475 millions de francs pendant la même période de 1973), ce qui représente une progression de 41 % en valeur absolue et de 30 % à structure comparable. Des modifications sont en effet intervenues dans la présentation des comptes consolidés, les résultats de diverses sociétés étrangères allemandes et en France d'Air Industrie et de ses filiales ayant été intégrés. Les départements « activités industrielles » (verre, mécanique, construction, canalisation, etc.) et « activités de services » (chantiers d'isolation, de construction, magasins, etc.) ont enregistré les plus fortes progressions.

En Allemagne, la situation du groupe s'est détériorée puisque, exprimée en deutschmarks, l'augmentation des ventes a été de 1 %. Les difficultés rencontrées dans le bâtiment et le secteur automobile expliquent pour l'essentiel cette régression.

UN CONSORTIUM EUROPÉEN CONSTRUIRA LA NOUVELLE USINE DE LIQÉFACTION DES GAZ D'ARZEW.

La société d'Etat algérienne Sonatrach a finalisé un contrat à un consortium européen ayant pour chef de file la société belge Sybema, auquel participent la société Mannesmann Export (R.F.A.), Vos Est Alpine (Autriche), Cressot-Lotz Entreprises (France), Chemical Construction Corp. (États-Unis) et Erection Electricité (Belgique), la construction de la nouvelle usine de liquéfaction de gaz d'Arzew. Cette usine, qui sera la plus grande du monde, produira annuellement 155 milliards de thermies de gaz naturel liquéfié destiné essentiellement au marché européen, comprendra également des unités de séparation de propane et de butane. Elle fonctionnera selon le procédé de liquéfaction développé par la firme américaine Air Products. La candidature de la société française Technip, qui était également sur les rangs pour le contrat estimé à 3,7 milliards de francs, a donc été écartée.

BANQUE

La Lloyd's Bank annonce une perte de 375 millions de francs sur les opérations de change de son agence de Lugano

L'annonce par la Lloyd's Bank, le quatrième établissement bancaire britannique, d'une perte de 375 millions de francs (375 millions de livres) subie par l'agence de Lugano de sa filiale Lloyd's International, a élargi l'ampleur d'une bombe dans la City, où elle a jeté la consternation. Cette perte, l'une des plus importantes jamais enregistrées par une banque anglaise, est due, une fois de plus, à des opérations « hasardeuses » sur les changes effectuées, apparemment, à l'insu des dirigeants de la Lloyd's Bank et des autorités monétaires tant britanniques que helvétiques. Le directeur de l'agence de Lugano et son spécialiste des changes ont été suspendus de leurs fonctions en attendant les conclusions d'une commission d'enquête. L'agence restera ouverte, un communiqué de la maison mère ayant précisé que la perte de change — enregistrée essentiellement sur le deutschmark, en baisse depuis plusieurs mois — avait été immédiatement couverte au moyen d'un transfert de 231 millions de francs suisses autorisé par la Banque d'Angleterre.

Ce nouvel « accident » fait suite à ceux de l'Union de banques suisses (40 à 50 millions de dollars), de la Westdeutsche Landesbank (100 millions de dollars), de la Franklin New York Bank (50 millions de dollars) et à la faillite toute récente de la banque allemande Herstatt, dont le montant n'est pas officiellement connu, pas plus que la liste exacte des victimes. Ses conséquences seront très limitées sur le plan financier, tant pour la Lloyd's Bank, qui rappelle néanmoins que ses réserves s'élevaient à 522 millions de livres à la fin de 1973, et que ses bénéfices avant impôts atteignaient 71,8 millions de livres pour le premier semestre de 1974. Sur le plan psychologique, en revanche, un tel accident contribue à alourdir encore le climat régnant sur les marchés financiers internationaux. Que des banques secondaires aient connu des problèmes de liquidité, et que de graves irrégularités aient été commises depuis un an par des cambistes portés à la spéculation, passe encore. Mais qu'une des institutions les plus respectables parmi les

banques britanniques, avec deux mille quatre cents agences en Grande-Bretagne, ait pu subir de telles pertes dépasse presque l'entendement. C'est un camouflet pour ses dirigeants — son président est également celui de l'Association des banques de dépôts de Grande-Bretagne — et pour les autorités de contrôle anglaises et helvétiques.

Une nouvelle charge d'agent de change britannique a été déposée, mardi 3 septembre, son bûcher : Tustan and Lestranger. Cette charge n'était plus en mesure de faire face à ses obligations. C'est le quatrième cas depuis le début de l'année, l'annonce de cette faillite a ralenti, mardi matin, les opérations sur le marché des changes londonien.

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

TROIS MINEURS FONT LA GRÈVE DE LA FAIM POUR SOUTENIR LES REVENDEICATIONS DES OUVRIERS DES COKERIES

(De notre correspondant.) M. Trois mineurs syndiqués des Houillères de Lorraine (C.G.T., F.O. et C.F.D.T.) ont entamé depuis le samedi 31 août une grève de la faim pour soutenir les revendications des douze cents ouvriers des cokeries de Carling et de Marienau. A la demande de la préfecture, la police a fait examiner par un médecin les trois grévistes de la faim, qui se sont installés à l'infirmerie de Carling « Nous ne bougerons pas. Nous ne nous contenterons pas de pérorer. Ce que nous voulons, c'est un statut spécial pour les cokiers », déclarent les trois syndicalistes, qui emboîtent ainsi au mouvement l'attention sur une grève « au rendement » (chargement minimal des fours) qui a débuté le 1^{er} juin dernier.

De son côté, le comité de grève a demandé à la direction des Houillères de Lorraine « l'ouverture de négociations immédiates et sérieuses à l'échelon du bassin lorrain ». Les ouvriers des cokeries veulent un statut spécial qui se rapprocherait de celui des mineurs de fond, notamment pour les traitements et les salaires. La direction estime que « de nouvelles négociations ne pourront utilement être engagées qu'après un tel statut ». Les revendications des cokiers, présentées par les organisations syndicales, seules compétentes pour des problèmes relevant de la convention collective.

Depuis le début du conflit, la perte de production en coke, selon la direction, serait de 2 000 tonnes par jour (environ 50 millions de francs).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice 1974 s'est élevé à 1 022 millions de francs contre 807 millions de francs pour le premier semestre de l'exercice 1973. Ces chiffres se décomposent comme suit :

	1973	1974
Premier trimestre	238 153 970	346 486 400
Deuxième trimestre	361 104 321	430 593 755
Mécanique :		
Premier trimestre	351 968 656	439 128 123
Deuxième trimestre	94 140 355	131 717 329
Total société :		
Premier trimestre	351 968 355	459 129 123
Deuxième trimestre	455 344 676	562 311 254

Les chiffres ci-dessus donnent les montants des factures émises par la société pendant le trimestre. Ces facturations présentent dans l'industrie de la construction navale et dans l'industrie de la mécanique lourde une très grande discontinuité, tenant à la fois à l'importance unitaire des contrats et à la diversité de leurs conditions de paiement. Leur montant n'est donc pas significatif de l'activité de la société au cours du trimestre et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

S.D.R. NORD ET PAS-DE-CALAIS

CHIFFRES D'AFFAIRES COMPARÉS (hors taxes)

	1973			1974		
	Revenus de portefeuille	Autres revenus	Total	Revenus de portefeuille	Autres revenus	Total
1 ^{er} trim.	93 637	8 918 088	9 011 725	98 634	11 071 914	11 170 548
2 ^e trim.	104 637	5 133 890	5 238 527	303 507	12 130 306	12 433 813

ÉLYSÉES-VALEURS

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 août 1974, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1974.

Il proposera à l'assemblée des actionnaires du 11 octobre 1974 la mise en paiement, dès le 17 octobre 1974, d'un dividende de 6,60 F par action contre 6 F pour l'exercice précédent. À ce dividende s'ajoutera 0,97 F représentant l'impôt déjà payé au Trésor.

Comme les années précédentes, les actionnaires auront la faculté, jusqu'au 31 décembre 1974, de réinvestir leurs dividendes (arrondis au montant supérieur nécessaire pour obtenir un nombre entier d'actions) en actions Élysées-Valeurs en échangeant totale de la commission de souscription.

Le conseil a arrêté en outre les termes du rapport qui sera soumis à la prochaine assemblée.

Au 30 juin 1974, l'actif de la société s'élevait à 157,7 millions de francs se répartissant de la manière suivante :

Actions françaises	33,22 %
Actions étrangères	33,22 %
Oblig. françaises (dont convertibles 5,40 %)	31,28 %
Obligations étrangères	8,78 %
Liquidités	100 %

Rapport intermédiaire 1974 couvrant les six premiers mois de l'exercice

Les résultats pour The Rank Organisation Limited et ses filiales, non vérifiés et à l'exclusion des postes exceptionnels, couvrant les 28 semaines terminées le 11 mai 1974, ainsi que les chiffres correspondants pour 1973, s'établissent comme suit :

En milliers de livres	28 semaines terminées le 11 mai 1974	28 semaines terminées le 12 mai 1973	Exercice clos au 31 octobre 1973
Chiffre d'affaires	£130.547	£113.074	£260.293
Bénéfice d'exploitation	6.106	10.351	24.667
Quote-part des bénéfices avant impôts des sociétés affiliées			
Rank Xerox Group	31.299	25.460	47.384
Autres	1.961	1.913	3.963
Dividendes et intérêts	1.744	1.577	3.619
Intérêts payables	41.110	39.301	79.633
	9.514	4.877	11.223
Bénéfice avant impôts	31.596	34.424	68.410
Impôt sur les bénéfices (y compris l'impôt britannique sur les sociétés, de 52%)	15.473	16.638	33.338
The Rank Organisation Limited et filiales	(261)	3.636	8.539
Sociétés affiliées			
Rank Xerox Group	14.779	12.056	22.881
Autres	955	946	1.918
Bénéfice après impôts	16.123	17.786	35.072
Quote-part des actionnaires hors du groupe dans le bénéfice des filiales	687	581	956
Bénéfice après impôts (postes exceptionnels exclus) distribuable aux actionnaires de The Rank Organisation Limited	15.436	17.205	34.116
Dividendes sur actions de préférence	314	357	622
Bénéfice distribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions ordinaires 'A'	£15.122	£16.848	£33.494
Dividende intermédiaire sur actions ordinaires et ordinaires 'A' (voir Note)	£3.285	£3.285	£7.588
Dividendes par action — Sterling	2,1875p (8,75%)	2,1875p (8,75%)	5,0531p (20,2125%)
Nombre d'actions ordinaires et d'actions ordinaires 'A' en circulation à la fin de la période	150.168.000	149.207.000	150.168.000
Bénéfice par action — Sterling	10,1p	11,3p	22,3p

Note : Après déduction du crédit d'impôt applicable dans le Royaume-Uni, les dividendes correspondent aux chiffres suivants :

Dividende intermédiaire 1974 — 3,2649p (13,0597%)
Dividende intermédiaire 1973 — 3,1250p (12,5000%)
Dividende global 1973 — 7,4020p (29,6082%).



THE RANK ORGANISATION LIMITED
38 SOUTH STREET, LONDON, W1A 4QU, ANGLETERRE

Piguet
RECOURIR LES CREAENCES

• depuis 1955
• à l'échelle
sans commission
• sans frais
sans abandonner
sans provision

BOURSE A PARTIR DE 100 000 FR
PARIS - 12, rue Vivienne - 233-56-57
LYON - 2, place de la Bourse - 43-61-57

Paris 8^e, au cœur du Paris des affaires,

48, rue de Miromesnil (métro "Miromesnil" à 50 m)

1400 m² de bureaux neufs à louer.
divisibles à partir de 100 m².

HERRING DAW 63, rue Pierre Charron • 75008 PARIS • tél.: 256.11.10

مركز الأعمال

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

CHYPRE : la première des rencontres régulières prévues entre MM. Denktash et Cléridas est ajournée.

ITALIE : les communistes relancent leur campagne pour participer au gouvernement.

3. ASIE

INDE : le projet d'intégration du Sikkim est un acte flagrant d'expansion coloniale.

3. AFRIQUE

Le Sénégal et le Portugal renouent leurs relations diplomatiques.

4. PROCHE-ORIENT

ÉTATS-UNIS : le président Ford rencontre ses premiers obstacles.

« Espoir dans le tiers-monde » (III), par Jean Duché.

4-5. AMÉRIQUES

BRESIL : les limites de la détente entre l'Église et l'État.

ÉTATS-UNIS : le président Ford rencontre ses premiers obstacles.

« Espoir dans le tiers-monde » (III), par Jean Duché.

6. POLITIQUE

Selon M. Mitterrand à Aulnay, M. Valéry Giscard d'Estaing soutient les problèmes.

« Point de vue : » Que veulent ensemble femmes et hommes ? », par J. Cardouel.

8-9. ÉDUCATION

La rentrée scolaire.

9. SCIENCES

Le « prix Nobel » de mathématiques : la médaille Fields est décernée à un Américain et à un Italien.

10. VIE DE LA RÉGION

PARISIENNE

LA VILLE : le 11^e sans la Petite-Roquette ; le grand ensemble du Point-du-Jour et ses six mille habitants.

11. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ALSACE : avant la visite de M. Chirac à Strasbourg, les élus s'acquiescent des conséquences d'un développement industriel à tout prix.

CORSE : les mesures gouvernementales sont accueillies avec enthousiasme.

12. SPORTS

14. DÉFENSE

Le remplacement des avions de combat en Europe.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Pages 15 et 16

LES PROGRES DE L'ENDOCRINOLOGIE : L'action sur les récepteurs hormonaux ouvre de nouvelles perspectives thérapeutiques.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS LE MONDE : Cent mille morts par an.

Les monnaies de viques.

Une carte d'identité dentaire pour l'identification des victimes des catastrophes aériennes.

18-19. ARTS ET SPECTACLES

FESTIVALS : nouvelle Biennale à Venise.

LETTRES : les œuvres complètes de Marceline Desbordes-Valmore.

23-24. LA VIE ÉCONOMIQUE

ET SOCIALE

« La nouvelle politique française et l'Europe » (III), par Ph. Lemaître.

PRIX : la mise en œuvre du « plan Fournier » par la Banque.

BANQUE : la Lloyd's Bank annonce une perte de 375 millions de francs.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (17) : Annonces classiques (20 à 28) ; Carnet (12) ; Informations pratiques (17) ; « Journal officiel » (17) ; Médicaments (17) ; Météo (17) ; Finances (33).

Le numéro du « Monde » daté 3 septembre 1974 a été tiré à 557 248 exemplaires.

LAMAZÈRE

23, rue de Fontenay-le-Comte, 92115 CLICHY-BOULEVARD

RÉOUVERTURE

MERCREDI 4 SEPTEMBRE

Europcar loue des voitures et pas seulement aux hommes d'affaires. 645.21.25

A B C E F G H

LE CONSEIL DES MINISTRES DE LA C.E.E.

Le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale et le Danemark s'opposent à une hausse des prix agricoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). Les ministres de l'Agriculture des Neuf, réunis en session extraordinaire, débattent ce mardi 3 septembre à Bruxelles des mesures à prendre pour assurer de nouvelles récoltes agricoles. Pour guider leurs travaux, ils disposent des propositions que vient de présenter la Commission européenne (le Monde du 1^{er} - 2 septembre). Celle-ci recommande, on le sait, une augmentation de 4 % de tous les prix agricoles européens, à l'exception de la hausse de 4 % à défaut été repoussée par les organisations professionnelles des pays membres comme nettement insuffisante.

Cependant, un premier tour de table, mardi matin, laissait pressager un débat difficile, plusieurs ministres ne partageant pas l'appréciation de la situation donnée par la Commission. Trois délégations se sont montrées fermement hostiles à la revalorisation des prix communautaires : le Royaume-Uni, le Danemark et l'Allemagne fédérale. L'Italie et l'Irlande, tout en admettant que la situation de l'agriculture européenne était très difficile, semblaient préférer d'autres solutions qu'une augmentation des prix. Le ministre italien a ainsi suggéré que la Communauté prenne à sa charge une partie des intérêts que les agriculteurs doivent payer en raison de leur dette. Les Pays-Bas et la Belgique approuvent les propositions de la Commission. Quant à la France, elle s'est déclarée favorable à une hausse des prix plus forte que celle que préconise la Commission.

Du côté français, on ne pensait pas qu'il serait possible d'aboutir dès mardi soir à des décisions sur l'ensemble du dossier. On souhaitait plus modestement parvenir dans la soirée à des accords de principe, notamment sur l'actualisation des prix, étant entendu que ces orientations devraient être confirmées au cours d'une nouvelle session du conseil, qui pourrait se tenir dans des délais très brefs.

La session du conseil s'est ouverte dans une ambiance relativement tendue : les manifestations agricoles continuent à se multiplier sur l'ensemble du territoire de la Communauté, et, par ailleurs, les organisations professionnelles ont déjà fait savoir qu'elles considéraient comme tout à fait insuffisante la hausse de 4 % préconisée par la Commission pour remédier aux difficultés actuelles. Le Comité des organisations professionnelles agricoles de la C.E.E. (C.O.P.A.), qui, au mois de juillet, réclamait un relèvement des prix de 4 %, demande maintenant 8 %.

L'ordre du jour de la réunion interministérielle est copieux et laisse présager une longue session. Les propositions présentées par la Commission couvrent, en effet, quatre volets principaux.

Le plus spectaculaire a trait bien évidemment à la révision des prix. La Commission recommande une augmentation de 4 % de tous les prix des produits

garantis. M. Pierre Lardinois, le commissaire européen responsable pour la politique agricole, a même, à l'indigé lundi, au cours d'une conférence de presse, que la Commission présenterait aux Neuf membres de nouvelles propositions de prix pour la campagne 1975-1976 dès le mois de novembre. Les prix proposés seront alors calculés, à l'exception, en tenant compte des hausses des coûts de production intervenues au cours des années 1973 et 1974.

La Commission propose encore des aménagements du système des montants compensatoires. Ces montants compensatoires, on le sait, sont appliqués aux frontières afin d'annuler ou au moins d'atténuer les variations de change. La proposition de la Commission vise à corriger certaines anomalies constatées dans le fonctionnement des montants compensatoires. En ce qui concerne la France, la proposition de la Commission viserait surtout à rétablir les montants compensatoires appliqués aux céréales exportées par les négociants français, qui subissent à nouveau une taxe à l'exportation destinée à atténuer la dépréciation du franc sur le marché des changes. L'absence de montant compensatoire a permis au cours des mois passés d'exporter des céréales françaises à des prix de dumping.

La Commission propose également de dévaluer le « livre vert » de 7,5 %. Cette opération, qui est destinée à tenir compte de la dépréciation de la livre sterling sur le marché des changes, se traduira par un relèvement des prix agricoles anglais de 7,5 %, qui, s'il était retenu, viendrait s'ajouter aux 4 % proposés pour l'ensemble des prix communautaires.

Enfin, le conseil doit examiner les propositions pour remédier aux difficultés de l'industrie. La Commission estime conformes au traité de Rome les aides de nature sociale. En revanche, elle continue à condamner les aides liées aux produits, telle l'« aide à la vache » consentie par les pouvoirs publics français.

● M. Roger Chénou, secrétaire général des républicains indépendants, se demande, dans le journal *Sud-Ouest*, après l'émission « Actual 2 » à laquelle participait M. Mitterrand et si l'on n'est pas en droit de conclure, comme il le soulignait le candidat Valéry Giscard d'Estaing, qu'un dialogue était nécessaire et devait être possible avec l'opposition ? Ce dialogue ne deviendrait-il pas possible après les cent premiers jours du président ?

● Au sujet de l'Europe notamment, remarque le Roger Chénou, François Mitterrand reconnaît, pour la première fois, que la position des communistes vis-à-vis des socialistes s'est trouvée renforcée parce que l'Europe avait échoué. La nécessité de l'Europe existe donc toujours.

Pour obtenir pendant plusieurs années un

intérêt de

11,50%

ouvrez un compte bancaire à la



SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Documentation N° 431H sur simple demande

SICOB : Niveau 2, Zone B, stands 200 et 201

Niveau 4, Zone C, stand 303

DOCUMENTATION : adresser ce coupon à : Gestetner 71 rue Camille Gault 94400 Vitry

Tél. 680 47-85

M. Adresse : _____

Je désire recevoir la documentation Gestetner - Copieur

AU COURS DE LEUR RENCONTRE A L'ÉLYSÉE

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont surtout parlé de la construction politique européenne

Le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Schmidt, est reparti pour Bonn, ce mardi matin 3 septembre, après être entré pendant quatre heures trente, lundi soir, avec le président Giscard d'Estaing.

En quittant l'Élysée, M. Schmidt a confirmé à demi-mot que l'entretien avait surtout porté sur la « relance » de l'union politique européenne, dont le président de la République veut prendre l'initiative (son discours du 27 août) avant la fin de l'année. « Nous avons parlé de ce qu'il faut faire pour relancer la construction européenne », a-t-il déclaré, « mais en nous en tenant surtout à l'aspect politique de l'Europe. Nous

avons peu parlé de l'aspect économique et de l'aspect monétaire », M. Schmidt a ajouté que son entretien avec le président français avait été, « comme toujours, très ouvert ».

On précisait cependant dans les milieux informés allemands que l'entretien a surtout porté sur les moyens de faire progresser la construction européenne et que, parmi les autres sujets abordés, figuraient les problèmes économiques monétaires, la situation économique de la Communauté, les problèmes pétroliers et leurs conséquences sur les balances des paiements et le problème monétaire international.

M. Giscard d'Estaing, qui a accompagné son visiteur jusqu'à sa voiture, s'est refusé à tout commentaire. Tous les deux étaient très souriants et détendus. Le chancelier, arrivé à l'Élysée peu avant 19 heures, en est reparti à 23 h 30. Toute la soirée a été occupée par un tête-à-tête, interrompu par un dîner d'une humeur frugale (œufs à la parisienne, bar braisé, fromages, sorbet, accompagnés de champagne naturel), auquel étaient

seuls conviés MM. Pierre-Brosse, secrétaire général de la République, et Fischer, directeur de la politique étrangère de la chancellerie fédérale.

Commentant la visite de M. Schmidt à Paris, le *Times* de Londres écrit, ce matin : « M. Giscard d'Estaing fait tout son possible pour garder en main l'initiative politique. Mais il ne nourrit pas l'illusion que quoi que ce soit puisse se faire sans l'appui total de l'Allemagne ».

La presse italienne souligne également que l'entretien de l'Élysée est « une confrontation entre le pragmatisme allemand et l'idéalisme français ». « C'est de cette confrontation, écrit la *Stampa*, que peut se produire la mise à jour du projet giscardien » (la relance européenne). Le *Corriere della Sera* écrit de son côté dans un éditorial : « Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ont en train de donner à la politique européenne un nouvel essor, avec un style nouveau, qui est l'expression du dynamisme de leur jeune âge, de leur préparation et de leur bonne volonté ».

CONSEIL RESTREINT A L'ÉLYSÉE SUR LES PROBLÈMES MONÉTAIRES INTERNATIONAUX

Un conseil restreint consacré à l'examen des problèmes monétaires internationaux et européens s'est réuni mardi matin 3 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing.

Participaient à ce conseil : le premier ministre, M. Jacques Chirac ; le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski ; le ministre des affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues ; le ministre de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade ; le directeur du Trésor, M. Jacques de Larosière ; et le gouverneur de la Banque de France, M. Bernard Clappier.

Il est apparu au cours de cette réunion que la France ne serait probablement pas amenée à faire des propositions importantes pour relancer l'Union économique et monétaire. C'est dans d'autres domaines que peuvent s'effectuer des propositions importantes, en ce qui concerne la politique européenne.

En revanche, la France soutiendra vigoureusement à Bruxelles l'idée d'un emprunt communautaire dont la durée serait de cinq à sept ans. On voudrait à Paris que ce montant soit « le plus élevé possible ». De nouvelles questions restent à résoudre et notamment le choix de l'unité de compte dans laquelle il serait libellé (on voudrait naturellement le franc, mais en dollars). En outre, le ministre de l'économie et des finances pourrait d'ici à la fin de l'année proposer à ses collègues des autres pays de la C.E.E. des arrangements techniques destinés à mieux concilier sur le marché des changes les interventions portant d'une part sur les monnaies faisant encore partie du « serpent communautaire » (deutsche mark, florin, franc belge et les couronnes des pays scandinaves) et d'autre part les monnaies telles que le franc français qui tiennent vis-à-vis de toutes les devises.

En Israël

TROIS CHARGES SONT RETENUES CONTRE MYR CAPUCCI

Jérusalem (A.F.P.). — Les trois charges contre l'archevêque catholique grec Myr Capucci, citées dans l'acte d'accusation qui est venu mardi 3 septembre au tribunal de Jérusalem sont les suivantes :

— Établissement de contacts avec un agent étranger (loi de 1957).

— Transport illégal et possession illégale d'armes (ordonnance de 1950).

— Coopération avec une organisation illégale (lois d'urgence de 1945).

Si l'on était reconnu coupable, le prélat serait passible de dix-huit ans de prison.

● Une trentaine de personnes, dont de jeunes militants néofascistes, seront poursuivis devant la justice italienne pour s'être livrés, lundi matin 3 septembre, à des démonstrations de caractère fasciste lors des funérailles du prince Valerio Borghese, mort il y a trois semaines en Espagne où il s'était réfugié en 1969 pour éviter la prison après la découverte d'un complot contre l'État (A.F.P.).

M. PONIATOWSKI VA SE RENDRE EN POLOGNE

« Répondant à l'invitation de M. Mieczyslaw Jagielski, vice-président du conseil des ministres polonais, M. Michel Poniatowski, ministre d'État, effectuera une visite officielle en Pologne du 5 au 9 septembre, annonce, ce mardi 3 septembre, un communiqué du Quai d'Orsay. Il sera accompagné de M. René Lenoir, secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé chargé de l'action sociale ».

M. Poniatowski avait accepté une invitation de son collègue polonais alors qu'il était ministre de la Santé. Après son changement de fonctions, les autorités polonaises ont maintenu leur invitation en tenant compte de la promotion dont il était l'objet : c'est en tant que numéro deux du gouvernement que M. Poniatowski est invité à Varsovie et non en tant que ministre de l'Intérieur. Les contacts « techniques » entre les ministères de la Santé sont d'ordre part-maladeux puisque M. Lenoir est aussi du voyage.

Après l'annonce de son voyage en Pologne, en novembre, pour préparer une visite du président Giscard d'Estaing, ce voyage en Pologne confirme le rôle de plus en plus « extérieur » du ministre de l'Intérieur.

M. Poniatowski appartient à une « vieille famille d'origine polonaise et italienne ayant donné à la France un maréchal, à l'Autriche un feld-maréchal et à la Pologne un roi et un pape » (notion du Who's Who).

Le C.N.P.F. redoute également que le recours au crédit bancaire et au marché obligataire soit privilégié, et plus encore l'avantage qui serait fait aux sociétés multinationales, qui n'auraient aucun mal à ajuster leurs stratégies pour échapper à la taxe conjoncturelle qui frappera les fusions dans un seul pays au sein d'un ensemble communautaire aux frontières ouvertes.

[Dans cette affaire le patronat prend les devants. La commission Charon chargée d'élaborer un rapport sur l'instauration en France d'une nouvelle taxe, dite « taxe conjoncturelle », a certes terminé ses travaux, mais on ignore encore les modalités qui seront retenues par les pouvoirs publics. Ce texte du C.N.P.F. en forme d'avertissement traduit bien l'inquiétude que fait naître le projet chez les chefs d'entreprise.]

du jeudi 5 au lundi 16 septembre 1974 inclus

foire européenne de strasbourg

PARENTS...

En fin d'études secondaires (B.E.P.C. ou B.A.C.) faites préparer à vos enfants en 1 à 3 ans une carrière commerciale aux débouchés nombreux et sûrs (gestion, marketing, informatique, secrétariat) Renseignement Prêt

e. p. p. a.

14, bd Gouvion-Saint-Cyr Paris (17^e)

Tél. : 754-58-51

صلى الله عليه وسلم